



GAVROCHE

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

Le numéro : 40 F - 6,10 €

Bimestriel n° 116 - 20^e année - mars-avril 2001



LA CONTROVERSE DE LILLE : ANTIMILITARISME ET PACIFISME DANS LES DISCOURS DE JEAN JAURÈS ET JULES GUESDE

par Joël Ravier

1



CONDITIONS DE TRAVAIL A BRASSAC-LES-MINES

par Laurent Doussin

7



IL Y A 130 ANS LA PREMIÈRE DÉFAITE DE LA COMMUNE

par Pierre-Henri Zaidman

13

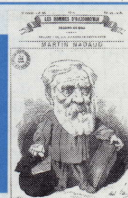


LE LONG CHEMIN DE MARTIN NADAUD

Entretien imaginaire

par J.K. Paulhan

18



THÉOPHILE SAUVAGE UN MILITANT DU MOUVEMENT OUVRIER

par Elie Gilquin

20



UN HOMME DE 1848 PAULIN DURIEU

par B. Vandeplas

23



Et aussi...

Le moulin histoire d'un patrimoine de J.F. Amary ... p. 25
Sous le soleil de Big Brother p. 26

Médias : danger de manipulation p. 27
Le temps des livres p. 28
L'amateur de livres p. 32

GAVROCHE

Revue bimestrielle
d'histoire populaire
Numéro 116
mars-avril 2001

Publication des
Editions Floréal
BP 872
27008 Evreux cedex
39-41, rue de la Harpe
Tél. : 02.32.33.22.33

Directeur de la publication :
Georges PELLETIER
Relecture et secrétariat :
Elisabeth COMMUN
Secrétaire de rédaction :
Claude VIRLOUVET
Avec la collaboration
pour ce numéro de
J.-F. AMARY
S. BOULOUQUE
G. DOUART
L. DOUSSIN
J.-J. GANDINI
E. GILQUIN
J.-J. LEDOS
J.K. PAULHAN
G. PELLETIER
J. RAVIER
J. TREMINTIN
B. VANDEPLAS

Commission paritaire : 64185
I.S.S.N. : 02-42-9705

© Editions Floréal
Tous droits de reproduction
des articles et documents publiés
strictement réservés.

Les manuscrits
ne sont pas renvoyés.

Les articles publiés dans cette
revue sont résumés et indexés
dans HISTORICAL ABSTRACTS
and AMERICA :
HISTORY and LIFE

Distribution en librairie :
DIFFUSION POPULAIRE
21 ter, rue Voltaire
75011 Paris - Tél. 01.40.24.21.31

Imprimé en France

Secrétariat de rédaction
et mise en page :
Scoop Presse Normande à Evreux
Impression :
27 Offset-Gravigny

EDITORIAL

Comme nous vous l'avons laissé entendre dans nos derniers numéros, nous serons présents au prochain Salon du Livre qui se déroulera à Paris, Porte de Versailles, du 16 au 22 mars. Nous sommes heureux de pouvoir cette année encore participer à cette manifestation, une des plus importantes, culturellement parlant, existante en Europe. Nous disposerons d'un stand de neuf mètres carrés (vous en trouverez ci-dessous les coordonnées), situé à proximité de l'entrée grand public et professionnelle, qui nous laisse augurer un nombre de visiteurs supérieur à celui que nous avons enregistré les années précédentes.

Certes les conditions financières de participation sont particulièrement élevées, mais nous avons étudié de très près notre budget. Nos dépenses seront couvertes en partie par les nouveaux abonnements que nous espérons enregistrer, par la vente des anciens numéros ainsi que par la vente des ouvrages que nous proposerons dans le cadre de L'Amateur de Livres. Vous retrouverez sur le stand nos amis de Citoyens du Monde, de L'Ours, de La Grande Relève, mais aussi de nouveaux compagnons, des animateurs de revues amies que vous connaissez par les compte-rendus que nous faisons dans notre rubrique Le Temps des Livres. Leur participation, non obligatoire, nous permettra de clore notre budget.

On pourrait nous accuser de "Parisianisme" aux sommaires de nos numéros, tant il est vrai que les événements importants dont nous faisons écho, comme "La Commune" par exemple, se sont principalement déroulés dans la capitale. Or, dans ce numéro, Joël Ravier nous emmène à Lille revivre la controverse Jaurès-Guesde : pacifisme et antimilitarisme, à l'aube de la Première Guerre mondiale ; Laurent Doussin remémore les conditions de travail des Mineurs de Brassac en Auvergne ; J.-K. Paulhan ressuscite un Victor Nadaud "Le Maçon de la Creuse" pratiquement oublié et pourtant passé à la postérité, grâce à la célèbre phrase qu'il prononça à la Chambre des Députés et maintes fois reprises depuis dans des élans d'optimisme : "Quand la Bâtiment va, tout va !..." ; puis nous revenons à Paris avec Pierre-Henri Zaïdman qui ouvre une page dramatique méconnue des débuts de la Commune.

Ces articles, originaux dans la recherche historique, recueillent certainement votre approbation, puisque vous nous renouvez régulièrement votre confiance sous forme de réabonnement... A l'occasion du Salon, vous aurez l'opportunité de rencontrer leurs auteurs qui seront présents et qui pourront même, pour certains, dédicacer leurs œuvres littéraires.

Au moment de mettre notre revue sous presse, nous apprenons le décès de Charles Trenet. Le "Fou chantant" populaire que nous fûmes nombreux à admirer, reste dans les esprits de ceux qui connurent 1936. "Y'a de la joie" et "Je chante", sont associés aux premiers congés payés, et aux grèves victorieuses. Peu avant, nous avons appris la disparition de Théodore Monod, Citoyen du Monde qui préférerait "la lucidité de l'utopie" à l'efficacité d'un monde géré par la rentabilité. A ces deux sages, joyeux de vivre et utopistes, nous rendons un juste hommage.

Gavroche

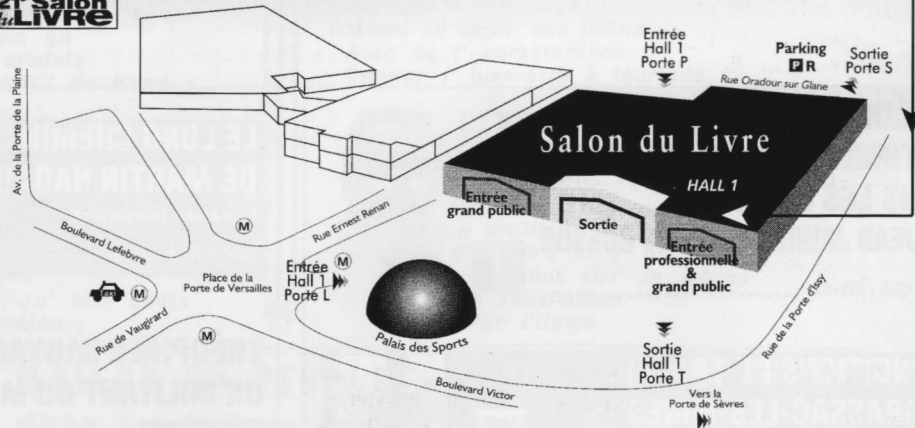
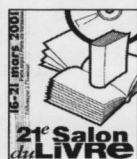


Photo de couverture : Ouvriers de l'usine Filpo à Vascœuil (27)

GAVROCHE
UNE REVUE
INDEPENDANTE

La revue d'histoire populaire *Gavroche* est indépendante de tout groupe politique, syndical, confessionnel et financier. Elle ne reçoit aucune subvention ni de l'Etat ni de tout autre organisme privé ou public.

Gavroche ne peut compter que sur la fidélité et le soutien de ses lecteurs. Vous pouvez lui manifester votre attachement en parlant de la revue autour de vous et en souscrivant ou en faisant souscrire des abonnements.



JULES GUESDE



Jean JAURÈS

Illustrations extraite de l'ouvrage de Denis Lefebvre "Socialisme et franc-maçonnerie"

La controverse de Lille : ***antimilitarisme et pacifisme dans les discours de Jean Jaurès et Jules Guesde***

Le 26 novembre 1900, Jean Jaurès et Jules Guesde, deux dirigeants du Parti socialiste, invités par la section locale, se rencontrent à Lille afin de s'expliquer sur l'origine et les raisons du "dissentiment" (terme utilisé par Jaurès) qui oppose le tribun de Carmaux au fondateur du Parti ouvrier. Cette controverse, dirigée par le socialiste Gustave Delory, maire de la ville, eut pour cadre l'hippodrome. Le public (1) fut invité à ne pas manifester : "Le plus grand plaisir que vous puissiez nous faire, ce n'est pas de nous acclamer, c'est de nous écouter", précisa Jean Jaurès dans son introduction.

Deux heures durant, l'ancien député de Carmaux et l'ancien député de Roubaix (tous deux avaient été battus aux élections législatives de 1898), purent confronter leur point de vue et s'expliquer sur leurs conceptions différentes "de

tactique et de méthode". Original dans la forme, ce débat "des deux méthodes (2)" s'est articulé autour de trois grands sujets : la définition de la lutte des classes, l'entrée du socialiste Millerand dans le gouvernement de Waldeck-Rousseau et la position du parti dans l'affaire Dreyfus.

Au terme de ce débat, sans vote, il n'y eut ni vainqueur, ni vaincu, mais, comme se plaît à le souligner Jean Jaurès, juste une véritable leçon de démocratie : "C'est un grand honneur pour le Parti socialiste d'instituer des débats comme celui de ce soir et je crois pouvoir dire qu'il est le seul parti qui ait assez de foi dans la puissance de ses principes pour instituer ainsi entre ses militants un débat politique". Les commentaires du Journal de Roubaix le rejoignent dans cette idée : "La lutte a été serrée mais courtoise. On s'est dit des choses désagréables d'une façon polie et les dures

vérités ont été délicatement servies. Les deux joueurs avec une adresse merveilleuse ont ferrailé ferme, en évitant les coups dangereux, et malgré quelques corps à corps et quelques bottes secrètes, aucun n'a reçu de blessures trop graves. Et comme la rencontre n'a pas eu de sanction, le procès-verbal peut donc se libeller ainsi : Deux discours ont été échangés sans résultats".

Un siècle plus tard, ce débat relève encore d'une certaine actualité : ainsi, la question de l'opportunité de l'entrée du socialiste Millerand dans le gouvernement "bourgeois" de Waldeck-Rousseau trouve, depuis 1981, un certain écho dans la régulière remise en question par les militants communistes, de la participation de certains des leurs aux gouvernements socialistes. Il en est de même du discours pacifiste de Jaurès et de l'antimilitarisme affiché par Guesde qui peuvent, aujourd'hui encore, nous aider à com-



prendre la position des partis socialiste et communiste dans la gestion des conflits armés (Guerre du golfe, du Kosovo) et dans l'évolution de notre service militaire (abandon de la conscription et passage à l'armée de métier).

Pacifisme et antimilitarisme dans la pensée socialiste de la III^e République

Au soir du 31 juillet 1914, sur les boulevards, s'arrachent les journaux. L'Europe va-t-elle basculer dans la guerre ? Jaurès dîne au Café du Croissant à deux pas de son journal l'Humanité (fondé en 1904), pour lequel il doit terminer un article. À ses amis, la veille, il a déclaré : "Cette guerre va réveiller toutes les passions bestiales... Il faut nous attendre à être assassiné au coin des rues". Il est 21 h 40, deux balles claquent ; Raoul Villain, adhérent à la Ligue des jeunes amis de l'Alsace-Lorraine, un exalté nourri à la propagande de la presse nationaliste, vient d'assassiner Jean Jaurès (3). Le lendemain, la presse de gauche, comme de droite, rend hommage au disparu. Un de ses plus irréductibles pourfendeurs, Charles Maurras, journaliste à l'Action française écrit noblement, quelques jours seu-

lement après l'avoir qualifié d'agent de l'Allemagne : "L'homme meurt dans la défaite de son rêve. On dirait même qu'il en est mort". Au cri de la foule, "Ils ont tué Jaurès", succède aussitôt la question, si bien mise en chanson par Jacques Brel, dans sa chanson "Jaurès" (4) : "Pourquoi ont-ils tué Jaurès ?".

Obstacle majeur à la déclaration de la guerre, par son inlassable travail parlementaire en faveur d'une résolution diplomatique des conflits, le député Jaurès est certainement mort d'avoir suscité sur son nom toute la haine des nationa-

listes, conservateurs et autres affairistes revanchards, bien décidés à en découdre avec l'Allemagne. Pourtant, si Jaurès était un internationaliste convaincu et un pacifiste de raison, on ne pouvait le suspecter d'être antimilitariste : un projet de loi déposé en 1911, sous le titre "L'armée nouvelle", démontre même chez lui une réflexion très profonde sur les besoins de l'armée et sur une organisation de celle-ci compatible avec l'idéologie socialiste.

Cet apparent dilemme entre un pacifisme affiché et un militarisme de raison inspire toute la pensée socialiste et celle de Jaurès en particulier, comme en témoigne ce discours qu'il prononça en juin 1914, un mois avant sa mort : "Il n'y a aucune contradiction à faire l'effort maximum pour assurer la paix, et si la guerre éclate malgré nous, à faire l'effort maximum pour assurer, dans l'horrible tourmente, l'indépendance et l'intégrité de la nation".

L'antimilitarisme

L'antimilitarisme apparaît sur le devant de la scène dans les années 1890, vingt ans après l'amère défaite de Sedan, vingt années durant lesquelles un certain consensus national dans le soutien à l'armée et à la conscription, synonyme de la défense de la République, a prévalu. On peut d'ailleurs, dans cette éducation au patriotisme, rappeler le rôle de l'école

primaire et de ses instituteurs, à travers notamment la formation des bataillons scolaires et l'incessante référence à l'Alsace et à la Lorraine.

L'antimilitarisme fut d'abord et principalement un antimilitarisme littéraire. Citons les ouvrages *Cavalier Miserey* d'Abel Hermant (1887), *Les Sous-off* de Lucien Descaves (1889), ouvrages dans lesquels l'armée est décrite comme dégradante et humiliante, source de tous les vices.

Suite à la loi de 1889 (sur le service militaire à trois ans), ce thème s'étend et se politise : l'armée devient un lieu de perdition, où la classe ouvrière est volontairement asservie et livrée, selon une expression tirée de *Patrie et internationalisme* (1892), à "l'alcoolisme et à la syphilis". L'utilisation de l'armée dans des missions de maintien de l'ordre lors des grandes grèves du



Nord minier et textile ou du midi viticole fournit également une source inépuisable d'événements permettant d'évoquer l'armée comme instrument de défense de l'ordre bourgeois (on peut évoquer la fusillade de Fourmies qui, le 1^{er} mai 1891, fit 9 morts dans la foule des manifestants). En 1909, Léon Jouhaux, secrétaire général de la CGT (syndicat fondé en 1895), légitima d'ailleurs ses actions antimilitaristes par cette utilisation de la troupe : "L'antimilitarisme est né le jour où le gouvernement a méconnu la neutralité qui s'imposait à lui et a amené dans les grèves l'armée pour protéger les exigences capitalistes".

Le pacifisme socialiste

Moins démonstratif que l'antimilitarisme, le pacifisme de la majorité des militants socialistes est le plus souvent, comme celui de Jaurès, conciliable avec un patriotisme qui se situerait dans la tradition révolutionnaire : "Si le territoire français était envahi, nous serions les premiers à défendre le pays qui a vu naître les principes de la révolution, du progrès, de la civilisation" affirme ainsi le député Avez à la tribune de l'Assemblée.

Pour autant, Jaurès n'était pas d'un utopisme exagéré, et la réalité, même s'il a longtemps cherché à la repousser dans les réunions de l'Internationale socialiste s'est imposée à lui, au fur et à mesure que les conflits éclataient dans les Balkans et que les socialistes allemands, ses principaux



L'affrontement Guesde-Jaurès. Caricature par Noël Dorville (Cliché Jean-Loup Charmet).

alliés dans l'Internationale, commencèrent à émettre des opinions favorables à la guerre. En décembre 1912, à Bâle, il pousse comme un cri de désespoir, de révolte devant la guerre qui s'annonce :

"Quelle horreur que la vie, s'écrie-t-il. Tous les gouvernements de l'Europe répètent : cette guerre serait un crime et une folie. Et les mêmes gouvernements diront peut-être dans quelques semaines à des milliers d'hommes : c'est votre devoir d'entrer dans ce crime et cette folie. Et si ces hommes protestent, s'ils essaient, d'un bout à l'autre de l'Europe, de briser cette chaîne horrible, on les appellera des scélérats et des traîtres et on aiguîsiera contre eux tous les châtimens. Quelle horreur que la vie !"

L'affaire Dreyfus et la question militaire dans le discours des deux méthodes

La question militaire, régulièrement abordée par Jean Jaurès, prit, comme il s'en explique dans le discours prononcé à l'hippodrome de Lille ce 26 novembre 1900, une dimension plus importante (avec son pendant diplomatique), suite à l'affaire Dreyfus.

Dans son intervention, Jean Jaurès justifie son ralliement et son soutien à Zola (5)

par une question de principe sur la défense des droits de l'homme (6). Mais il ajoute y avoir également trouvé un intérêt pour la cause socialiste : l'honneur et l'émancipation du prolétariat.

"... le jour où contre un homme (Dreyfus) un crime se commet ; le jour où il se commet par la main de la bourgeoisie, mais où le prolétariat en intervenant pouvait empêcher ce crime, ce n'est plus la bourgeoisie seule qui en est responsable c'est le prolétariat lui-même ; c'est lui qui, en n'arrêtant pas la main du bourreau prêt à frapper, devient le complice du bourreau ; et alors ce n'est plus la tâche qui voile, qui flétrit le soleil capitaliste déclinant, c'est la tâche qui vient flétrir le soleil capitaliste levant. Nous n'avons pas voulu de cette flétrissure de honte sur l'aurore du prolétariat".

Poursuivant son raisonnement, il précise qu'il était de l'intérêt du prolétariat d'empêcher une trop violente dégradation intellectuelle et morale de la bourgeoisie car, en habile rhétoricien, il explique qu'ainsi faisant, le prolétariat, cessant d'avoir la bourgeoisie comme tutrice est devenue lui-même le tuteur des libertés bourgeoises que la bourgeoisie était incapable de défendre.

Opposé sur ce point à Jean Jaurès, Jules Guesde, qui à titre personnel aurait pu concevoir un soutien aux "bourgeois" Dreyfus et Zola (7) reproche surtout au député de Carmaux la faute politique d'avoir entraîné le parti derrière lui car dit-il : "dans l'affaire Dreyfus, c'était les

HIPPODROME LILLOIS

Lundi 26 Novembre, à 8 h. 1/2 du soir

GRANDE CONFÉRENCE

organisée par la

Fédération du Nord (Parti ouvrier Français,

avec le concours assuré des citoyens

J. GUESDE et J. JAURÈS

ENTRÉE LIBRE

Nous rappelons que, seuls, Guesde et Jaurès prendront la parole, lundi soir.

Afin de prévenir toute tentative d'obstruction, la commission administrative de la section lilloise invite tous les membres du Parti Ouvrier à se rendre de bonne heure à l'Hippodrome munis de leur carte et de leur insigne, car c'est à eux qu'est confié le soin d'assurer l'ordre et de garantir la liberté de la tribune.



Fils d'ouvrier lillois, lui-même peigneron et pelotonneur, Gustave Delory (1857-1925) fonde avec Jonquet, en 1879, le Syndicat des filtiers. Il perd sa place, fait trente-six métiers jusqu'à ce qu'il s'installe cabaretier rue de Béthune. En 1889 le P.O.F. crée, rue de Fives (actuellement rue Gustave Delory) l'Imprimerie Ouvrière dont Delory est nommé gérant. La chanson et la brochure vont dès lors devenir les armes préférées du socialisme lillois (l'Internationale est sortie des presses de Delory). Conseiller d'arrondissement (1890), Delory contribue puissamment à l'élection comme député de Paul Lafargue (1891). En 1896, avec onze autres socialistes, il entre à l'Hôtel de Ville : il est élu Maire par 24 voix sur 35. Battu aux élections municipales de 1904, il représente Lille à la Chambre de 1902 à sa mort. Très marqué par ses mois de geôle allemande, il est réélu Maire de Lille en 1919. Quand il meurt, le 18 août 1925, il laisse un disciple qui sera son successeur : Roger Salengro.

hontes étalées qui atteignaient et ruinaient le régime lui-même. Il y avait là, ajoute-t-il, une arme nouvelle et puissante dont on pouvait et dont on devait frapper toute la bourgeoisie, au lieu de mobiliser et d'immobiliser le prolétariat derrière une fraction bourgeoise contre l'autre".

Six ans après le début de l'affaire, un an après la grâce de Dreyfus (le 19 septembre 1899 par le président Loubet) Jules Guesde tire un bilan des plus négatifs de la campagne menée par Jaurès :

"C'est la vérité, camarades : au bout de l'affaire Dreyfus, il n'y a pas eu de suppression des conseils de guerre, il n'y a pas eu la moindre modification à la jus-

tice militaire, il n'y a rien eu de ce qu'on vous promettait : il y a eu un homme qui a été arraché à son rocher de l'île au Diable ; campagne personnelle, elle n'a eu qu'un résultat personnel "

Rappelant toutes les victimes d'injustice qui ne reçoivent aucun soutien, il ajoute :

"Cette victime-là, c'est un des membres de la classe bourgeoise, c'est un capitaine d'état-major ; c'est l'homme qui, en pleine jeunesse, fort d'une richesse produit du vol opéré sur les ouvriers exploités par sa famille, et libre de devenir un homme utile, libre de faire servir la science qu'il doit à ses millions au bénéfice de l'humanité (il est polytechnicien), a choisi ce qu'il appelle la carrière militaire (...)

Telle était la victime pour laquelle on avait la prétention de mobiliser tout l'effort prolétarien et socialiste (...)"

Qui plus est, ajoute sur ce point l'ancien (et futur) député de Roubaix, le parti socialiste n'a retiré de ce soutien à Dreyfus que l'entrée (en juin 1899) de l'un de ses membres, Millerand, dans un gouvernement bourgeois (celui de Waldeck-Rousseau), "ce qui en soit, conclut-il, suffirait pour condamner toute espèce de coopération socialiste à la campagne menée par Jaurès" (8).

Jules Guesde se défend toutefois de tout cynisme dans cette affaire et se définit même comme "un dreyfusard dans la limite de la lutte contre le militarisme débordé". Mais il prétend, lui, que le véritable scandale eut lieu lors du procès de Zola (9) lorsqu'un chef d'état-major et des galonnés supérieurs venus témoigner, jetèrent dans la balance leur démission en disant : "Nous ne resterons pas une minute de plus à notre poste, nous abandonnerons, nous livrerons la défense nationale, dont nous avons la charge, si les jurés se refusent au verdict que nous réclamons".

Pourtant, malgré ces divergences longuement exposées, Jaurès tire de son engagement dans cette affaire, une conclusion guère différente de celle de Jules Guesde, qui est celle de la perte de prestige de l'armée et du militarisme.

"Lorsqu'on a vu que cette idole si glorieusement peinte et si superbe ; que cette idole qui exigeait pour le service de ses appétits monstrueux, des sacrifices de générations ; lorsqu'on a vu qu'elle était pourrie, qu'elle ne contenait que déshonneur, trahison, intrigues, mensonge, alors

le militarisme a reçu un coup mortel, et la Révolution sociale n'y a rien perdu car, précise-t-il, le militarisme n'est pas dangereux seulement parce qu'il est le gardien armé du capital, il est dangereux aussi parce qu'il séduit le peuple par une fausse image de grandeur, par je ne sais quel mensonge de dévouement et de sacrifices".

Jean Jaurès, Lille, 16 novembre 1900

Vers la scission au sein du Parti socialiste

Sur un plan purement politique, l'affaire Dreyfus, dont Guesde affirme dans son introduction qu'elle marque "le commencement, la racine d'une divergence qui n'a fait depuis que s'aggraver et s'étendre", a généré une fracture profonde entre les socialistes marxistes du courant de Guesde et Vaillant et les socialistes indépendants de Jaurès, Briand et Viviani, qui eux s'efforçaient d'adapter le marxisme aux traditions de la France républicaine. Ce schisme se concrétisera d'ailleurs très vite par la création de deux partis distincts : le parti socialiste de France, révolutionnaire et antiministériel, en 1901 par Guesde, et le parti socialiste français, en 1902, par Jaurès et ses amis qui voulaient fonder un parti capable de passer une alliance avec les radicaux et susceptible d'apporter un soutien conditionnel à des gouvernements bourgeois (rappelons la grande instabilité, de par le scrutin proportionnel, des gouvernements de la III^e République).

Si par la suite, sous la pression du congrès d'Amsterdam, ces deux partis fusionnèrent à nouveau, en avril 1905, pour créer le parti socialiste SFIO (section française de l'Internationale ouvrière), la rupture était désormais consommée entre Guesde, père fondateur, en 1880, du Parti ouvrier français, et les socialistes du courant Jaurès.

La faillite de la II^e Internationale

Treize ans après cette controverse, retrouvons nos deux débatteurs sur cette même question militaire. Alors que l'Allemagne surarme, la loi des trois ans

de service militaire est votée en France le 7 août 1913 (10). Cette loi des trois ans fut durement combattue par Jean Jaurès qui deux ans plus tôt, avait déposé un projet de loi (11) dans lequel il expliquait comment il pouvait rapprocher l'armée du socialisme : "si un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup d'internationalisme y ramène".

Le projet de Jaurès était d'assurer une défense active, la plus large possible, fondée sur les réserves et non, comme le voulait la droite, sur la prolongation d'un service militaire qui ne faisait qu'accroître le fossé entre la société civile et les grands corps de l'armée. Grâce à cette unité du peuple, grâce à ce système de soldat citoyen étendu à la France entière mais principalement ancré dans les provinces de l'Est et du Nord, il aurait été, selon Jaurès, beaucoup plus facile de résister à une attaque allemande. Jaurès et les socialistes attendaient un triple objectif, "militaire, politique et diplomatique" de ce système :

1. Celui-ci devait permettre, en cas de guerre, l'utilisation massive de toutes les réserves disponibles ;
2. il devait conduire à une fusion complète entre la nation et l'armée ;
3. il devait enfin, "en rendant impossible tout militarisme belliqueux", empêcher toute entreprise d'agression et de conquête.

Ainsi, Jaurès ne songeait nullement à nier les nécessités du devoir militaire, pas plus qu'il ne prétendait condamner de façon absolue le recours à la guerre. Il prétendait seulement substituer un système militaire à un autre et surtout distinguer les guerres justes de celles qui ne l'étaient pas, entre les guerres en réponse à une agression et les guerres de conquête. Cette distinction sera reprise par tous les congrès de la SFIO et affirmée, en dehors de Jaurès, par tous les doctrinaires du mouvement, Jules Guesde et Gabriel Deville en tête, ce dernier précisant toutefois que : "En cas d'attaque, c'est pour eux que les travailleurs, internationalistes en tant que travailleurs, ont à se battre en tant que Français".

S'efforçant de concilier les impératifs de la défense nationale et les principes de l'idéologie pacifiste, ces thèses contribuèrent à façonner un état d'esprit très répandu dans la gauche de ce début du XX^e siècle, état d'esprit qui tendait notamment à prédominer dans

l'ensemble du milieu universitaire auquel viennent se joindre les cercles dirigeants de l'Enseignement primaire : les instituteurs dans leur ensemble sont et resteront encore très marqués par les discours de Paul Bert, Jules Ferry ou Jean Macé (fondateur de la Ligue de l'enseignement) sur le patriotisme exalté dans sa forme guerrière de la reconquête de l'Alsace et la Lorraine.

Répondant aux prises de position de Jaurès, l'Action française, journal affichant les positions de la droite nationaliste, se déchaîne. Charles Péguy, un ancien socialiste séduit par les idées nationalistes, (qui sera tué dans les premières semaines de la guerre) en appelle symboliquement au meurtre, dans un article : "En temps de guerre, il n'y a qu'une politique et c'est la politique de la convention nationale. Mais il ne faut pas se dissimuler que la politique de la Convention nationale, c'est Jaurès dans une charrette et un roulement de tambour pour couvrir cette grande voix".

La fin des illusions pacifistes...

Dans les derniers jours de juillet 1914, les socialistes, sous la conduite de Jaurès, semblent encore croire à une action contre la guerre :

"Citoyens

L'anarchie fondamentale du système social, les compétitions des groupes capitalistes, les convoitises coloniales, les

intrigues et les violences de l'impérialisme, la politique de rapine des uns, la politique d'orgueil et de prestige des autres ont créé depuis dix ans dans toute l'Europe une tension permanente, un risque constant et croissant de guerre. (...)

Contre la politique de violence, contre les méthodes de brutalité qui peuvent à chaque instant déchaîner sur l'Europe une catastrophe sans précédent, les prolétariats de tous les pays se lèvent et protestent. Ils signifient leur horreur de la guerre et leur volonté de la prévenir. (...)

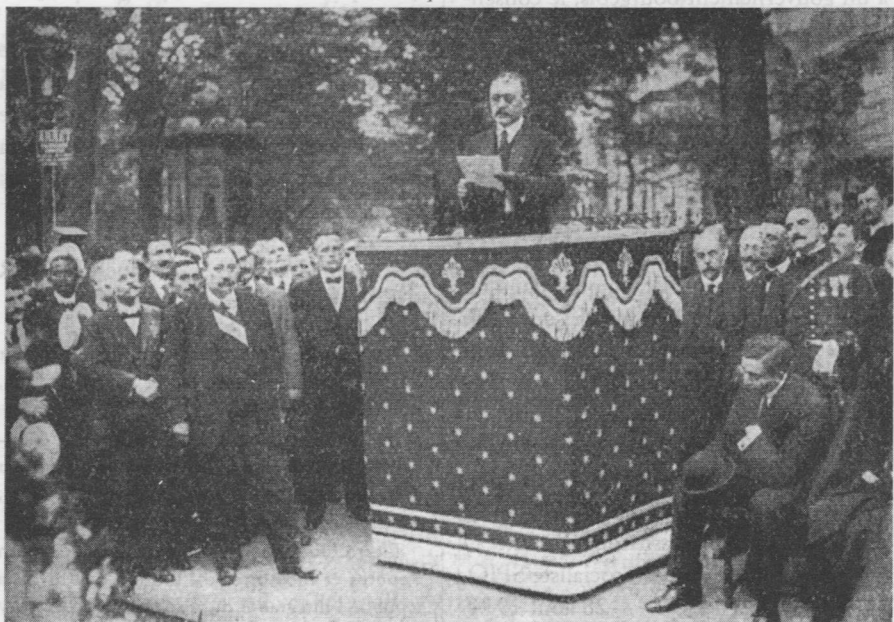
À bas la guerre ! Vive la République sociale ! Vive le socialisme international !"

(Manifeste du comité directeur de la SFIO, 28 juillet 1914).

Louable mais inutile effort, dans les mois qui précèdent l'entrée en guerre, les déclarations des dirigeants politiques et syndicaux n'ont plus qu'un écho limité dans la classe ouvrière. Symptomatique fut l'attitude de la CGT qui, suite à l'échec de la grève générale contre la guerre en novembre 1912 et à la baisse régulière de ses effectifs, rectifia son discours, cessant, à l'approche de la guerre, la surenchère antimilitariste.

En août 1914, Léon Jouhaux, suivant en cela la position du Parti socialiste, ralliera d'ailleurs la CGT au gouvernement d'Union sacrée, une attitude qui mécontenta toutefois un grand nombre des syndiqués et prépara les divisions d'après guerre. Trois semaines après l'assassinat de Jaurès et la déclaration de la guerre, les socialistes sont donc entrés au gouver-

Les obsèques de Jaurès



LES DEUX MÉTHODES

CONFÉRENCE

PAR

JEAN JAURÈS & JULES GUESDE

à l'Hippodrome Lillois.

Discours du Citoyen JAURÈS

Citoyens,

Le plus grand plaisir que vous puissiez nous faire, ce n'est pas de nous acclamer, c'est de nous écouter. C'est un grand honneur pour le Parti socialiste d'instituer des débats comme celui de ce soir et je crois pouvoir dire qu'il est le seul parti qui ait assez de foi dans la puissance de ses principes, pour instituer ainsi entre ses militants un débat politique.

Nous n'avons rien à cacher, nous sommes le parti de la discipline dans l'action, prêt à nous incliner toujours pour la conduite à tenir devant la décision régulière du parti organisé, mais nous sommes en même temps le parti de la liberté, toujours à l'éveil sur les meilleurs moyens d'émanciper le prolétariat.

Je suis venu m'expliquer ici sans violence aucune, mais sans aucune réticence.

L'ORIGINE DU DISSENTIMENT

L'oh est né, quand et comment, le dissentiment entre Guesde et moi ? Et quand je dis Guesde et moi, il est bien entendu qu'il ne s'agit pas d'une misérable querelle personnelle. Le débat, le dissentiment entre nous est bien plus noble et ce même temps plus grave, puisqu'il s'agit non pas de ces vicielles et odieuses rivalités dont ont parlé nos ennemis communs, mais d'un dissentiment de tactique et de méthode que nous avons le devoir de soumettre au parti et que le parti jugera souverainement ! (Bref.)

Eh bien ! quand donc est né ce dissentiment ? On a dit, on a répété qu'il a pris naissance à l'entrée d'un socialiste dans un ministère bourgeois, et, en effet, cet événement a aggravé, a accusé les dissentiments de méthode qui exist-

taient déjà et je m'expliquerai bientôt là-dessus, mais il ne l'a point créé. Le dissentiment existait déjà, il s'était déjà manifesté à propos de l'affaire Dreyfus.

Vous vous rappelez, en effet, que, pendant que plusieurs de nos compagnons de lutte et moi, nous étions engagés dans cette bataille, résolus à la mener jusqu'au bout, il apparut, dès le mois de juillet 1896, un manifeste du Conseil national de nos camarades du Parti ouvrier français et ce manifeste avertissait les travailleurs, avertissait les prolétaires de ne pas s'engager trop avant dans cette bataille et de réserver leurs forces pour la lutte de classe.

Plus tard, quand parut le manifeste relatif au lendemain de l'entrée de Millerand dans le ministère, le manifeste déclarait qu'il était du devoir des socialistes, non pas seulement de parer à cet événement particulier, mais de corriger, de redresser des déviations qui, d'après le manifeste, remontaient à deux années au moins. C'était encore une condamnation nouvelle de la tactique que plusieurs d'entre nous avions suivie, à propos de l'affaire Dreyfus.

Et plus récemment, dans le discours qu'il prononçait à la mort de Liebknecht, dans la salle Vantier, Guesde, revenant sur cette question redoutable, déclarait, une fois de plus, que nous avions eu tort d'entrer dans une bataille mal engagée, — que nous avions ainsi servi les intérêts du nationalisme — non, que c'était à la bourgeoisie à réparer les erreurs de la société bourgeoise et qu'enfin, par cette lutte, nous avions déserté le terrain de la lutte de classe. J'ai donc le droit de dire, sans que nul puisse me le démontrer, que ce n'est pas à propos de la question Millerand que le dissentiment des méthodes s'est produit pour la première fois entre nous, mais que c'est à propos de l'affaire

Aux faits politiques, s'ajoutent également des actes plus symboliques : Ainsi, Gustave Hervé, rédacteur en chef de La guerre sociale, jusque-là antimilitariste acharné, proposa de supprimer de l'Internationale, le couplet sur les généraux (12). Il s'en justifie dans son éditorial du 1er août 1914 : "Et notre Internationale, ainsi expurgée, qu'est ce qu'elle dit au fond, sinon ce que disait la Marseillaise que nos pères chantaient, il y a 120 ans".

Gustave Hervé termine son éditorial par ce vibrant appel au combat :

"Amis socialistes, amis syndicalistes, amis anarchistes, qui n'êtes pas seulement l'avant-garde idéaliste

de l'Humanité, mais qui êtes encore le nerf et la conscience de l'armée française, la patrie est en danger !

La patrie de la Révolution est en danger !"

En conclusion, on peut dire que la mort de Jaurès (13) aura spectaculairement consacré, selon la formule de Maurras, "la défaite de son rêve", un des plus beaux qu'Homme ait fait. Un rêve que l'on peut résumer dans ces paroles de Jean Jaurès :

"L'humanité est maudite si, pour faire preuve de courage, elle est condamnée à tuer éternellement. (...) Préparer le désarmement de l'Europe est la tâche la plus haute et la plus pressante qui s'impose au monde civilisé" (14).

Joël RAVIER

(1) Environ 4.000 personnes, exclusivement des militants du Parti ouvrier venus de Lille, Roubaix et Tourcoing.

(2) Le texte de ce débat fut, par la suite, distribué (à 100.000 exemplaires) aux militants du parti socialiste sous le titre "Les deux méthodes ; conférence par Jean Jaurès et Jules Guesde".

Pierre Outteryck, président de l'association Repères et mémoires du monde du travail a republié l'intégralité du texte de ce débat en y

joignant une présentation et des notes de lecture.

P. Outteryck, "Présentation du débat des deux méthodes", Espace Marx, pp. 16-40, 1994

(3) Raoul Villain, après avoir passé les quatre années de guerre en prison, fut jugé au printemps 1919, et acquitté par 11 voix contre 1. Le 15 septembre 1936, deux mois après le début de la guerre civile espagnole, il sera abattu à Ibiza, où il vivait, par des miliciens républicains qui l'avaient peut-être identifié sous sa nouvelle identité.

(4) "Demandez-vous belle jeunesse

Le temps de l'ombre d'un souvenir

Le temps du souffle d'un soupir

Pourquoi ont-ils tué Jaurès ?

Pourquoi ont-ils tué Jaurès ?"

J. Brel, Jaurès dans l'album "Les Marquises", 1977

(5) Son "J'accuse" est paru dans l'Aurore du 13 janvier 1898.

(6) La ligue des droits de l'homme est créée en février 1898.

(7) Par ailleurs, Jules Guesde ne cache, à titre personnel, son admiration pour Zola, qualifiant son "J'accuse" de plus grand acte révolutionnaire du siècle.

(8) Entré au ministère du commerce et de l'industrie en 1899, Alexandre Millerand sera exclu, en 1904, du parti pour "dérive droitiste". Ministre de la guerre dans le gouvernement d'Union sacré d'août 1914, il deviendra président de la République de 1920 à 1924

(9) Zola fut jugé, en janvier et février 1898, en cours d'assises pour diffamation envers le ministre de la guerre et condamné à de la prison ferme (il choisira l'exil à Londres).

(10) La durée du service militaire, instaurée au lendemain de la défaite de 1870 pour défendre la République, fut dans un premier temps fixée par le tirage au sort à 5 ans pour les mauvais numéros et 6 mois à un an pour les bons numéros, sans système de remplacement. En 1889, le service fut ramené à trois ans (1 an pour les soutiens de famille, les membres du clergé et les enseignants) et enfin à 2 ans pour tous les conscrits en 1905 (les inaptes en étant seuls dispensés).

(11) Projet de loi publié sous le titre L'armée nouvelle, Paris, éditions Bonnafous.

(12) Pour rappel "Les Rois nous soûlaient de fumées - Paix entre nous guerre aux tyrans ! Appliquons la grève aux armées - Crosse en l'air et rompons les rangs - S'ils s'obstinent ces cannibales - A faire de nous des héros - Ils sauront bientôt que nos balles - Sont pour nos propres généraux".

(13) Le 23 novembre 1923, le gouvernement du cartel des gauches organisa l'entrée des cendres de Jaurès au Panthéon. À cette occasion, un sénateur de droite, montrant son dédain, aurait dit : "il est moins dangereux au Panthéon qu'à la tribune". Il est vrai qu'entre temps, au congrès de Tours en 1920, le puissant parti de Jaurès, la SFIO, s'était divisé, la majorité, devenue communiste, gardant pour elle le journal l'Humanité.

(14) Discours prononcé par Jean Jaurès, vice-président de la Chambre des députés, à la distribution des prix du lycée d'Albi, en 1903.

Jean Jaurès, Discours à la jeunesse, F. Rieder et Cie, Paris.

nement, se justifiant par la tradition de la Révolution française.

"Citoyens

C'est par une décision mûrement pesée que le parti socialiste a autorisé deux de ses membres, nos amis Jules Guesde et Marcel Sembat, à entrer dans le nouveau gouvernement, et qu'il a fait d'eux ses délégués à la Défense nationale. (...)

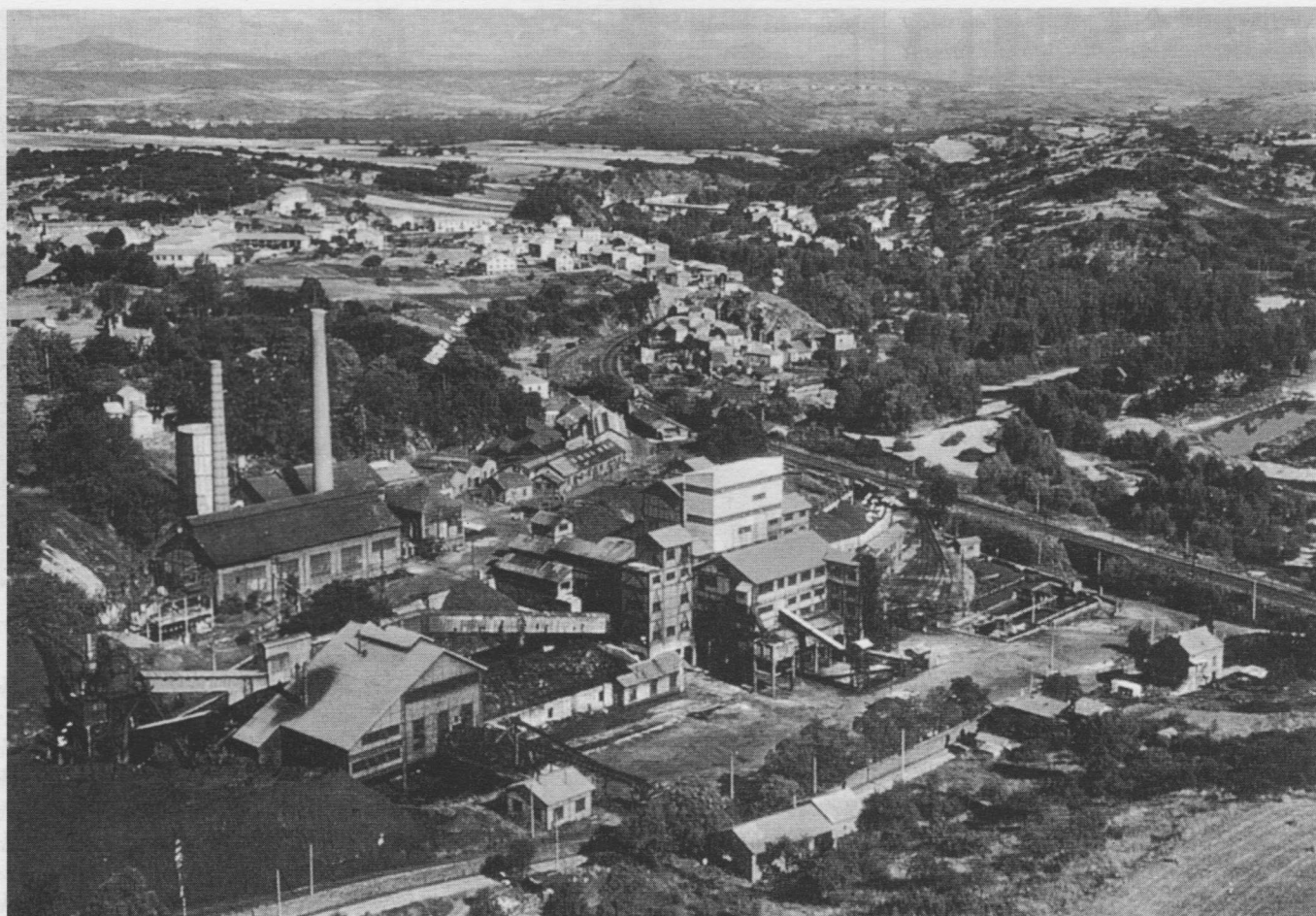
S'il s'était agi de l'ordinaire participation à un gouvernement bourgeois, le consentement de nos amis, ni le nôtre, n'auraient été obtenus.

C'est de l'avenir de la nation, c'est de la vie de la France qu'il s'agit aujourd'hui. Le parti n'a pas hésité.

(...) Il faut que l'unité nationale dont la révélation renouvelée reconfortait les cœurs au début de la guerre manifeste toute sa puissance. Il faut que, dans un de ces élans d'héroïsme qui se sont, à de pareilles heures, toujours répétés dans notre histoire, la nation entière se lève pour la défense de son sol et sa liberté.

(...) Que de fois notre grand Jaurès, prévoyant même un premier revers français, sous une attaque de masse, n'a-t-il pas insisté sur la nécessité de cette lutte ?"

(Manifeste du parti socialiste SFIO, 28 août 1914)



La Combelle - Le bassin minier - Vue panoramique aérienne

Les Délégués-Mineurs du bassin de Brassac-les Mines/Sainte-Florine : Des ouvriers disent leurs conditions de travail (1^{ère} partie)

Élus par l'ensemble de leurs camarades de travail, ces délégués constituent un contre-pouvoir dans la mine.

Contre-pouvoir fragile, sans cesse remis en cause ou dénigré par les directions, mais réel.

Cette institution, fruit des luttes ouvrières et des volontés réformatrices de bourgeois éclairés ou intéressés à la paix sociale (1), fut, dès le départ un terrain d'affrontement politique majeur sur le bassin. Tous les pouvoirs : Directions des Mines, Préfets, Mairie, puis Syndicats s'affrontaient autour de cet enjeu : qui allait contrôler, presque au jour le jour, la réalité de la Sécurité des mineurs.

Créés en 1890 sous la pression syndicale et après plusieurs grandes catastrophes, leurs fonctions étaient ainsi définies par le Code du Travail (Loi sur la réglementation du travail, 26-11-1928) :

"Art 126. Le délégué doit visiter deux fois par mois tous les puits, galeries et chantiers de sa circonscription. Il visite également les appareils servant à la circulation et au transport des ouvriers.

(Loi du 03-06-1933) "En dehors de ces visites réglementaires, le délégué peut procéder à des visites supplémentaires dans les

parties de sa circonscription où il a des raisons de craindre que la sécurité ou l'hygiène du personnel ne soit compromise."

Art 127. Il doit, en outre, procéder sans délai à la visite des lieux où est survenu un accident ayant occasionné la mort ou des blessures graves à un ou plusieurs ouvriers ou pouvant compromettre la sécurité des ouvriers. Avis de l'accident doit être donné sur le champ au délégué par l'exploitant.

Art 127 bis. (Loi du 03-07-1933) Si le délégué estime que l'exploitation présente, dans le chantier ou le quartier qu'il vient de visiter, une cause de danger imminent au point de vue de la sécurité ou de

l'hygiène, soit par suite de l'inapplication des lois ou règlements en vigueur, ou pour toute autre cause, il doit en aviser immédiatement et par écrit l'exploitant ou son représentant, qui constatera ou fera constater par un de ses préposés, en présence du délégué, l'état de choses signalé par ce dernier et prendra sous sa responsabilité les mesures appropriées.

Le délégué informe sans délai les ingénieurs des mines de l'avis écrit qui aura été ainsi donné, afin de leur permettre d'intervenir, s'il y a lieu, et en porte aussitôt mention sur le registre prévu à l'article 130.

Art. 127 ter (Loi du 25-03-1928).

Chaque année, le délégué mineur adresse à l'ingénieur des mines un rapport faisant connaître son opinion sur les mesures à prendre en ce qui concerne la sécurité des ouvriers mineurs et donnant ses suggestions d'ordre strictement professionnel tendant à favoriser le développement de la production.

Ce rapport est communiqué à l'exploitant qui fait connaître dans le délai d'un mois la suite qu'il compte donner aux observations du délégué.

L'ingénieur des mines en rend compte dans son rapport annuel de surveillance.

Art. 130. Les observations relevées par le délégué dans chacune de ses visites doivent être, le jour même ou au plus tard le lendemain, consignées par lui sur un registre spécial fourni par l'exploitant et constamment tenu sur le carreau de l'exploitation à la disposition des mineurs.

Le délégué inscrit sur le registre les heures auxquelles il a commencé et terminé sa visite, ainsi que l'itinéraire suivi par lui.

L'exploitant peut consigner ses observations et dires sur le même registre en regard de ceux du délégué.

Des copies des uns et des autres sont immédiatement et respectivement envoyées par les auteurs au préfet, qui les communique aux ingénieurs des mines."

Ces dispositions, s'appliquant bien sûr à toutes les mines, quelque soit le minerai exploité, subiront très peu de changements jusqu'à la Loi Auroux de 1982 qui donnera au délégué à la sécurité le droit d'ordonner l'évacuation d'un chantier dangereux.

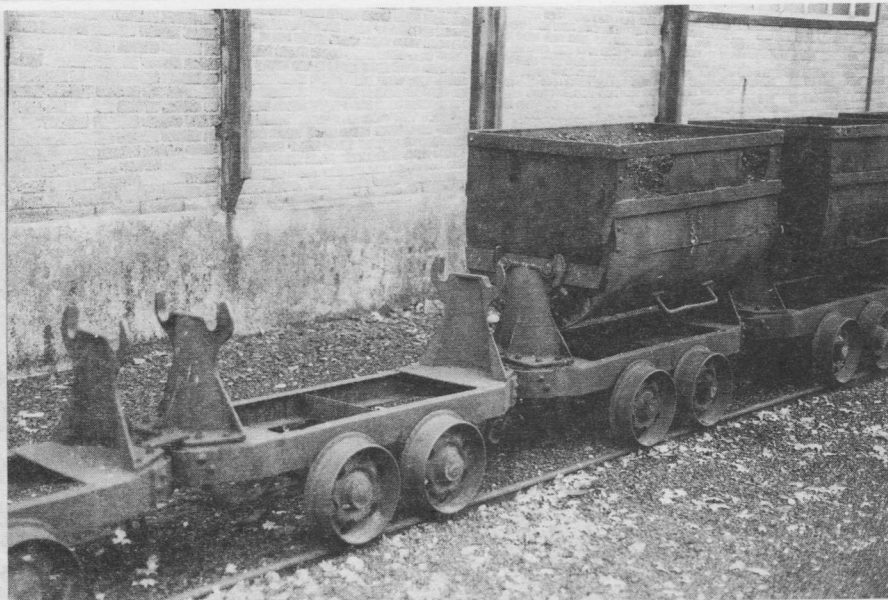
Les syndicats essayèrent pourtant de faire avancer les choses.

En 1936, au congrès national de fusion des fédérations du sous-sol des CGT et CGTU (2), le Rapport sur les délégués-mineurs commençait par ces mots :

"Si nous examinons quelle a été l'activité des organisations syndicales minières, en particulier depuis ces 15 dernières années sur la question des délégués mineurs, il faut reconnaître qu'elle n'a pas été délaissée, et que pas un congrès ne s'est tenu sans que l'on examine les modifications qui devaient être apportées dans la fonction des délégués à la sécurité".

Le rapport donnait des chiffres alarmants. Malgré les règlements de sécurité, on déplorait pour les années suivantes :

- 1913 : 21 885 accidentés, tués et victimes d'incapacité permanente et temporaire ;
- 1920 : 253 morts, 54 779 blessés ;
- 1925 : 556 morts, 116 394 blessés ;



Musée de la mine de Bayard (Brassac)

- 1929 : 587 morts, 133 394 blessés. (3)
Auguste Lecœur (4), dans son étude sur les accidents du travail (5) dans les mines, donne les chiffres suivants : rapportés à trois millions de postes effectués (6), par rapport à 1920, les tués et invalides permanents augmentent de

- 4,96 % en 1926 ;
- 68 % en 1932 ;
- 131 % en 1938 ;
- 295 % en 1942 ;
- 216 % en 1945 ;
- 223 % en 1946. (7)

En 1946, 4 951 ouvriers, dont 900 au jour, ont ainsi été mis hors d'état de travailler, définitivement.

De 1920 à 1946, le tonnage de charbon produit en France passe de 25 261 058 tonnes à 49 307 000 tonnes. Moins du double.

Le nombre de tués et d'invalides permanents est plus que doublé. Le problème se pose donc ici dans toute sa cruauté.

Le rapport de 1936 tape juste :

"Le développement du machinisme, de la production, qu'exige la rationalisation, est toujours défavorable aux ouvriers et permet aux exploitants d'avoir un rendement supérieur avec une diminution du personnel occupé.

Au surplus, au point de vue hygiénique, le mineur souffre des poussières toujours en plus forte densité, par suite de la mécanisation, en même temps que sa sécurité est plus compromise, du fait que ses possibilités d'ouïr sont presque annihilées par le bruit infernal des marteaux-piqueurs, voire même du déversement des charbons dans les couloirs des longues tailles.

Ce système d'exploitation par longues tailles allant parfois jusqu'à 250 m. met dans l'impossibilité l'ouvrier mineur de s'enfuir du lieu où il voit le danger, et là aussi les délégués mineurs ont maintes fois signalé ce risque permanent pour la vie des ouvriers sans que pour cela il en soit tenu compte, et c'est ce qui fait que nous avons assisté au cours de cette dernière période à de nombreux accidents. [...]

Les conditions dans lesquelles travaillent les mineurs sont devenues intolérables. Les plus élémentaires mesures d'hygiène et de sécurité ne sont pas respectées. C'est la



diminution du salaire (8) et du personnel et l'augmentation continue de la production qui, seule retient l'attention de l'exploitant.

Aveuglés par les poussières, étouffés par les fumées de poudre provenant de la déflagration des mines, les mineurs sont devenus des esclaves modernes aux prises avec les plus graves dangers que chacun peut s'imaginer dans des travaux souterrains poussés à l'extrême limite de production avec un outillage mécanisé.

Face à cela, comment agir pour améliorer la situation ? Le délégué mineur doit avoir

"des pouvoirs plus étendus, lui permettant non seulement de signaler le danger et d'en aviser l'exploitant sur place, mais de prendre lui-même des dispositions sur le champ avec les ouvriers menacés dans leur chantier d'un accident immédiat.

La sauvegarde de la vie des ouvriers mineurs doit passer avant tout autre chose et quand ces derniers sont sous le coup d'un danger, le délégué mineur doit avoir le pouvoir de donner des conseils pour entreprendre des travaux urgents de garantie sous sa surveillance et le droit d'arrêter lui-même le travail dans le chantier présentant des dangers, d'en faire évacuer les ouvriers et de faire prendre des mesures, à l'exploitant, pour des réparations urgentes. [Nous soulignons]"

Nous concluons cet avant-propos général long mais indispensable en signalant que l'article L-712-5 du Code du Travail en vigueur à ce jour (9), qui décrit les fonctions des délégués mineurs, ne leur donne toujours pas ce droit, pourtant élémentaire !

Sur la Bassin Minier de Brassac-les-Mines/Sainte-Florine

Les archives de la DRIRE de Clermont-Ferrand ont conservé presque tous les rapports des délégués-mineurs (10) de 1959 à 1978, date de la fermeture définitive.

Malheureusement, il n'a pas été possible de retrouver ceux de Klébert Loubert, quand celui-ci, à la Libération, était délégué sur Sainte-Florine. C'est dommage : dirigeant communiste et cégétiste reconnu, il représentait un vrai cauchemar pour la Direction des Mines et ses rapports devaient lui ressembler !

Nous avons donc, avec les réponses de

la Direction une série presque complète sur 20 ans. Les délégués s'occupent d'une circonscription. Il y en eut d'abord 3 (Bayard-Charbonnier et La Combelle pour le fond, une pour le jour) puis deux, et enfin une seule à partir de 1973.

Outre un tableau détaillé des conditions de travail quotidiennes des mineurs du fond et du jour, la lecture de ces rapports, tous accompagnés de la réponse de l'exploitant, éclaire l'historien qui étudie les rapports dans l'entreprise. On a parfois l'impression que le délégué et le patron ne parlent pas de la même chose : l'incompréhension est totale.

Sur le rôle des délégués-mineurs

La loi assigne au délégué une fonction de surveillance des conditions de sécurité.

Mais tous les mineurs élisent le délégué : celui-ci est donc, *de facto* sinon *de jure* (11), le représentant de tous face au patron. Et en tant que tel, en plus de la sécurité des chantiers, il aborde des sujets non prévus au programme, mais qui intéressent tous ses électeurs. (12)

Pour 1963, le délégué de surface commence ainsi :

"L'année 1963 a été marquée par un événement majeur : la grande grève des mineurs du mois de mars. Cette grande et magnifique grève a eu deux résultats : un accord sur les salaires et une opération "vérité sur l'avenir de la profession par discussions à la "table ronde".



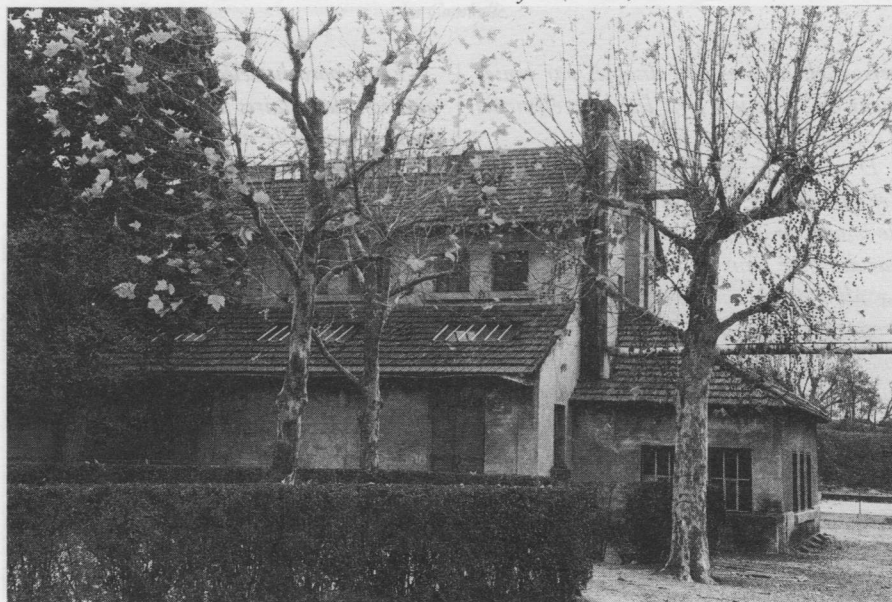
L'opération "vérité a permis pour l'exploitation de Brassac d'arrêter les reconversions (13) à la date du 1er janvier 1964 et donne donc les espoirs les plus sérieux.

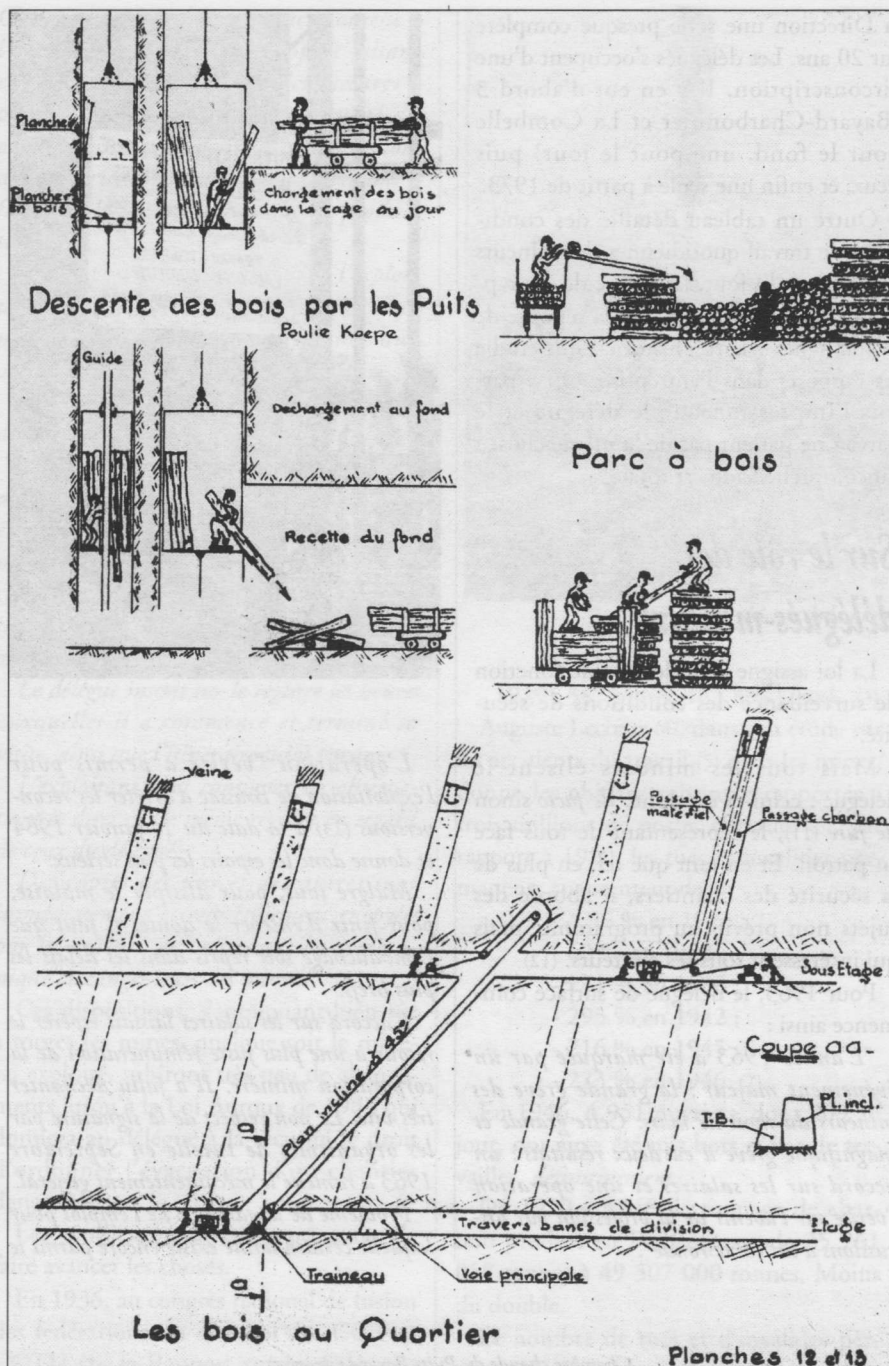
Malgré tout, pour dissiper le malaise, pour finir d'enlever le doute, il faut que l'embauchage soit repris dans les délais les plus brefs.

L'accord sur les salaires laissait espérer le retour à une plus juste rémunération de la corporation minière. Il a fallu déchanter très vite. Le non respect de la signature par les organismes de tutelle en Septembre 1963 a ramené le mécontentement général.

Problème de la garantie de l'emploi pour laquelle certain doute existe encore parmi le

Chambre chaude du Puits Bayard (Brassac)





personnel, salaires non discutés par reniement de signature sont les deux éléments d'un malaise certain. [...]

D'une façon générale, on constate que l'effectif ouvrier de la surface a baissé dans de bonnes proportions et que le travail n'a pas diminué dans les mêmes, au contraire. Le plan de production de l'année 1964 augmentant de 10 000 TONNES, le personnel restant devra donc fournir un effort supplémentaire pour l'effectuer. Effort dont il devrait être tenu compte et récompensé comme il se doit, c'est-à-dire le faire bénéficier du maximum d'avantages possibles en lui donnant le maximum de classification et de primes" etc.

L'exploitant débute sa réponse :

"Le rapport du délégué du jour aborde la question des salaires à de nombreux paragraphes, laquelle n'a rien à voir avec les problèmes de sécurité et d'hygiène qui doivent, seuls, être traités ici."

Pour le reste, tout va bien !

Le même délégué en remet une couche chaque année et s'attire les mêmes remarques. On sent même l'agacement poindre sous le vocabulaire : la réponse pour 1967 parle de "récriminations du délégué sur les questions de salaires".

Dans son rapport pour 1968, il va plus loin :

"Cette année a été fortement marquée par la décision gouvernementale de fermeture du Bassin d'Auvergne fin 1975 et par

le décret de mise en retraite anticipée pour l'exploitation de Brassac. Les départs volontaires par suite de ce décret ont, à l'incertitude du lendemain, à la faiblesse de l'implantation industrielle ont réduit les effectifs des ouvriers de surface d'une telle façon qu'il est permis de s'interroger avec angoisse de la situation des mines de Brassac.

La garantie de l'emploi doit être assurée pour que disparaissent certaines craintes parmi le personnel. Vues les conditions de travail dues à la récession, un effort tout particulier devrait être fait pour l'amélioration du sort de ce personnel."

À divers endroits, il demande des améliorations de salaires. Par exemple :

"Ce personnel [de la centrale électrique de La Taupe] composé d'ouvriers qualifiés doivent aussi bénéficier d'une très bonne classification (15)".

Il conclut :

Il faut améliorer les salaires "d'une profession qui a eu ses lettres de noblesse pour le relèvement de la France dans des années critiques (16) et qui ne devrait pas être sacrifiée pour des motifs qui malheureusement ne paraissent pas tous nobles."

L'exploitant répond illico :

"Il est inexact de parler à Brassac de l'incertitude du lendemain de l'implantation industrielle."

Il décrit les implantations prévues ou réalisées : Parreira à La Combelle, Barel à Charbonnier, Maisonnoble à La Taupe, Vallier au Grosménil, Sferr à Basse-Combelle, -plus de 100 emplois potentiels de mineurs reconvertis pour les 4 prochaines années - et évoque Ducellier avec ses 4 000 ouvriers sur la Bassin.

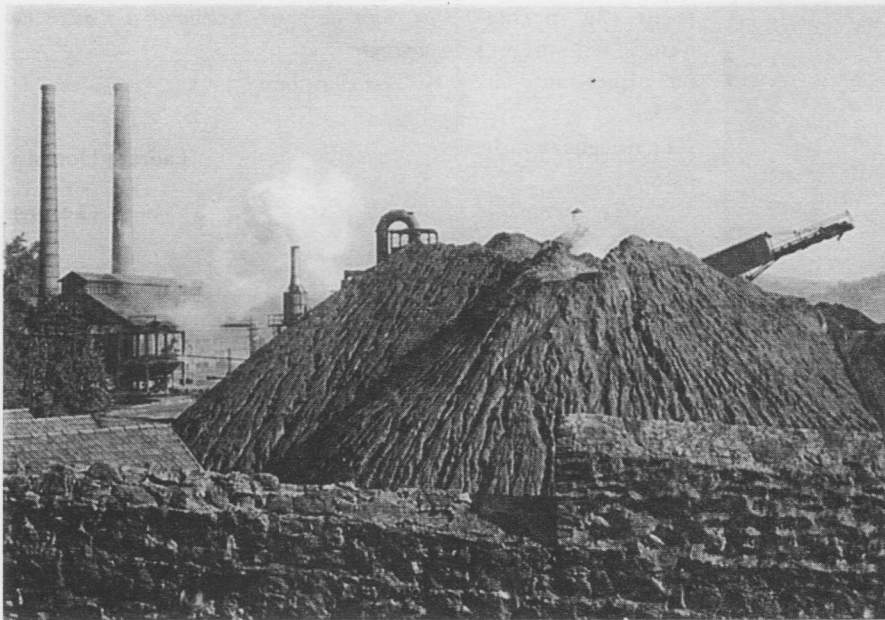
Il donne des chiffres qui semblent aller dans ce sens : les Houillères occupaient 3 000 ouvriers 20 ans plus tôt, ils sont 430 en 1970. Avec 200 mineurs partant à la retraite d'ici 1975, la situation paraît bonne.

Et donc :

"Nous considérons que le problème des implantations industrielles est largement réglé pour la reconversion des mineurs dans la région de Brassac."

Mais, en l'an 2 000, nous connaissons le résultat de cette brillante politique de "reconversion" : il faut 1 000 emplois nouveaux sur le Bassin de Brassac pour le sortir de ses problèmes !

De 1974 à 1977, le délégué de la circonscription unique reprend le thème, aggravé par la crise de l'énergie et la flambée des prix du pétrole. Il développe, argumente, interpelle :



La Combelle - Triage et départ du charbon

"De grâce, messieurs nos gouvernements, ne recommencez pas vos erreurs, assez d'inégalités comme cela, cherchez à les atténuer au lieu de les élargir. La classe ouvrière mérite autre chose et a droit aussi à votre reconnaissance." (1973)

À partir du rapport pour 1974, l'exploitant semble accepter cette discussion. Le délégué enfonce le clou : il demande l'exploitation jusqu'en 1983, se félicite de la relance et de l'embauche des jeunes en 1975 (17), espère pour l'avenir.

Mais, en 1976, c'est la fin. La décision des HBCM (18) d'abandonner les travaux neufs au gisement des Graves, après un déblocage de crédit, 18 mois auparavant, d'un milliard deux cent millions d'anciens francs d'argent public dépensé pour rien - ne laissent plus de doute.

Le délégué demande des investissements, des remplacements de matériels.

L'exploitant répond :

"Les efforts de modernisation entrepris en 1975-1976 au jour ne peuvent plus être continués dans la mesure où l'avenir de l'exploitation est limité. Il ne peut donc être question d'entreprendre des constructions nouvelles ou de rénover certaines installations. Seuls les travaux d'entretien courant seront poursuivis."

C'est clair.

Et en 1977, le délégué pose quelques bonnes questions :

"1) Comment et où seront reclassés les anciens et nouveaux mineurs auxquels on avait assuré une garantie de l'emploi pour dix ans ?

2) Quels seront les droits de ces jeunes mineurs en reconversion puisque rien n'a

été prévu à ce jour ?

3) Quels seront les droits des mineurs susceptibles d'être au chômage puisqu'ils ne cotisent pas à ces caisses ?

4) Dans quelle situation vont se trouver les foyers qui utilisent le charbon ?

À ce sujet, un cri d'alarme est poussé par toute la région d'Auvergne qui s'inquiète et rencontre des difficultés d'approvisionnement de ce combustible, alors que cinq millions de tonnes dorment dans le gisement de Brassac. C'est invraisemblable !

5) Que deviendront les petites localités du Bassin qui ne vivaient que de la Mine ?

6) Quel avenir est réservé aux commerçants et artisans de la région ?

7) Quel sera le coût de l'opération pour certains régionaux d'Auvergne (19), aux-

quels il avait été demandé, au cours de l'année 1975, de faire des investissements pour des installations au charbon ?

Non, Messieurs, ce n'est pas sérieux !"

Et il conclut :

"je considère que l'avenir du Bassin d'Auvergne est bien compromis."

Les conditions de travail

Quand on voit les films réalisés par les Charbonnages de France sur l'exploitation des mines dans les années 70, on se dit vraiment que, depuis *Germinal*, la mine a bien changé.

Ce qui est évident. Mais de là à annoncer que tout va bien dans le meilleur des mondes...

a - Le fond

Des problèmes permanents

D'une année à l'autre, les délégués-mineurs ont l'impression de rabâcher :

"Ce rapport ressemblera comme un frère à ses prédécesseurs." (Bayard-Charbonnier, *Fond*, 1959)

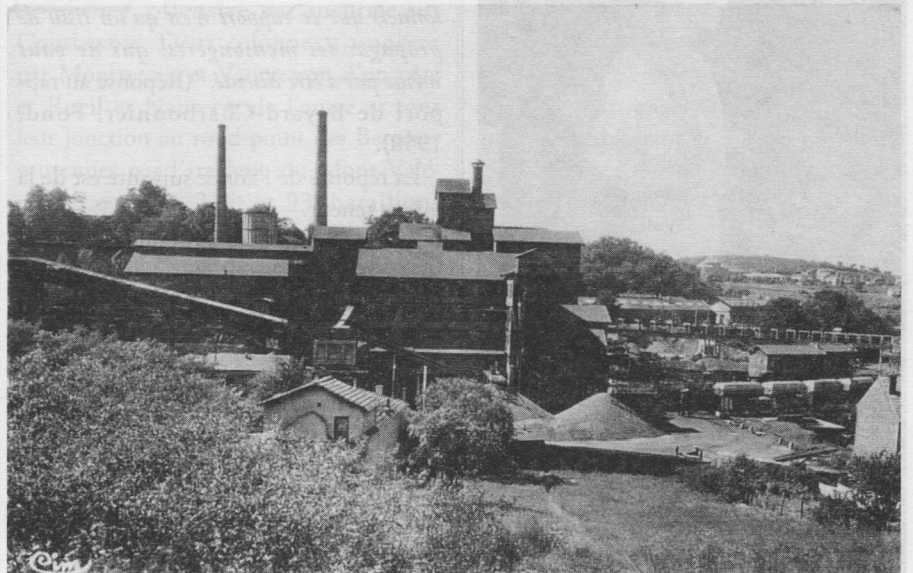
"Tout d'abord, je dois signaler que ce rapport ne sera guère différent des précédents car [...] les mêmes anomalies subsistent..." (Surface, 1960)

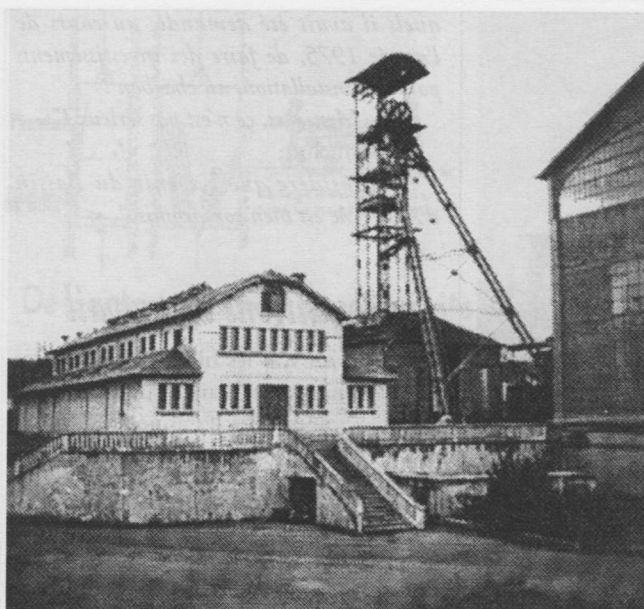
"Dans mon rapport annuel de l'an passé, j'avais eu l'occasion d'attirer l'attention sur deux problèmes essentiels à mon avis."

Ces problèmes sont : la lutte contre la silicose et l'entretien des divers travaux d'exploitation.

Je constate qu'aucune solution valable n'a été apportée au cours de l'année qui vient de

La Combelle





Puits des Graves et son carreau - 1925-1935

s'écouler." (La Combelle, fond, 1960)

"...je n'ai qu'à reprendre les suggestions formulées dans mon précédent rapport annuel et les rappeler à nouveau, en souhaitant cependant qu'ils se réalisent cette année." (Surface, 1962).

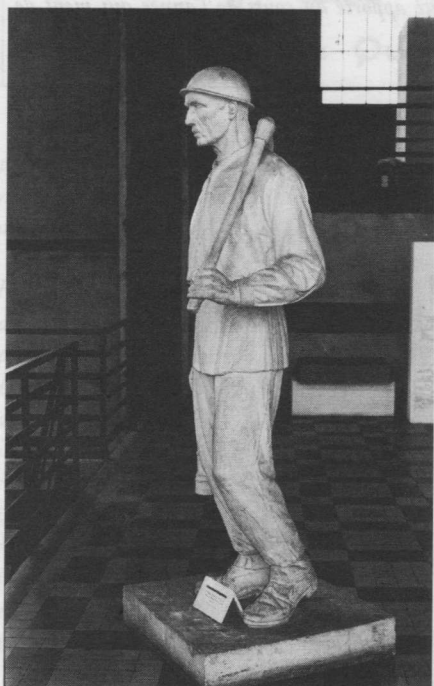
Les problèmes d'hygiène et de sécurité "sont sensiblement les mêmes que ceux des années précédentes." (Surface 1962)

"J'ai à chaque fin d'année l'occasion dans mon rapport annuel de signaler l'insuffisance de l'entretien des montages et traçages" (20) (La Combelle, Fond, 1966)

À quelques nuances près, on trouve la même plainte dans les rapports de 1967, 1968, 1969, 1970, 1975.

Même quand ce n'est pas dit expressément

Statue de mineur
Musée de la Mine, Bayard (à Brassac)



ment, la permanence des mêmes remarques saute aux yeux.

Le délégué se fâche parfois :

"...si certaines règles de sécurité sont respectées, il n'en reste pas moins vrai que certaines consignes sont oubliées et, pour ces raisons, je souhaite que mes observations et suggestions soient prises en considération." (1976)

Les notes marginales manuscrites, sans doute de l'Inspecteur des Mines de Clermont-Ferrand, apportent parfois un éclairage surprenant :

"Rapport intelligent qu'il faut prendre en considération. Je pense qu'on demande systématiquement la réponse de l'exploitant." (1976)

Pour 1958, c'est moins aimable :

"Dans sa réponse concernant le rapport du délégué de surface, l'exploitant a "oublié" la question des poussières émises par le four sécheur Parry".

Le mot "oublié" est bien entre guillemets sur le document.

Nous verrons plus loin l'importance de ce point !

L'exploitant répond le plus souvent qu'il fait ce qu'il peut, conteste les critiques, affirme que les progrès ne manquent pas. Mais il hausse parfois le ton :

"Nous notons seulement une fois de plus (en regrettant ces récidives qui visent, de toute évidence, à atteindre le moral du personnel) que ce rapport n'est qu'un tissu de propagandes mensongères, qui ne vaut même pas d'être discuté." (Réponse au rapport de Bayard-Charbonnier, Fond, 1959).

La réponse de l'année suivante est de la même teneur.

Après avoir lu le rapport en question et la réponse qui vient d'être citée en entier, deux ex-mineurs de Bayard ont eu la réaction suivante :

"Le délégué-mineur aurait bien fait à l'époque de nous faire lire cette réponse. On y aurait répondu : on aurait expliqué au patron ce qui se passait réellement en bas !"

"Le rapport du délégué dit vrai : mon frère a dû remonter plusieurs fois du fond

en cours de poste, tellement il y avait de poussières".

C'est clair, non ?

Laurent Doussin

(à suivre)

(1) Les grandes catastrophes minières causaient de graves troubles sociaux. Celle de Courrières, dans le Nord, en 1906 (1099 morts) déclencha une grève quasi-insurrectionnelle. Pour plus de détails sur les débuts des délégués-mineurs sur le bassin de Brassac, cf. Laurent Doussin, La mine et ceux qui en vivent..., Éditions Créer.

(2) Issues de la scission de 1921 entre les courants influencés - ceci dit pour aller vite - par le PS et le PCF.

(3) Fédération Nationale des Travailleurs du Sous-Sol et similaires (Mineurs, Miniers et Ardoisiers). - Congrès National de fusion, Albi (Tarn), 27, 28 et 29 février 1936 : Rapports. - Versailles : Imprimerie Coopérative "La Gutenberg", 1936.

(4) Communiste, sous-secrétaire d'État à la production, de janvier à décembre 1946.

(5) Lecœur, Auguste. - Étude sur les accidents du travail dans les mines de houille et de lignite. - Douai : Lefebvre-Lévêque, 1947.

(6) "Les coefficients calculés par rapport à l'extraction ne donnent que des résultats vus sous un aspect très étroit. Ils ne laissent pas apparaître l'effort accompli ou non pour améliorer la sécurité. Des coefficients très faibles peuvent être obtenus alors qu'en fait, ils sont énormes par rapport à la main-d'œuvre utilisée."

(7) Si, en 1920, il y avait 100 tués ou invalides permanents chaque fois que 3 millions de postes étaient effectués, il y en avait 223 en 1946. Un poste est la journée de travail du mineur : il y en avait un le matin, un l'après-midi, et un de nuit.

(8) Pour un exemple concret dans les mines de la Haute-Loire, voir Laurent Doussin, op. cit., p. 68.

(9) Loi du 2 janvier 1973. Trouvé sur le site Internet Legifrance, en avril 2000.

(10) Antonin Paulet, Raymond Roussat, L. Allezard et Jules Caule.

(11) De fait sinon de droit.

(12) Jusqu'en 1973, ces passages sont barrés, sans doute par l'exploitant.

(13) Le départ de mineurs pour d'autres industries.

(14) La fermeture définitive interviendra en fait en 1978.

(15) Les ouvriers sont classés en catégories. Le délégué demande donc que ces ouvriers soient transférés dans une catégorie mieux rétribuée. Ce type de remarque revient régulièrement.

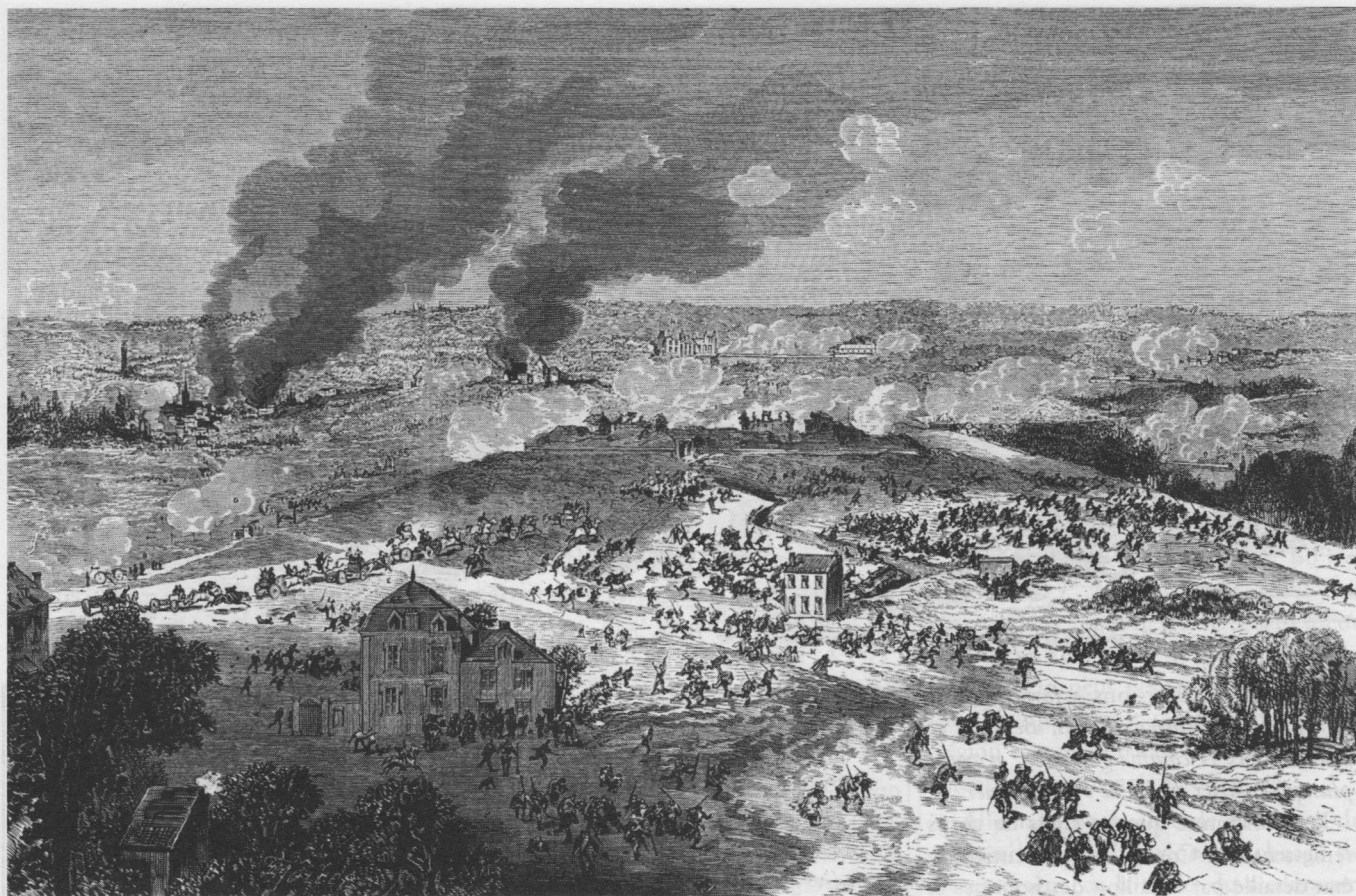
(16) Allusion à la Bataille du Charbon, de 1944 à 1947, où cette énergie joua un rôle primordial dans le relèvement de l'économie française, après les destructions de la Seconde Guerre Mondiale.

(17) Mais critique leur mode de formation, trop rapide et ne préparant pas les jeunes au métier dans de bonnes conditions de sécurité.

(18) Houillères des Bassins du Centre et du Midi.

(19) Hôpitaux, écoles, centres de vacances etc.

(20) C'est-à-dire des galeries d'exploitation.



Prise de la redoute de Châtillon par l'armée de Versailles. Les fédérés se réfugient derrière le fort d'Issy.
Dessin d'après nature "Le monde illustré du 15 Avril 1871"

Il y a 130 ans, la première défaite de la Commune : **la bataille de Châtillon** (3-4 avril 1871)

La mort de Duval à la bataille de Châtillon le 4 avril 1871 est un des faits les plus connus de l'histoire de la Commune. Pourtant son contexte et le déroulement précis des événements qui l'ont précédée sont traités de manière très superficielle par la plupart des historiens qui ont plutôt marqué leur intérêt pour la mort de Flourens et les combats de l'ouest de Paris.

L'analyse de la bataille est une parfaite illustration de l'enthousiasme populaire, de la naïveté des Communards et des contradictions au sein de la Commune.

Le dimanche 2 avril 1871 vers huit heures du matin, sous la pluie, les troupes versaillaises lancent une offensive par surprise sur Courbevoie. Deux colonnes s'avancent par Montretout et Vaucresson d'un côté et Rueil et Nanterre de l'autre et font leur jonction au rond-point des Bergères soutenues par l'artillerie du Mont-Valérien. Les 119^e, 218^e et 93^e bataillons reculent et se replient sur la porte Maillot par l'avenue de Neuilly. Personne ne s'attendait à cette attaque et la Commission exécutive (1) se réunit vers trois heures de l'après-midi pour décider des mesures à prendre.

Selon Lefrançais (2), au sein de la Commission exécutive, deux positions s'affrontent entre « les généraux » Eudes, Duval et Bergeret et les « civils ». Les premiers soutiennent la nécessité « de

répondre aux vœux des bataillons massés dans toutes les grandes artères de la cité, et qui n'attendaient que le signal du départ ». Les seconds au contraire, s'effraient « de jouer sur la seule carte de l'enthousiasme, non seulement l'avenir de la Commune, mais encore la vie de tant de braves défenseurs, dont le sang précieux pouvait être, inutilement répandu. »

La majorité de la Commission exécutive

Emile Victor Duval, né en 1840, ouvrier fondeur, président de la mutuelle de sa corporation, blanquiste et membre de l'Internationale, il est condamné à 2 mois de prison le 8 juillet 1870, il anime le Club Démocrate socialiste du XIII^e arrondissement, délégué au Comité central des Vingt arrondissements, il participe aux émeutes du 31 octobre et du 22 janvier. Il est nommé chef de la légion du XIII^e et est élu du XIII^e au Conseil de la Commune. Il est fusillé le 4 avril sur les ordres du général Vinoy après les combats malheureux de Châtillon.



Arrivée des réfractaires de Paris à Nogent-sur-Marne. Dessin d'après nature "Le monde illustré du 15 Avril 1871"

tive arrête des décisions « *formellement signifiées aux citoyens Eudes, Bergeret et Duval, ceux ci comme généraux, n'ayant plus que le strict devoir de s'y conformer.* »

Il est ordonné que les chefs de corps remettent à la Commission exécutive un état détaillé par bataillon des hommes et du matériel, que les mesures nécessaires à la remise en état des armes et des transports soient être prises immédiatement, que l'approvisionnement et le transport soient assurés. La Commission militaire « *pour entretenir utilement l'ardeur des Fédérés* » doit organiser des séances de tir et un corps de batterie d'artillerie doit être reformé.

« *Sans que la Commission exécutive et encore moins la Commune qui, réunie le soir même, leva la séance vers minuit seulement eussent été averties* », Duval, Bergeret et Eudes décident d'une contre-offensive pour le 3 au matin. Les Fédérés sont répartis sur trois colonnes, Bergeret et Flourens à droite, Eudes au centre et Duval à gauche pour une attaque sur Châtillon et au-delà jusqu'à Satory.

Le départ

Selon Maxime Vuillaume, les troupes de Duval doivent se diriger en fin d'après midi sur le fort de Vanves mais les « *ordres furent mal transmis, arrivèrent tard, si bien que les bataillons quittèrent leur quartiers seulement à neuf ou dix heures ; les retardataires défilèrent jusqu'à minuit* » (3).

Vuillaume fait également remarquer l'absence criante de vivres et de munitions, « *l'intendance n'avait rien envoyé* » (4) et l'insouciance de Duval sur la protection du plateau de Châtillon et la faiblesse des remparts et des fossés abandonnés par les Prussiens. Vuillaume rapporte par exemple qu'à la question de certains officiers sur « *l'heure à la quelle on pourra distribuer les vivres* », Duval aurait répondu qu'ils sont au plateau, « *ils y resteront. Nous déjeunerons à Versailles.* »

Dans la soirée, la XIV^e légion est stationnée à proximité du plateau de Châ-

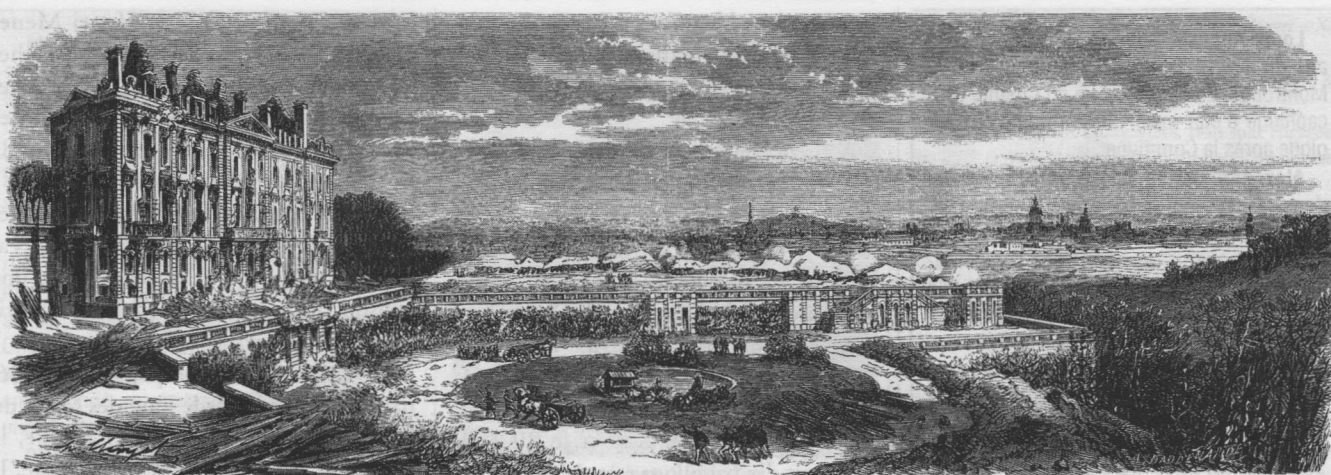
Emile François Désiré Eudes, né en 1843, étudiant en pharmacie, militant blanquiste, il est élu à la Commune par le XI^e arrondissement, il est membre de la Commission militaire et de la Commission exécutive. Il se réfugie à Londres après la Semaine sanglante.

Jules Henri Marius Bergeret, 1830-1905, militaire, puis placier en librairie et correcteur d'imprimerie, il est capitaine au 8^{ème} bataillon pendant le Siège, membre du Comité central, colonel de la XVII^e légion, il occupe la place Vendôme le 18 mars, il est élu à la Commune dans le XX^e arrondissement, il est arrêté après l'échec du 3 avril et est incarcéré jusqu'au 22 avril, puis il retrouve sa place à la Commission de la guerre. Il se réfugie à Londres puis aux États-Unis.

Lucien Félix Henry, étudiant aux Beaux-Arts, 21 ans en 1871, sert comme garde national durant le Siège et est nommé au commandement de la XIV^e légion ; d'abord condamné à mort par le 19^{ème} Conseil de guerre sa peine est commuée en déportation en enceinte fortifiée. Il est amnistié en 1879. En déportation, il érige le mausolée à Emma Piffault et présente à l'exposition de 1876 un tableau intitulé "Hamlet et le fossoyeur". Il arrive en Australie en 1879 et épouse à Sydney, la « veuve » du Dr Rastoul, Juliette Lopès. Il participe à de multiples activités artistiques et devient enseignant de modelage et de dessin au Sydney Technical College et intervient dans de nombreuses conférences et expositions. Il est l'auteur notamment des vitraux de la mairie de Sydney. En 1891, il part pour Paris et se met en ménage avec une de ses élèves, Frances Broadhurst. Il décède à Le Pavé St Léonard dans la Haute-Vienne en 1896.

Le Fort de Vanves





Autour de Paris, La batterie et le château de Meudon occupés par l'armée de Versailles. Journée du 4 avril.

Dessin d'après nature "Le monde illustré du 15 Avril 1871"

tillon, son colonel, **Lucien Henry** reçoit la direction d'une batterie placée devant le château de Meudon, il passe un moment auprès des feux de bivouac et retourne au plateau vers trois heures.

Duval s'installe « *une partie de la nuit dans une maison située au coin de la route qui descend du plateau vers Paris [...]* » (5).

Le lundi 3 avril, vers cinq heures, Duval arrive sur les positions. Il dispose de plusieurs bataillons de la Garde nationale du XIII^e, du XIV^e et du XV^e : les Volontaires de Montrouge (6), sont avec

le 103^e (7) et le 136^e bataillon, placés à l'arrière du plateau, suivis par les 104^e, 146^e (8) et 217^e bataillons de la XIV^e légion, du 102^e et 133^e du XIII^e, les 45^e, 81^e, 131^e, 137^e et 165^e bataillons pour le XV^e (ces deux derniers arrivent un peu plus tard dans la matinée du 3) (9).

Certaines compagnies de la V^e légion des 118^e, 119^e, 151^e, 160^e et 248^e bataillons sont mises en réserve sans que selon Allemane « *on* » ait « *donné des ordres pour les rassembler* » (10). Les autres bataillons sont affectés pour opérer avec

Flourens et Eudes (21^e, 59^e et 60^e) et Duval (119^e, 163^e et 248^e). Tout ceci dans le plus grand désordre et sans qu'on comprenne vraiment qui donne les ordres. On peut penser que l'influence des blanquistes est moindre dans la V^e légion et que les bataillons sont certainement moins préparés à l'offensive.

Allemane en qualité de président du Conseil de la V^e légion est chargé du casernement, de la solde, du secours aux familles sans rôle militaire offensif et par sa présence à l'arrière il exerce une fonc-

Les blessés de l'avenue de Neuilly amenés à la mairie, transformée en ambulance. Dessin d'après nature "Le monde illustré du 15 Avril 1871"



Louis Auguste Sebourg, typographe, 37 ans en 1871, délégué des Volontaires de Montrouge, domicilié 21 rue du Chemin vert, capitaine d'état-major, il se réfugie en Belgique après la Commune.

Alexandre Julien Roquejoffre, intendant dans la XIV^e légion, il appartient au 104^e bataillon, il est domicilié au 98 de la rue de la Tombe-Issoire, il est condamné par contumace par le 5^{ème} Conseil de guerre à la déportation en enceinte fortifiée, il se réfugie en Belgique, sa peine est remise en 1879.

Schneider. Aucun renseignement sur lui, il est probablement le Schneider signataire de l'Affiche Rouge et officier des Volontaires de Montrouge. Il témoigne au procès de Sapia. Un dénommé Ferdinand Schneider, capitaine au 81^e bataillon, présent à Châtillon le 4 est acquitté par le 4^{ème} Conseil de guerre le 7 septembre 1871.

tion de coordination : « *Le 3, vers minuit, chaque membre du Comité de légion venait rendre compte de la mission dont il avait été chargée (par qui ?) et de l'arrivée des bataillons du V à leur point de concentration* ». Et Allemane ajoute « *on (encore) décidait ensuite que je me tiendrais en permanence à la mairie et qu'un des nôtres (?) serait délégué auprès de chacun des bataillons engagés [...]* ».

Vers huit heures, selon Vuillaume, Duval fait faire une reconnaissance du côté de la « *Ferme à tabac* » et fait mettre en batterie « *trois pièces de 7* » arrivées vers neuf heures et demie qui tirent pendant deux heures « *sur les hauteurs* » (11), faute de pouvoir être utilisées pour la marche, « *les attelages devant retourner à Paris pour ramener d'autres pièces* » (12).

Vers neuf heures, Henry, **Sebourg**, **Roquejoffre**, **Schneider** et Henri Menet, un officier de chasseurs à pied rallié à la Commune (13) rejoignent Duval à son bivouac.

A neuf heures et demie, Duval fait mettre les compagnies de marche en colonne, les derniers bataillons arrivant encore jusqu'à dix heures et demie et les

compagnies sédentaires étant cantonnées à la défense du plateau. Le contact est pris avec Eudes qui manœuvre à l'ouest du plateau sur Issy.

A onze heures et demie, l'ordre de marche est donné de s'engager sur la route de Versailles : les Volontaires de Montrouge en tirailleurs puis en colonne, le 104^e du XIV^e commandé par Mezirard (14), le 133^e du XIII^e, le 136^e du XIV^e, commandé par **Ledru**, le 103^e du XIV^e commandé par **E. Lecœur**, le 146^e du XIV^e, le 131^e du XV^e, le 217^e du XIV^e, les 127^e et 165^e du XV^e et le 202^e du XIII^e soit dix bataillons rassemblant 2500 à 3000 hommes y compris les Volontaires de Montrouge.

La marche et les premiers combats

Les troupes fédérées avancent sans trop de difficultés, elles gravissent les chemins de traverse et au milieu des champs les hauteurs de Clamart et de Châtillon, et se dirigent sur la redoute de Châtillon, elles sont accrochées à hauteur du Petit Bicêtre par les avant-poste du général de Barail (15).

Les Versaillais envoient régulièrement des tirs provenant des hauteurs de Meudon sur la terrasse du château où deux batteries ont été installées, les obus tombent un peu partout notamment aux environs de la gare de Clamart et du Moulin-de-Pierre. L'artillerie communarde du fort d'Issy réplique violemment et l'artillerie du château doit se replier sur Montalets puis plus haut sur les hauteurs de Meudon (16).

Entre la redoute du Petit-Bicêtre et le lieu dit des Quatre-chemins au croisement où la route n°186 de Sceaux à Versailles coupe la route n°54 de Châtillon à Bièvres, la colonne est rejointe par Duval et son état major, Lucien Henry condui-

sant une « *pièce de 7* ». Henri Menet repart à l'arrière à cheval pour chercher de l'artillerie, des munitions et des vivres et seuls arrivent **Leprince** puis **Badinier** avec un caisson de projectiles pour la pièce de 7.

A midi et demie, la troupe des fédérés atteint les Quatre-chemins et Duval donne l'ordre d'arrêt et rentre dans une maison sur le mur de laquelle est inscrit « *Duval, horticulteur* ».

Le 131^e et deux compagnies du 136^e bataillons se portent le long des fossés du chemin menant au bois de Chaville, le 133^e et le 146^e s'avancent sur la route, le 103^e couvre sur la droite et les Volontaires de Montrouge sur la gauche et Duval charge alors Schneider d'aller faire une reconnaissance à la « *ferme de la Villa Coublay* » (17). Selon Vuillaume, Schneider ne prend pas l'ordre au sérieux et se contente de « *faire tirer dessus quelques coups de feu auxquels bien entendus, l'ennemi ne répond pas* » (18). A une heure et demie de l'après midi, Duval, persuadé de ne rencontrer aucun obstacle donne l'ordre de marche et la colonne s'engage dans un chemin creux au dessus de la ferme dans les bois en avant de Vélizy. Mais les troupes de Versailles (19) des généraux Derroja (20) et Pellé (21) dissimulées surprennent, par un feu nourri les Fédérés. Duval ordonne tout de suite

On ne sait pas s'il s'agit de **Jules Chardon*** ou **Jean Baptiste Chardon****.

* **Jules Chardon**, né en 1827, fondeur, demeurant 51 rue de l'Ouest, ancien militaire, il appartient au 103^{ème} bataillon pendant le Siège puis aux Volontaires de Montrouge, il est fait prisonnier le 4 avril, il est condamné par le 16^{ème} Conseil de guerre à la déportation simple, il arrive en Nouvelle-Calédonie le 9 février 1873 par *Le Var*, amnistié en 1879, il rentre par *La Loire*.

** **Jean Baptiste Chardon**, né en 1839, ouvrier chaudronnier, orateur dans les clubs, il travaille aux ateliers du chemin de fer à Ivry, il est renvoyé en 1870 pour ses idées révolutionnaires et est condamné plusieurs fois, capitaine au 133^e bataillon pendant le Siège, blanquiste, fondateur du club démocrate socialiste du XIII^e, membre de l'A.I.T., signataire de l'Affiche rouge, il est élu à la Commune dans le XIII^e, membre de la Commission de la guerre, il est condamné à mort par contumace.

Vuillaume mentionne plusieurs fois la présence de Jean Baptiste Chardon aux côtés de Duval. Cette présence est confirmée par Benoît Malon (Benoît Malon - *La troisième défaite du prolétariat français* - G. Guillaume et fils (1871) - 539 p. - Réédition E.D.H.I.S. (1969), p. 195 et 198).

Louis Ledru, né en 1840, incorporé au 65^e de ligne en 1861, typographe, condamné en 1864 pour abus de confiance, membre de l'Internationale, il habite 113 chaussée du Maine ou 20 rue Vandamme, il combat dans le 136^e bataillon pendant le Siège et la Commune, capitaine adjudant-major, il est élu délégué au comité central le 10 mars, lieutenant-colonel, il est désigné au commandement du fort de Vanves par Eudes le 6 avril, il est nommé membre de la cour Martiale le 11 mai ; condamné à mort par contumace par le 3^{ème} Conseil de guerre, il se réfugie à Londres et milite avec les blanquistes ; il est amnistié en 1880 (AN BB/24/857). L'histoire du 136^{ème} bataillon appelé aussi bataillon des typographes est racontée par Maxime Vuillaume avec le témoignage de Ledru (*Mes Cahiers Rouges IX Lettres et Témoignages* - Cahiers de la Quinzaine (1913)). Marcel Cerf indique qu'à la fin de sa vie il fut secouru par Maxime Vuillaume.

E. Lecœur est le père de Victor Charles Albert Lecœur, né en 1846, coiffeur, mobile pendant la campagne de 1870, il s'engage aussi dans le 103^e bataillon, il est ensuite affecté au 129^e bataillon. Il est condamné par le 8^{ème} Conseil de guerre à 5 ans de détention, réduits à 4 en 1875.

Maxime Vuillaume cite parmi les blessés ou tués du 136^{ème} bataillon, Louis Boyer*, Moura*, Rondeau*, Saunier*, Leffern**.

Les blessés les plus graves sont ramenés au plateau de Châtillon par Jules Ducroq* et Béguin*. Les autres réussissent à regagner Paris. (- IX - op. cit., p. 134).

* **Louis Boyer** : typographe, il habite 19 rue Vandamme, il est vraisemblablement membre de l'Internationale (section Plaisance), il est blessé dans les combats de Châtillon le 4 avril et est fait prisonnier, après une hospitalisation à Versailles, il est emprisonné au château d'Oléron le 6 mai puis au fort des Saumonards.

Charles Emile Moura : cordonnier, demeurant 116 rue de Constantine, garde au 136^{ème} bataillon, il semble avoir été libéré.

André Rondeau : cocher, demeurant, 27 bvd d'Enfer, garde au 136^{ème} bataillon, il est emmené à Versailles.

Jacques François Saunier : né en 1816, il meurt le 4 avril à Versailles.

Gabriel Jules Ducroq dit le "Général" : né en 1842, étudiant en médecine, blanquiste, franc-maçon, membre de l'Internationale, condamné en 1870 pour contravention aux lois sur les réunions publiques, médecin chef du fort de Vanves, il est condamné par contumace par le 4^{ème} Conseil de guerre, il se réfugie à Genève.

** Leffern et Béguin ne peuvent être identifiés.

un déploiement à droite et à gauche. Les Fédérés se déploient en tirailleurs sous les ordres de **Chardon** et Olive (22).

La pièce de 7 dirigée par Lachapelle (23) des Volontaires de Montrouge et une mitrailleuse détenue par Maugé (24) sont mises en batterie, les tirs d'artillerie accompagnant ceux du fort d'Issy, for-

Jean Georges (ou Jacques) Leprince, né en 1833, blanchisseur et journalier, condamné pour délit de chasse en 1844 à 50 F d'amende, domicilié à Versailles, commandant du poste du 202^{ème} bataillon, chargé du service des réquisitions à l'état-major du 8^{ème} secteur de la Garde nationale, emprisonné sur ordre de la Commune, il est arrêté le 7 octobre 1871 à Gif/Yvette et jugé pour vagabondage mais il est relaxé le 18 et livré à l'autorité militaire, il bénéficie d'un non-lieu, est arrêté à nouveau en mars 1872, il est accusé d'avoir commandé le poste de la chaussée du Maine. Condamné à la déportation simple, il arrive en Nouvelle-Calédonie le 28 septembre 1873 par *Le Calvados*, sa peine est commuée en 8 ans de détention en 1876 et remise en 1878. Il rentre par *Le Tage* en 1877.

Louis Auguste Badinier, né en 1824, concierge, garde au 202^e bataillon pendant le Siège puis au 146^e bataillon. Il est condamné par le 19^{ème} Conseil de guerre à 3 ans de prison et 5 ans de surveillance de Haute police.



Le plateau de châtillon

cent on l'a vu, les artilleurs ennemis à se replier. Les Volontaires de Montrouge esquissent un mouvement sur la gauche « autour d'un ancien parc d'artillerie laissé par les Prussiens ».

Le 136^e entre au contact, les hommes « couchés dans les sillons » sont rejoints par le 131^e qui dépasse le 103^e qui se retrouve en deuxième ligne avec le 146^e et le 133^e qui tirent au dessus des premiers.

Duval se poste sur la droite en arrière d'un ancien baraquement prussien. La fusillade dure une trentaine de minutes et les Fédérés comptent trois morts et une trentaine de blessés. Les blessés sont évacués et conduits dans les hôpitaux, par exemple à Necker, les blessures sont assez graves, beaucoup d'amputations sont nécessaires, l'inspection des plaies montre qu'elles ont presque toutes été faites à bout portant ou par des éclats d'obus (25).

Les tirs apparemment doivent s'arrêter faute de munitions, quelques hommes sont envoyés à l'arrière dont Lucien Henry avec la pièce de 7 qui n'a « tiré qu'une dizaine de fois » et un groupe sous les ordres de Duval se replie près de la ferme « à peine abrité derrière un accident de terrain » sans pouvoir riposter au feu des Versaillais.

Pierre-Henri Zaidman

(1) La Commission exécutive de la Commune comprenant : Bergeret, Eudes, Duval, Lefrançais, Pyat, Vaillant et Tridon, est chargée de faire appliquer les décrets de la Commune et les arrêtés des autres commissions. Bergeret, Eudes et Duval sont également membres de la Commission militaire.

(2) Gustave Lefrançais - Etude sur le Mouvement communaliste à Paris, en 1871 - Imprimerie G. Guillaume fils (1871).

(3) Maxime Vuillaume, Henri Bellenger et Léon de Marancour - « Hommes et choses du temps de la Commune - Paris Libre Du 18 mars au 4 avril 1871 », tome I. Cette information est confirmée par une demande de Duval à l'état-major : « J'attends des instructions j'ai ici le 14^e et 13^e 15^e pour m'entendre avec chef légion - Répondre immédiatement Duval - Reçu à 11 h 40 » (SHAT Ly 3, n°48).

(4) Maxime Vuillaume - *Mes Cahiers Rouges - X - Proscrits - Cahiers de la Quinzaine* (1914).

(5) Maxime Vuillaume - *Mes Cahiers Rouges - X*, op. cit., p. 109.

(6) Sur les quatre compagnies, trois sont engagées, les 2^e, 3^e et 4^e, la 1^e est gardée en réserve (Rapport hebdomadaire, 1ère division, sd, SHAT LY 35).

(7) Plusieurs officiers du 103^e dont le commandant Landowski et le capitaine d'armement sont révoqués et remplacés avant juste avant l'offensive (Procès-verbal d'élection du 2 avril, SHAT Ly 62).

(8) Le 2 avril, une partie du 146^e est au fort de Montrouge, du 3 au 4, une partie de service au Chemin de fer de ceinture, et ne rejoint le plateau de Châtillon que le 4 (Rapport hebdomadaire, 1ère division militaire du 23 mars 1873, SHAT Ly 35).

(9) La liste des bataillons peut être établie grâce aux « Rapports hebdomadaires » établis par les militaires de Versailles d'après les audiences des procès des Conseils de guerre et étudiant la situation des bataillons de la Garde nationale (SHAT Ly 35). Aux bataillons du XIII^e, du XIV^e et du XV^e, on trouve des individus ou des parties de bataillons appartenant à d'autres légions (par exemple, Elisée Reclus et François Ducret, faits prisonniers le 4, appartiennent aux 119^e et au 163^e bataillons du V^e venus en renfort le 4).

(10) Jean Allemane* - *Mémoires d'un communard* - François Maspéro (1981).

(11) Maxime Vuillaume, Henri Bellenger et Léon de Marancour - op. cit., p. 202.

(12) Maxime Vuillaume - *Mes Cahiers Rouge - X*, op. cit., p. 110.

(13) Il sera proposé lors d'une réunion des délégués des bataillons du XIV^e le 22 avril à l'élection de chef de légion et très populaire est désigné provisoirement mais c'est Piazza qui sera finalement élu le 25.

(14) On ne sait rien de lui.

(15) François du Barail, général, 1820-1920, sert en Afrique et au Mexique, ministre de la Guerre en 1873 et 1874.

(16) Pierre Vesinier - *Histoire de la Commune de Paris* - Chapman et Hall (1871) 420 p., p. 252. Le récit des combats du début avril occupe une trentaine de pages mais comporte des erreurs ou imprécisions.

(17) Maxime Vuillaume, Henri Bellenger et Léon de Marancour - op. cit., p. 202.

(18) Maxime Vuillaume, Henri Bellenger et Léon de Marancour - op. cit., p. 203.

(19) Selon Edmond Lepelletier, la brigade Derroja est composée du 109^e et du 110^e de ligne et la division Pellé du 19^e chasseurs et 39^e, 41^e, 70^e et 71^e de marche soit environ 12 000 hommes [Edmond Lepelletier *Histoire de la Commune de 1871, III Le gouvernement de l'Hôtel-de-Ville* - Mercure de France (1913) - 433 p., p. 274]. Gaston Da Costa indique que la 2^e brigade Derroja appartient à la 8^{ème} division de réserve sous les ordres du Général Faron et que la 6^e division de Pellé comprend 158 officiers et 3594 soldats répartis en 2 brigades commandées respectivement par le général Péchot et le général de Lacroix (Gaston Da Costa - *La Commune vécue, 18 mars - 28 mai 1871*, vol I. [Paris], Quantin (1903-1905), p. 330-334).

(20) Joseph Barthélemy Xavier Derroja, général, ?-1871.

(21) Jean Jacques Germain Pellet dit Pellé, général, 1813-1890.

(22) On ne sait rien de lui.

(23) Orateur du club de la Maison-Dieu, membre de l'Internationale (section Plaisance), membre de la Commission de sécurité publique du Comité de vigilance du XIV^e, il est domicilié 20, avenue d'Orléans.

(24) On ne sait rien de lui, il appartient vraisemblablement au 136^e bataillon.

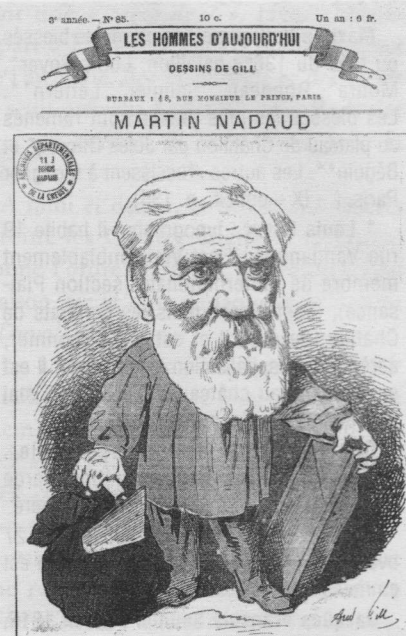
(25) Pierre Vesinier - *Histoire de la Commune de Paris* - op. cit., p. 259.

Le long chemin de Martin Nadaud

(Entretien pas tout
à fait imaginaire)

"(...) Les anciens ont beaucoup utilisé un procédé littéraire que l'on nomme pseudépigraphie: l'écrivain se mettait à la place d'un auteur célèbre, mort depuis longtemps, et écrivait sous son nom."

Maurice Gruau, L'Homme rituel. Anthropologie du rituel catholique français. Paris, Métailié, 1998, p. 91.



Le XX^e arrondissement, qui a perdu sa station de métro Martin Nadaud, sur l'ancienne ligne 3 Place Gambetta-Porte Champerret, possède encore une place Martin-Nadaud. Mais qui connaît encore cet homme illustre, estimé autrefois par Victor Hugo, George Sand ou encore Louis Blanc ? La réédition de ses mémoires nous a permis de lui poser quelques questions sur ses liens avec notre quartier et son séjour à Paris.

• Pourquoi avoir donné votre nom à une place du vingtième ?

- Plus de cent ans après ma mort, l'oubli de mon humble personne est bien compréhensible. Disons qu'à un moment où la République était encore une idée neuve et qui faisait vibrer l'âme, j'ai eu mon heure de gloire. Exilé par Napoléon III, après son coup d'État de 1851, je n'ai jamais cédé et je ne suis revenu en France qu'au moment de la guerre de 1870. Gambetta, qui tâchait d'organiser en province la résistance aux Prussiens, m'a fait nommer préfet de la Creuse. Je ne suis resté à ce poste que six mois, mais il avait pu apprécier ma loyauté - je ne cherchais pas à "faire carrière" -, mon patriotisme républicain. En novembre 1871, quand on décida de donner à Paris un conseil municipal élu, Gambetta s'écria qu'il avait un candidat pour le XX^e: "Nadaud, voilà notre affaire". Et j'allai siéger au palais du

Luxembourg, qui nous recevait alors, comme représentant du quartier.

• Quels sont vos liens avec Belleville et Ménilmontant ?

- Tout jeune ouvrier, à dix-huit ans, j'avais travaillé pour un entrepreneur chargé de poser les premières bornes-fontaines dans vos rues. Le manque d'eau dans la plupart des maisons, et surtout dans les quartiers pauvres, représentait encore, plus de cinquante ans après, en 1888, un grave problème d'hygiène et de santé. J'ai donc fait campagne pour obliger tous les propriétaires à fournir de l'eau en abondance à leurs locataires.

• Vous êtes mort deux ans avant l'inauguration du premier tronçon de métro en 1900.

- J'aurais bien aimé y assister ! Connaissant bien Londres, où j'avais vécu comme réfugié politique, j'admirais son métropolitain. J'ai même conduit en Angleterre une délégation française, somptueusement reçue par le Parlement en 1887. Je croyais que nos conseillers municipaux étaient enfin convertis au projet : j'avais compté sans la routine parisienne. Le projet me tenait d'autant plus à cœur que je me souvenais bien des deux heures de marche nécessaires, dans chaque sens, pour me rendre à mes chantiers, quand j'étais apprenti-maçon sous Louis-Philippe. Si vous pouvez imaginer des journées de travail qui pouvaient commencer à quatre heures du matin, et se terminer à vingt heures...

• Avez-vous travaillé dans le quartier à de grands chantiers ?

- Oui, mais ils ne m'ont pas laissé de très bons souvenirs. J'étais jeune, voulais apprendre mon métier de maçon. Il faut vous dire qu'en dehors des périodes de crise, assez nombreuses au dix-neuvième siècle, on pouvait en vivre correctement, car les grands travaux qui changeaient le visage de Paris étaient nombreux. Vivre correctement, oui, à condition d'avoir surmonté l'hostilité des camarades de travail, qui craignaient toujours un rival, d'avoir surmonté la fatigue ou l'épuisement - gâcher le plâtre, transporter les auges sur des échafaudages instables jusqu'au compagnon, toujours pressé n'étaient pas une mince affaire -, d'avoir échappé aux accidents de travail, fréquents et ruineux, à condition, enfin, d'avoir trouvé un patron désireux de vous former !

Quand j'ai travaillé à la barrière de la Courtille, pour le compte du grand marchand de vin Dénoyer, je n'en étais pas encore là ! Dénoyer, sur la hauteur de Belleville, tenait un immense établissement de plaisirs où se ruait toute la jeunesse parisienne le dimanche. Il voulait reconstruire ses salons, et j'ai surtout fait œuvre de charretier : on chargeait les débris de la démolition de pauvres tavernes, les terres des jardinets qui les entouraient, puis on remplissait des fouilles profondes.

• Mais les fameuses descentes de la Courtille vers Paris, qui portaient

souvent du bal Dénoyer, vous ont-elles au moins amusé ?

- On les a pas mal poétisées ! Mais j'avoue avoir trouvé dégradant ce spectacle d'une foule ivre, débraillée, ordurière, que l'on venait lorgner comme des bêtes sauvages au Jardin des Plantes. J'ai aussi été frappé à la Courtille par le nombre de pauvres femmes, avec leurs enfants, ivres eux aussi, qui dormaient au milieu de tout ce vacarme. Ce n'est pas le Paris que j'imaginai à Bourgneuf !

• Quand avez-vous quitté cette Creuse à laquelle vous étiez très attaché ?

- J'avais quatorze ans et je suivais la tradition. Mon père m'a emmené à pied un matin de mars 1830, le 26 très exactement. Bourgneuf, Pontarion, Guéret, Genouillat, Issoudun, Vierzon, Salbris, Orléans : nous avons fait soixante lieues en quatre jours ! Plus nous approchions d'Orléans, plus nous étions nombreux, d'autres groupes se joignaient à nous, de toute la Creuse, à chaque étape. Sur le parcours, les villageois nous insultaient et nous craignaient à la fois. Et nous, pour nous sentir plus forts, nous poussions le vieux cri des Creusois : Hif, hif, hif fou fou ! A Orléans, nous nous sommes rués sur des coucous, qui nous ont ballottés jusqu'à Paris : conducteurs ivres et peu pressés, entassement par quatre dans des paniers accrochés sous l'essieu de la voiture, cette partie du voyage m'a semblé encore plus pénible que la marche forcée.

• **Vous employez souvent le terme d'émigrant pour vos compagnons et vous-même ?**

- Nous n'étions pas très bien considérés, et le mal du pays nous habitait tous. En temps normal, nous passions la belle saison à Paris, entassés dans de misérables garnis - six lits pour douze personnes dans une seule chambre, c'était la "norme", puis, après les premières gelées qui interrompaient les chantiers, nous revenions au pays avec l'argent gagné, retrouvions la ferme, tenue par les femmes et les vieux.

Encore fallait-il avoir assez d'argent. La première fois, j'ai dû attendre trois ans avant de revenir. En 1839, j'ai passé dix-sept jours avec ma jeune femme, que je venais d'épouser, avant de reprendre la route de Paris.

Les bourgeois de la Creuse nous appelaient ironiquement "nos députés d'hiver", et nous en voulaient des beaux habits que nous commencions à porter dans les fêtes au pays. Quant aux Parisiens, ils n'aimaient pas trop nous voir attroupés le soir à la porte de nos garnis, ou couverts de plâtre à la sortie de nos chantiers. Je ne parle pas du mauvais accueil qui nous était réservé dans leurs bals.

• **La solidarité entre Creusois vous aidait-elle beaucoup ?**

- Je vous dirai d'abord que j'ai été gagné par les idées républicaines à Paris, où je suis arrivé peu avant les journées de juillet 1830. J'y ai fréquenté des étudiants, des chefs politiques, ou encore des compagnons comme Agricole Perdiguer, qui tous m'ont donné le goût de l'instruction. Sans leur exemple, je crois qu'il aurait été plus difficile de m'astreindre à suivre les cours du soir pour me perfectionner dans mon métier. Pendant mon exil en Angleterre, j'ai même pu enseigner assez correctement notre langue et notre histoire aux élèves d'une école militaire, ce dont je n'aurais jamais pu rêver si j'étais resté frileusement dans mon milieu. Et l'idéal républicain représentait un lien très puissant entre des hommes aux origines très diverses.

Entre Creusois, il y avait une forte solidarité et, bien souvent, l'on trouvait du travail

grâce à un "pays" qui vous recommandait. Mais cela n'empêchait pas les rivalités entre Brulas, originaires de La Souterraine, du Grand-Bourg et de Dun, et Bigaros, de Vallière, Saint-Georges ou Pontarion.

• **Comment les rivalités se manifestaient-elles ?**

- Nous étions assez prompts à la bagarre et fréquentions les salles de chausson pour nous y entraîner. Surtout, au travail, il fallait "manger" l'autre et le "déchafauder". On luttait jusqu'à se tordre la chemise sur le dos, jusqu'à l'épuisement. Nos patrons en profitaient bien. La lutte terminée, on faisait la paix, et après un bon coup chez le marchand de vin, on était ami, pour toujours.

• **Mais le notable que vous êtes devenu sous la IIIe République n'a-t-il pas oublié ses origines et le temps où il était un obscur maçon creusois ?**

- Je vois que certaines calomnies vous sont parvenues. Parlons net : je n'ai pas été un révolutionnaire professionnel ni un Communiste. Oui, je suis partisan de l'ordre, mais de l'ordre républicain, qui pour moi est inséparable du progrès social. La République ne se justifie que si elle apporte plus de bien-être, de sécurité, à ceux qui en ont toujours manqué. Et si Gambetta est venu présider une de mes conférences au Théâtre de Belleville, c'est bien parce qu'il partageait mes idées.

Quand le bâtiment va, tout va !

• **Pouvez-vous préciser comment vous les avez défendues ?**

- Ancien ouvrier du bâtiment, j'étais bien placé pour apprécier l'importance de mon domaine pour la prospérité du pays. J'ai donc élaboré un projet de loi favorisant les expropriations pour cause d'utilité publique : il s'agissait d'empêcher un propriétaire de bloquer une entreprise qui pouvait donner du travail à des centaines ou à des milliers de personnes, et de stimuler la construction. Napoléon III et son Haussmann m'ont d'ailleurs plagié sans ver-

gogne. Mon projet pour "Paris, port de mer" a été enterré, si l'on peut dire, mais il aurait sans doute donné une impulsion formidable aux travaux publics et au commerce français. Mon soutien à la cause de la reconstruction totale de l'Hôtel de Ville, après la Commune, comme ma campagne en faveur de l'Exposition de 1878, ont été plus efficaces.

Mais la nécessité de donner du travail à tous ne m'a pas empêché de dire, sur la question des salaires et celle des horaires, mon avis : le salaire des ouvriers anglais, auquel était imposé un horaire moins lourd qu'en France, était supérieur à celui des ouvriers français ; or leur pays était plus productif et dynamique que le nôtre.

Tout était à faire ! J'ai lutté, cette fois en tant que député creusois, élu de justesse en 1876 contre deux bonapartistes, pour que l'on construise enfin la zone militaire de l'enceinte de Paris, que l'on protège mieux les ouvriers contre les accidents du travail, en 1883, et contre la misère pendant leur vieillesse.

• **Vous-a-t-on reproché dans la Creuse de trop vous intéresser à Paris ?**

- Je n'ai pas été réélu en 1889. Mais je n'ai jamais conçu mon rôle comme celui d'un défenseur d'intérêts uniquement locaux. Comme j'ai soutenu le Métropolitain parisien, je suis fier d'avoir voté la loi imposant de doter tous les chefs-lieux d'arrondissement d'un chemin de fer. Bourgneuf a donc eu sa gare et j'ai pu imposer qu'elle soit située dans

le centre de notre ville, contre les intérêts d'un clan de propriétaires qui voulaient la repousser à deux kilomètres.

On m'a reproché d'avoir voté les crédits pour la guerre du Tonkin : je voyais dans cette conquête une occasion de stimuler les exportations et de donner du travail au peuple. Mais ce genre d'expédition était impopulaire — certains l'accusaient même de nous détourner de la revanche sur l'Allemagne, ce qui était à cette époque une accusation très grave —, et il n'est pas impossible qu'elle ait précipité ma défaite.

Détails qui ne m'ont pas empêché, tout en servant le grand pays, de vouloir achever ma vie dans mon petit pays, à proximité de La Martinèche, où j'étais né.

• **Quels regrets avez-vous éprouvés au soir de votre action politique ?**

- J'ai regretté l'indifférence de la Chambre, en 1888, devant mon projet d'amendement interdisant le travail de nuit des filles et des femmes, et limitant à sept heures de travail la journée du samedi. Les députés ont manqué de cœur en voulant ignorer que des travailleurs bien traités sont aussi plus efficaces. Je voulais aussi développer les écoles d'apprentissage et leur donner la même dignité qu'aux écoles primaires. Je crois savoir qu'en 2000 vous parlez encore de promouvoir l'enseignement technique : il y a donc encore du pain sur la planche pour les bons ouvriers de la politique !

Propos recueillis par
J.K. Paulhan

De Soubrebost à Soubrebost

Martin Nadaud (1815-1898), né et mort dans le même hameau de Soubrebost, à La Martinèche (Creuse), est arrivé à Paris pour faire son apprentissage de maçon, au moment de la Révolution de 1830. Il y gagne vite assez bien sa vie... en dehors des crises, six en dix-huit ans, qui accélèrent sa prise de conscience républicaine. Il rejoint les insurgés de 1848 et préside le Club des Creusois de Paris. Élu député de son département en 1849, il combat l'article du Code civil précisant que la parole du maître vaut plus pour le juge que celle de l'ouvrier en cas de contestation sur le salaire.

Arrêté lors du Coup d'État du 2 décembre 1851, il finit par s'exiler en Angleterre, où il enseigne le français à l'école militaire de Wimbledon. Plein de respect et de curiosité pour le "modèle britannique", il estime que l'enseignement en Grande-Bretagne est plus libre à l'égard de l'Eglise et de l'État, que les ouvriers y sont mieux traités qu'en France. Il ne revient s'installer en France qu'à la chute de Napoléon III. Nommé préfet de la Creuse par Gambetta, il démissionne rapidement, sans avoir réussi à gagner la confiance de ses administrés. Peu après la Commune de Paris, qu'il ne soutient pas, sans pour autant appeler à sa répression, il est élu conseiller municipal par le quartier du Père-Lachaise, 26 décembre 1871 puis le 29 novembre 1874, il démissionne le 28 mars 1876. Il devient député de Bourgneuf la même année et accède aux fonctions de questeur de la Chambre en 1877. La République s'impose ; mais, victime de la vague boulangiste de 1889, Nadaud repart, déçu, pour La Martinèche, où il meurt en 1898.

Théophile SAUVAGE

(1877-1951)

un militant du mouvement ouvrier

L'arrivée du chemin de fer dans la Vallée de la Meuse à partir de 1860 va engendrer un développement accéléré de la grande industrie.

Son corollaire en sera la concentration d'un important prolétariat, qui connaît de dures conditions de travail et d'existence : bas salaires, longues journées de travail, logements étroits et insalubres où s'entassent les familles ouvrières. (1)

Le 17 mai 1885, Jean-Baptiste Clément, délégué à la propagande de la Fédération des Travailleurs socialistes de France, arrive par le train à Château-Regnault, où il vient soutenir les boulonniers syndiqués de la « Grosse Boutique » en conflit avec un patron de combat, maire de la commune, qui vient de les licencier au mépris de la loi. (2)

Ce sera le début d'une lutte difficile, la première dans la Vallée par son ampleur (plusieurs centaines de grévistes) et par sa durée (4 mois), qui va se traduire par une prise de conscience ouvrière et par la création d'une série de chambres syndicales. (3)

Le 31 mai suivant, huit d'entre elles-dont la Métallurgie de Monthermé-fondent la Fédération des Travailleurs socialistes des Ardennes.

Clément a trouvé, dans cette « rue d'usines » qu'est la Vallée, un écho favorable à sa parole.

Quelques années plus tard, en, 1894, au moment de son retour définitif à Paris, il laissera une organisation solidement structurée (4) s'appuyant sur de nombreux relais militants qui poursuivront l'œuvre commencée.

Le vieux Communard, usé mais confiant, ne fera plus alors que de rares et courts séjours dans les Ardennes.

Pour une dernière fois, Monthermé l'accueillera le 18 mars 1900 à l'occa-

sion d'une remise de drapeaux aux syndicats. Là, sur la place de Laval-Dieu, en présence d'une foule estimée plus de 5.000 personnes il félicitera pour son courage un Jeune ouvrier métallurgiste, Théophile Sauvage, qui va bientôt se révéler comme un animateur des luttes sociales ardennaises.

Né le 23 juin 1877 à Pouru-St Rémy, dans le Sedanais, Sauvage a été métallurgiste aux Forges de Brévilley avant de venir à Monthermé, où il travaille comme ouvrier aux Forges et Laminoirs de Laval-Dieu.

Militant intelligent et dévoué, épris de justice sociale et doté d'un grand talent d'organisateur, il adhère au syndicat des métaux de Monthermé et au cercle

d'études sociales « La Lumière » (5), deux groupes locaux affiliés à la Fédération des Travailleurs socialistes des Ardennes.

A l'intérieur de ces organisations, alors qu'un courant réformiste privilégie l'action électorale, Sauvage s'affirme comme partisan d'un socialisme révolutionnaire s'appuyant essentiellement sur les luttes syndicales et, par la suite, on le verra apporter son soutien à « La Guerre Sociale », le journal de Gustave Hervé, de tendance libertaire insurrectionnaliste. (6)

Il sera présent en première ligne dans les conflits sociaux qui éclatent à cette époque dans la plupart des localités ouvrières de la Vallée.

A Monthermé plus précisément jouissant de la confiance de ses camarades de travail, il anime entre autres, en 1903, une grève de solidarité exemplaire de neuf semaines avec les lamineurs de Laval-Dieu. De même, en 1910, il soutient les carriers de l'Enveloppe, qui revendiquent des salaires décents.

A la fin du 19^e siècle et au début du siècle suivant, le pays subit une série de crises économiques qui finissent par engendrer une dégradation générale de la condition ouvrière.

La lassitude qui commence à s'installer chez les militants, la confusion et les querelles intestines (7) ont provoqué un reflux des organisations ouvrières.

Luttant contre cette désaffection, Sauvage et ses camarades, grâce à leur ténacité, réussissent à franchir ce cap difficile.

En septembre 1905, la Métallurgie de Monthermé rompt avec la Fédération, dont elle désapprouve l'électorisme et elle va bientôt provoquer le rassemblement de plusieurs syndicats de la région pour créer une Union syndicale ardennaise.

Sauvage, porté à la tête de cette organisation qui adhère à la section



Sauvage Théophile (1877-1951) Syndicaliste, fondateur de la "Maison du Peuple" à Monthermé

des Bourses du Travail de la C.G.T., entreprend une campagne active en faveur du repos hebdomadaire et de la journée de travail de huit heures.

Ce premier regroupement autonome va précéder de peu un Congrès départemental plus large qui se tient à Mohon sur deux Jours, en avril 1907.

Après un long débat, la décision est prise de fonder l'union des syndicats des Ardennes, en accord avec les principes de la Charte d'Amiens, qui vient d'être adoptée l'année précédente. (8)

Là encore, Sauvage sera un des principaux acteurs de cette fusion syndicale.

Après diverses péripéties marquées notamment par la propagande de la colonie, libertaire d'Aiglemont, cette Union va devenir en 1911 la Fédération syndicale ouvrière des Ardennes, qui rassemble 38 syndicats regroupant près de 5.000 adhérents. Son siège est fixé à Monthermé et Sauvage en devient le secrétaire.

Estimant nécessaire, dans un souci d'efficacité, d'associer aux luttes syndicales le combat économique du mouvement

coopératif, il lance l'idée d'une action en commun des travailleurs et des consommateurs.

Le 26 février 1911, il prend la parole à l'occasion d'une assemblée générale extraordinaire de la société coopérative locale « La Ménagère » pour démontrer « l'urgente nécessité de faire l'union entre les coopératives et les syndicats ». (9)

A une imposante majorité, la décision est alors prise de faire édifier à cet effet, rue Etienne Dolet, à Monthermé, le bâtiment de la Bourse du Travail, la « Maison du Peuple », la première dans les Ardennes, dont il sera administrateur. (10)

A côté des permanences concernant les lois sociales, les accidents du travail, les bureaux de placement et le chômage, Sauvage, animé de visées émancipatrices ces plus profondes, installe une petite bibliothèque et fait, aménager une salle de cinéma dont les séances connaîtront bientôt un gros succès populaire.

En septembre 1911, se conjuguant à une stagnation relative des salaires, le coût des denrées de première nécessité subit

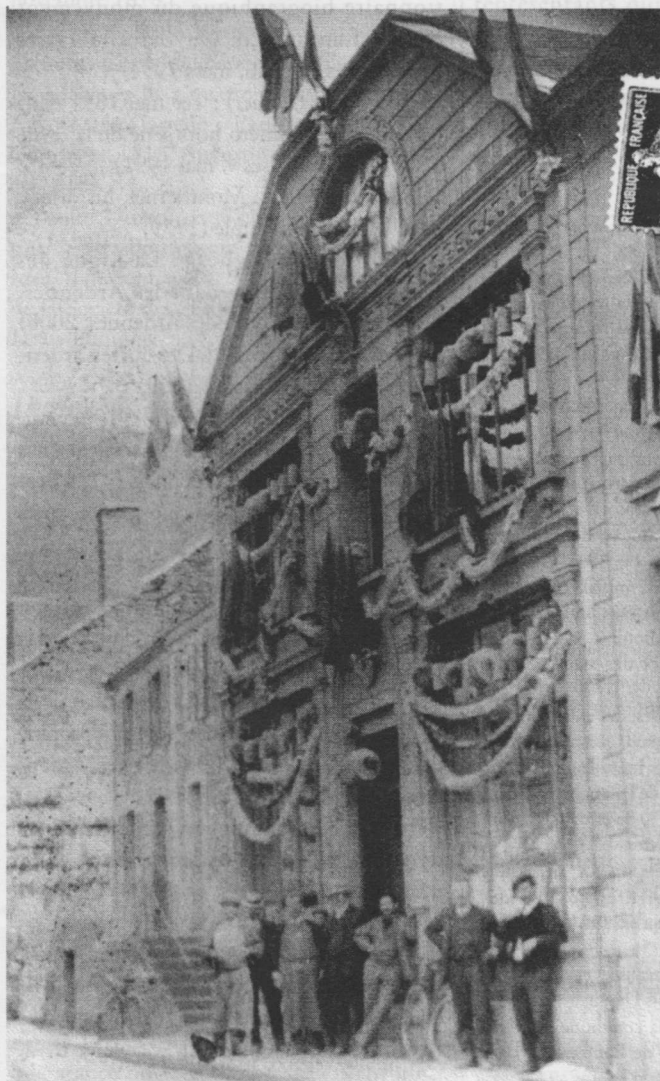
une hausse importante, qui sème l'inquiétude et la misère dans de nombreux foyers ouvriers. (11)

Des émeutes contre la vie chère éclatent dans plusieurs localités de la Vallée et sur le marché de Charleville. Confrontés à d'importantes manifestations de mécontentement, les pouvoirs publics s'inquiètent et font intervenir la gendarmerie et la troupe. Arrêté comme meneur à cette occasion, Sauvage est incarcéré à Charleville.

Le lendemain, de cette nouvelle, une foule énorme d'ouvriers et de ménagères, remontant la Vallée pour aller le délivrer, se heurte, dans le quartier de Bélair, à un fort barrage de dragons qui chargent sabre au clair, faisant de nombreux blessés.

A la suite de ces événements, Sauvage sera condamné à six semaines de prison.

Militant à la fois passionné et complexe, indésirable dans les usines de la région, Sauvage, qui est par ailleurs membre de la Ligue des Droits de l'Homme n'en poursuit pas moins la lutte sur tous les fronts, portant sa condamnation comme une décoration. (12)



Monthermé "Maison du Peuple"

Carte postale représentant "la Ménagère" pavoisée à l'occasion d'un congrès coopératif qui s'est tenu à Monthermé en 1912.

L'inscription gravée dans la pierre au fronton de l'édifice :

"Travailleurs, unissez-vous", est malheureusement peu lisible sur la carte.

Alors que les menaces de guerre se précisaient alimentées par une campagne de chauvinisme exacerbé, il tente de rallier l'opinion contre cette dangereuse vague de bellicisme qui, dans un premier temps, va déboucher sur le vote de la loi portant à trois ans la durée du service militaire.

En avril 1913, lors du conseil de révision à Monthermé il organise une journée de protestation. Le préfet des Ardennes est accueilli par des centaines de manifestants, drapeaux rouges déployés avec musique interprétant la marche des jeunes Gardes.

Cette offense impardonnable aux autorités lui vaut de connaître à nouveau la prison.

Août 1914 ! Avec le déclenchement du cataclysme qui va mettre le monde à feu et à sang, Théophile Sauvage vient de perdre son dernier combat.

De 1914 à 1918, au côté de son ami Vital Molitor, maire de Monthermé, on le retrouve dans un rôle difficile à tenir. Au sein de l'administration communale, il va s'efforcer, avec des moyens dérisoires, d'adoucir le sort d'une population civile sous-alimentée soumise à la dure loi de l'occupant.

Après la guerre et son congrès d'horreurs, qui ont mis à rude épreuve ses sentiments pacifistes, il cessera de militer.

Il prendra à Château-Regnault un petit commerce de boissons et il s'éteindra le 10 décembre 1951 à Levrézy.

Le 26 avril 1973, la Commission administrative de l'association des « amis de la Maison du Peuple » décidait de donner son nom à la salle syndicale du bâtiment de la rue Etienne Dolet.

Dans cette Bourse du Travail où il s'était tant investi, le syndicaliste Théophile Sauvage allait joindre son nom à ceux de deux grands militants qui avaient inspiré son action : Jean-Baptiste Clément et Jean Jaurès, dont les portraits (13) décoraient la grande salle de la maison du Peuple de Monthermé. (14)

Elie Gilquin

Mes remerciements à Miguel Sauvage, de Nouzonville, qui a bien voulu m'accorder un entretien où il a évoqué longuement le souvenir de son père.

(1) En 1890, le salaire moyen est de 4 à 6 francs par jour pour les forgerons de la Vallée de la Meuse, il est de 3 à 4 francs pour les ardoisiers de Fumay, Rimogne et Monthermé. Il ne va pas au-delà de 3 francs, 50 pour les tisseurs du Sedanais, avec un abattement important pour les femmes et pour les enfants.

A cette époque, la journée de travail est encore de 12 heures. Elle sera ramenée progressivement à une



durée légale de 10 heures (pas toujours respectée) au début du XX^e siècle.

(2) La loi Waldeck-Rousseau, du 21 mars 1884, autorise la création des syndicats professionnels.

(3) Appellation donnée aux syndicats à cette époque.

(4) En décembre 1888, la Fédération des Travailleurs socialistes des Ardennes s'est dotée d'un hebdomadaire : « L'Émancipation », qui deviendra par la suite « L'Émancipateur » puis « Le Socialiste Ardennais ».

(5) Albert Bancquart, le premier maire socialiste de Monthermé en 1900 et Vital Molitor, son successeur à la Mairie en 1908, étaient membres du cercle d'études sociales « La Lumière ».

(6) Avant que G. Hervé et son journal sombre dans le chauvinisme le plus délirant en août 1914.

(7) A l'intérieur de la Fédération, les syndicalistes révolutionnaires s'opposent aux réformistes. A l'extérieur, les anarchistes mènent la vie dure aux militants socialistes.

(8) La Charte adoptée par la C.G.T. à son congrès d'Amiens, en 1906, revendique la totale indépendance des syndicats et préconise, la rupture de tous les liens organiques avec les mouvements politiques quels qu'ils soient.

(9) Voir S. Gatier : « Monthermé, la Maison du Peuple », P. 3

(10) Cette association des syndicats et des coopératives locales se traduira par la participation financière de « La Ménagère » aux dépenses d'achat du terrain et de construction du bâtiment, dont elle sera propriétaire en titre.

La Commission administrative initiale comportait des représentants des coopératives locales : « La Ménagère » (deux), « La Ruche », « L'Aurore vinicole », « La Fermière » et des syndicats des Métaux et des Carriers.

Par la suite, à plusieurs reprises, des aides coopératives financières et en nature (pain) seront accordées aux familles des chômeurs et des travailleurs en grève.

(11) A cette époque, la part de l'alimentation dans les budgets ouvriers s'élevait à 70 % et même davantage dans les foyers les plus pauvres.

(12) Dès les premières années du XX^e siècle, une importante section de la L.D.H. existera à Monthermé, dont le président, jusqu'en 1922, sera Vital Molitor.

(13) Ces peintures murales, réalisées en 1930, sont l'œuvre de l'artiste local François Devaux.

(14) Depuis janvier 2000, la commune de Monthermé, nouveau propriétaire de l'immeuble, dans le respect de sa vocation sociale d'origine, y a entre-

pris d'importants travaux d'aménagement et de restauration.

Sources :

* Bigorgne (Didier) : Jean-Baptiste Clément, une page d'histoire ardennaise (éd. Terres Ardennaises, 1985)

* Bigorgne (Didier) : notice sur Théophile Sauvage - tirée du « Maitron », Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, Ed. Ouvrières (« Terres Ardennaises », n° 46, mars 1994)

* Bigorgne (Didier) : 1er mai 1891 dans les Ardennes (numéro hors série de la revue « Terres Ardennaises », mai 1991)

* Gatier (Serge) : Monthermé, historique de la Maison du Peuple (1979)

* Le Borgne (Agnès) : La Ligue des Droits de l'Homme dans les Ardennes, 1901-1998 (C.D.D.P. des Ardennes, 2000)

* Manceau (Henri) : Des luttes ardennaises (Éditions Sociales, 1969)

* Petit (Dominique) : 1881-1910, Syndicalistes révolutionnaires et libertaires dans le mouvement ouvrier ardennais (« Les Brochures de la Question Sociale », n° 1, mars 1993)

* Petit (Dominique) : Déshérités de Nouzon - Syndicalistes révolutionnaires... et autres anarchistes (« Les Brochures de la Question Sociale », n° 4, juin 1996)

* Petit (Dominique) : La naissance de la G.G.T. dans les Ardennes, une philosophie de l'action - 1907-1909 (« Terres Ardennaises », n° 51, juin 1995)

* Petit (Dominique) : Quand parlait la dynamite (« Terres Ardennaises », n° 9, décembre 1984)

* Petit (Dominique) : Les anarchistes dans la C.G.T. (« Terres n° 26, mars 1989)

* 1911 - Émeutes et manifestations contre la vie chère dans les Ardennes (« Les Brochures de la Question Sociale », n° 2, mars 1994)

Un homme de 1848 : PAULIN DURIEU

(1812-1885) ⁽¹⁾



Paulin Durieu est né le 12 février 1812 à Mauriac dans une famille de la bourgeoisie locale. Son père, François Robert Offroy-Durieu, exerce la profession d'avoué et occupe des fonctions municipales. C'est un proche du maire Grasset.

Il procède d'ailleurs, le 7 septembre 1813, au mariage civil de celui-ci avec Jeanne-Marie d'Orset, et il sera le témoin, dix ans plus tard, de leur tardive union religieuse. On trouve encore François Durieu, premier adjoint au maire, lors de la pose de la première pierre de l'hôtel de ville, le 20 novembre 1818.

Admirateur de Rousseau, il ajoute aux prénoms usuels de deux de ses fils, celui de Jean-Jacques (il a quatre enfants de Marie-Antoinette Capelle : Paulin né en 1812, Gabriel en 1813, Augustin en 1816 et Jenni en 1818).

Paulin Durieu, étudiant en droit à Paris puis à Strasbourg, suit la carrière du barreau. Il devient avocat à Mauriac et membre de la Société des "Droits de l'homme" sous Louis-Philippe.

Durieu : le Représentant du peuple (1848-1851)

Républicain de la veille, nommé, après le 24 février 1848, par le gouvernement provisoire sous-commissaire de la République à Mauriac, il est élu, le 23 avril 1848, représentant du Cantal à l'Assemblée constituante, le 7^e et dernier, avec 18 740 voix sur 44 104 votants et 61 630 inscrits. Il siège à gauche et vote pour l'abrogation des lois d'exil, pour l'abolition de la peine de mort, pour l'impôt progressif, pour l'amendement Grévy, pour le droit au travail, pour la suppression de l'impôt sur le sel, pour l'amnistie générale, contre la loi sur les attroupements, contre le décret sur les clubs, contre les poursuites contre Louis Blanc et Caussidière, contre la proposition Rateau, contre l'interdiction des clubs, contre l'expédition de Rome. Il n'était pas à la séance où le général Cavaignac obtint

un ordre du jour favorable pour sa conduite pendant les journées de juin, et il cesse de suivre les travaux de la Constituante à partir du 20 avril 1848.

Le 13 mai 1849, il fut réélu par le Cantal à l'Assemblée législative, le 5^e et dernier, par 15 465 voix sur 34 568 votants et 62 957 inscrits.

Son état de santé le tient éloigné le plus souvent des séances de l'Assemblée, et l'empêche de prendre part à ses votes les plus importants.

Le coup d'État du 2 décembre 1851 raye de la scène politique tous ceux qui croient en la République. Paulin Durieu fait partie néanmoins du noyau qui résiste au futur Empereur. Il signe avec Crévy et Berryer, le décret de déchéance de Louis-Napoléon. Il figure dans le groupe d'une soixantaine de représentants qui se sont introduits au Palais-Bourbon et qu'une troupe de gendarmes mobiles veut expulser.

Victor Hugo rapporte dans "Histoire d'un crime", l'attitude de Durieu : "... Les soldats semblaient indécis. Mais tout à coup une seconde colonne déboucha par la porte de droite, et, sur un geste du commandant, le capitaine cria : En avant ! F... les tous dehors !"

Alors commença on ne sait quelle lutte corps à corps entre les gendarmes et les législateurs. Les soldats, le fusil au poing, entrèrent dans les bancs du Sénat. Repellin, Chanay, Rantion furent violemment arrachés de leurs sièges. Deux gendarmes se ruèrent sur Marc Dufraisse, deux sur Gambon. Ils se débattirent longtemps au premier banc de droite, à la place même où avaient coutume de siéger MM. Odilon Barrot et Abbaticci. Paulin Durieu résista à la violence par la force ; il fallut trois hommes pour le détacher de son banc. Monet fut renversé sur la banquette des commissaires. Ils saisirent d'Adelsward à la gorge et le jetèrent hors de la salle. Richardet, infirme, fut culbuté et brutalisé. Quelques-uns furent touchés par la pointe des baïonnettes ; presque tous eurent leurs vêtements déchirés.

Le commandant criait aux soldats : "Faites le râteau !".

Ce fut ainsi que soixante représentants du peuple furent pris au collet par le coup d'État et chassés de leurs sièges. La voie de fait compléta la trahison. L'acte matériel

fut digne de l'acte moral.

Les trois derniers qui sortirent furent Fayolle, Teilhard-Latérissse et Paulin Durieu..." ⁽²⁾

Durieu et l'autre Cantalien Teilhard-Latérissse, sont arrêtés sur la place de Bourgogne et incarcérés à Vincennes.

Il rentre au barreau de Mauriac après sa libération (un communiqué dans la presse signale sa libération le 14 janvier 1852) et reste fidèle, pendant toute la durée du Second Empire, à la cause démocratique.

L'effacement de l'homme politique

De retour sur le sol natal, Durieu rejette le poste de juge suppléant en refusant de prêter serment et préfère reprendre sa place au barreau.

Ses confrères le choisissent à plusieurs reprises pour leur bâtonnier. Légiste instruit, il partage son temps entre la pratique des affaires et l'éducation de ses enfants.

Marié en 1840 à Louise Beauregard, Durieu est père de trois filles. Il fait seul leur instruction durant son éclipse politique et s'occupe de son domaine agricole au village du Vigean-Soubro (proche de Mauriac), qu'il tenait de son père qui l'avait acheté à la famille Pomerie de Boissières.

Le retour de Durieu

Les élections du 8 février 1871 lui rouvrirent les portes de la vie publique ; il est élu représentant du Cantal à l'Assemblée nationale, le 5^e et dernier, par 13 094 voix sur 35 107 votants et 59 650 inscrits. Il siège à l'extrême gauche, soutenant de son vote toutes les revendications du parti républicain, et vote pour l'amendement Marcel Barthe, pour le retour du Parlement à Paris, pour l'amendement La Fayette, pour la proposition Casimir Périer, pour la dissolution, pour la proposition du centre gauche, pour l'amendement Wallon, pour l'amendement Pascal Duprat, pour les lois constitutionnelles, contre la paix, contre l'abrogation des lois d'exil, contre le pouvoir constituant de l'Assemblée, contre le 24 mai, contre la démission de M. Thiers, contre la circulaire Pascal, contre l'arrêté sur les enterrements civils, contre la prorogation des pouvoirs du Maréchal, contre l'état de siège, contre la loi sur les maires, contre le ministère de Broglie. Il s'abstint sur les prières publiques.

C'est aux élections 1876 et 1877 que Durieu livre ses plus dures batailles. Il siège alors au sein de l'Union républicaine, dirigée par Gambetta, qui, laissant l'extrême gauche aux radicaux, présente un programme modéré.

Bien que qualifié de radical par le préfet,

la profession de foi de Durieu se veut rassurante : "Résolument, carrément obstinément conservateur", dans le sens qu'entendent Gambetta et ses amis : "les vrais conservateurs garants de la paix et de la prospérité".

Après un échec aux sénatoriales de janvier 1876, Durieu remporte de justesse l'élection législative du mois de mars suivant, faite au scrutin d'arrondissement. Au second tour, Durieu obtient 5 495 suffrages contre 5 196 à Excourbanies (conseiller général de Pleaux). Les deux hommes se retrouvent face à face quelques mois plus tard, après que Mac-Mahon eut dissout la Chambre, le 16 mai 1877. L'enjeu de l'élection est clairement la nature du régime : République ou monarchie. Excourbanies, se professant bonapartiste, trouve là une certaine assise populaire et, surtout, bénéficie du soutien de toute l'administration départementale.

Durieu gagne au premier tour de scrutin mais pour des bulletins nuls, la commission départementale chargée du recensement des votes annule l'élection. Bien qu'un nouveau vote ait lieu, tout à l'avantage d'Excourbanies, les partenaires de Durieu ne s'étant pas déplacés, la commission parlementaire chargée d'examiner la régularité des élections, puis la Chambre, valident le succès de Paulin Durieu.

Il reprirent sa place à gauche, préside en juillet la commission chargée d'examiner la demande de crédits, dont l'adoption peut-être considérée comme le point de départ de l'expédition du Tonkin, et vote pour les ministères républicains au pouvoir.

Son mandat lui est renouvelé le 21 août 1881 par 7 251 voix sur 8 134 votants et 15 171 inscrits. Il meurt à la fin de la législature.

Républicain, certes, mais en retrait par rapport aux éléments les plus à gauche. Néanmoins, son passé politique, le fait considérer par certains comme un républicain avancé, mais en fait il est modéré.

Lorsque la République se battait contre la monarchie, il restait un républicain avancé, puis lorsque cette République s'affermir, il demeure républicain et laisse le qualificatif d'avancé, même s'il siège à gauche. Les idées nouvelles de "l'extrême gauche" ne l'attirent pas : il restera profondément un homme de 1848 dont la République aura été l'ultime but.

B. VANDEPLAS

(1) L'ensemble de cet article a été constitué d'après : "la biographie complète des 533 députés" par un sénateur, Paris, librairie républicaine. A. D. du Cantal, J 10 (nécrologie, le 24 juin 1885) ; et J 14 (nécrologie le 20 juin 1885) ; A. D. du Cantal, 7 Q 1979 (déclaration des mutations par décès) ; Article dans le journal de "La Montagne" du 13 janvier 1985.

(2) Victor Hugo, "Histoire d'un crime", Paris, ed. Bouquin.

Mémoire d'ajiste *Ce que les Auberges nous ont apporté*

Les auberges n'ont-elles pas, en partie, façonné nos personnalités actuelles ? Nous tenions à la simplicité du vêtement, pantalons de velours, chemises de couleur à carreaux, chaussures-sport. Surtout pas de costumes trois pièces, de cravates, de souliers vernis. Pour les filles peu de maquillage, de frisettes et de coquetteries. Nous aimions l'originalité, le non-conformisme, les barbes, les moustaches et pas les cheveux gominés ! Qu'en est-il aujourd'hui ?

Très individualistes, les ajistes n'apprécient pas l'Autorité, les Chefs, les Patrons, les Ordres, les Directeurs, l'Armée, les Officiers, les Gendarmes, le Clergé ! Ils supportent tout juste les responsables. On sent poindre le caractère anarcho-syndicaliste très présent dans la région nantaise : ni Dieu, ni Maître !

Groupes de jeunes, menés par des jeunes, donc un peu excessifs, on chante et récite les poètes contestataires : Brassens, Gaston Couté, Léo Ferré, Aristide Bruant, Prévert et Kosma. On est solidaire des travailleurs, des exploités. Pacifistes, Internationalistes, on est de gauche et d'extrême gauche, mais tiraillée entre les différentes composantes qui s'affrontent lors des congrès.

Les AJ qui n'étaient pas suivies d'un mouvement d'adultes, ont été une pépinière de militants, vaccinés par leurs quelques années d'ajisme. Beaucoup sont passés : aux Amis de la Nature où ils ont retrouvé les même copains, dans les syndicats (FO), les partis politiques de gauche, les amicales laïques, aux parents d'élèves (FCPE) à l'espéranto, l'écologie, le pacifisme, le S.C.I., les activités culturelles : MJC, pères-Aubs aussi. Comme dit Jean-Jacques Brest : "mes meilleurs copains sont des "4 A" : ajistes, anars, anti-nucléaires, AN. Mes "3A" à moi furent : les AJ, l'Association du Service Civil International, enfin les AN.

Authentiques jeunes prolos, fils d'ouvriers et de paysans, élevés dans les quartiers populaires des villes industrielles, que serions-nous devenus sans les AJ ? Militants ouvriers, politiques ou syndicalistes, mais plus limités dans notre vision des choses et nos objectifs.

Aux veillées ajistes, nous avons aussi appris à lancer les chants sur un ton correct, à bien chanter en groupe. Sans connaître la musique, mais chantant juste, des copains ont, toute leur vie, mené des chorales à deux voix. Certains se sont lancés dans les chorales à quatre voix, les danses folkloriques, et même la musique classique.

Ainsi, sortis des AJ meneurs de chants, nous le sommes restés toute notre existence, à vie. Partout où nous sommes passés, nous n'avons

jamais cessé de lancer ces chants que nous aimons tant. Dans les chantiers S.C.I., dans les séjours U.C.P.A., dans les chalets et campings AN, dans les AJ Rhône-Alpines avec l'ANAAJ dans les rassemblements, rencontres, veillées, dans les voyages, les cars, les randonnées et bien sûr, les repas.

Ces chants qui expriment tous les sentiments : les filles et l'amour, la route et l'amitié, les rencontres, et les séparations, le soleil et la pluie, le travail et la fatigue, la joie et la tristesse, la mer et les bateaux, la montagne et les bergers, les voyages et les retours : n'aident-ils pas à créer une ambiance, à souder les participants d'un groupe dont toutes les voix se fondent en une seule.

Alors ces chants qui ont tenu beaucoup de place dans nos vies, ne les laissons pas mourir, ne soyons pas ingrats, chantons-les encore, toujours !

Grâce à la mixité pratiquée aux Auberges, nous avons eu, nous garçons et filles, la grande chance et le grand plaisir de passer ensemble nos loisirs. Ainsi nous avons appris à vivre, jouer, discuter en copains ; à surmonter côte à côte : fatigues, épreuves, difficultés à nous soucier des idées et préférences de l'autre !

En général, les copains ont épousé des copines ajistes, ayant le même mode de vie et des distractions communes où ils ont ensemble passé leurs loisirs : vie dans la nature, randonnées, camping-caravaning, montagne, ski, mer, natation, cyclisme, chorales, conférences, voyages etc... ce qui, dans un couple, est un grand facteur de cohésion.

Nous avons même transmis ces loisirs à nos enfants, qui à leur tour : skient, marchent, campent, voyagent. Souvent, ils ne sont ni ajistes, ni A.N., mais autre chose !

En conclusion, jeunes à la sortie de la guerre, nous avons eu la chance d'être happés dans le grand enthousiasme de la Libération, puis d'être entraînés dans les Mouvements de Jeunesse, qui nous ont beaucoup marqué. Que serions-nous si nous avions vingt ans aujourd'hui ?

G. DOUART

LE MOULIN

Histoire d'un patrimoine

Cadeau idéal pour la fin de l'année ou pour toute autre occasion, ce coffret très joliment décoré contient quatre fascicules de format 265 X 195 mm, de 48 pages chacun, qui traitent de l'histoire des quatre principales sortes de moulins mus par des énergies renouvelables et non polluantes, l'eau et le vent.

Ces formes d'énergie dérivées de l'énergie solaire une fois captées ingénieusement par l'homme ont mis fin à des siècles de peine et d'esclavage, tant pour les hommes que pour certains animaux. Il n'est pas exagéré de prétendre que le moulin à eau ou à vent est une des inventions capitales de l'histoire humaine.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, précisons quelques généralités. Le moulin a été utilisé principalement pour moudre le grain. Cependant on l'a utilisé à bien des fins, soit pour scier la pierre ou le bois, fouler diverses fibres, extraire l'huile de certaines graines, animer des marteaux de forges, pomper l'eau, ou pour concasser, polir, broyer des minéraux. On peut dire globalement encore la cinématique des moulins à moudre le grain est la même à partir du premier jeu d'engrenages, qu'ils soient mus par l'eau ou par le vent.

Le Tome 1 concerne le moulin à eau. La roue quand elle est montée sur un axe horizontal peut-être alimentée en eau par le dessus ou par le dessous. Elle peut aussi tourner sur un axe vertical, c'est alors une turbine. Le moulin à eau est généralement situé au bord d'une rivière ou d'une dérivation de tout cours d'eau. Mais il peut aussi être installé entre les piles d'un pont, on le dit alors moulin-pendant car sa roue est réglée en hauteur en fonction du niveau de l'eau. Le moulin à eau peut également être installé sur un bateau amarré. Il s'agit du moulin à nef dont il est question dans le tome 2. L'origine du moulin à eau remonte à deux ou trois siècles avant notre ère. Il va sans dire que s'il a beaucoup évolué au cours des âges, le principe de base resta le même des origines

jusqu'au début de notre siècle. Bien après l'arrivée des cylindres en fonte qui écrasent aujourd'hui la quasi totalité des grains que nous consommons sous forme de farine, on trouve encore de nombreux moulins à meules de pierre utilisés malheureusement marginalement.

Le Tome 2 évoque le moulin à nef. Celui-ci peut-être à simple harnois, c'est à dire qu'il est constitué d'une coque de bateau sur chaque côté de laquelle on installe une roue à aubes, ou à double harnois et là, c'est une seule roue qui est montée entre deux coques reliées entre elles. La deuxième formule est de loin la plus intéressante. D'une part, l'eau est canalisée entre les deux coques et le rendement de la roue est meilleur. D'autre part, cette roue étant montée entre deux paliers, on peut augmenter sa lar-

principe est simple: A marée haute, l'eau de mer envahit l'estran. Concrètement, la mer remplit l'étang de mer en passant par une porte automatique le plus souvent. Dès que la mer redescend, le meunier dispose d'une réserve d'eau qu'il relâche selon ses besoins sur la roue à aubes.

Le Tome 4 décrit le moulin à vent. Si l'organisation intérieure est, on l'a vu au début, sensiblement identique à celle du moulin à eau, c'est par son architecture et surtout par son mode de captage de l'énergie que le moulin à vent se singularise. En gros, il se décline en trois types principaux. Le moulin-tour, en brique, en pierre ou en bois. Grâce à un chemin de roulement situé au sommet de la tour, c'est toute la toiture supportant le mécanisme des ailes qui peut être orientée face au vent. Le moulin-pivot. Tout en

de voiles, ou semi- automatiques à planches comme dans le centre et l'ouest de la France, voire automatiques à jalousies comme c'est le cas général en Grande Bretagne, et occasionnel aux Pays-Bas. Dans ces pays, l'orientation face au vent est souvent elle aussi automatique, ce qui confortabilise énormément le travail du meunier. Ce travail et tout ce qui va autour car le moulin à vent est un symbole social, est largement évoqué par Claude Rivals, qui est avant tout un ethnologue.

Un lui doit d'ailleurs l'ouvrage de référence en molinologie française: «Le moulin à vent et le meunier dans la société française traditionnelle». SERG. 1976.

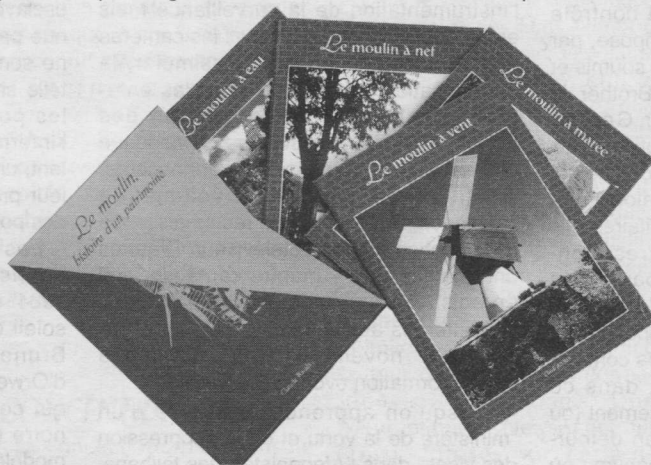
A la fin de chaque tome, un glossaire général suivi d'une partie spécifique au moulin étudié permet au lecteur de s'y retrouver dans les termes techniques.

Cet ensemble très didactique ne nous renseigne que dans son court épilogue, sur l'état actuel des moulins en France. Ajoutons donc qu'il existe dans notre pays un fort courant d'Amis des Moulins qui dans nos régions restaurent patiemment des ruines faisant partie intégrante du patrimoine industriel. Regrettons que ce mouvement soit à la traîne d'au moins soixante ans par rapport à celui de nos voisins Néerlandais qui font eux réellement revivre leurs moulins.

Pendant plusieurs siècles et jusqu'à l'utilisation de la vapeur puis des moteurs thermiques et électriques, l'eau et le vent ont été les seules sources d'énergie capables de soulager la peine des hommes. Si l'eau a été bien utilisée pour la production d'électricité dans la première moitié de notre siècle, le vent a été complètement délaissé, si bien que la France qui possédait un des plus beaux parcs de moulins à vent au monde, est un des derniers à équiper en éoliennes modernes. Mieux vaut tard que jamais...

J.-F. AMARY.

Claude RIVALS. Edition spéciale. Revue de la Fédération Française des Amis des Moulins. 200F Franco. à l'A.M.A. BP 725. 49007 ANGERS Cedex 01.



geur, donc la longueur des aubes, sans problème. Enfin et surtout, il est possible d'installer une vanne en amont de la roue, permettant au meunier de freiner son moulin quand il le désire. Les archives nous montrent que ces moulins ont existé à peu près sur tous les fleuves et rivières de notre pays, et ce jusqu'au début de ce siècle. L'auteur a pu visiter les quatre derniers moulins à nef travaillant encore en 1988 en Yougoslavie.

Le Tome 3 traite du moulin à marée. Autre forme de moulin à eau, c'est l'ancêtre de la célèbre usine marémotrice de la Rance. On en trouve sur toute la côte atlantique, de St Jean de Luz à Dunkerque. C'est en Bretagne qu'ils sont les plus nombreux. Le

bois, c'est une cage parfois énorme qui s'oriente face au vent, en pivotant sur un axe vertical. Inutile de préciser que ce montage est une merveille d'équilibre. En effet, une seule personne peut sans grande fatigue, faire pivoter cette masse de plusieurs dizaines de tonnes sur 360°. Enfin, le moulin - 2 - à pivot creux est constitué d'une petite cage en bois s'orientant sur un pivot maçonné en Anjou, tout en bois aux Pays-Bas. Ce montage permet d'alléger la partie mobile du moulin puisque les machines restent dans la partie fixe. Meules en Anjou, roue à aubes ou vis d'Archimède pour pomper l'eau aux Pays-Bas. Les ailes des moulins à vent peuvent être garnies

François Brune

SOUS LE SOLEIL DE BIG BROTHER

Précis sur « 1984 »
à l'usage des années 2000

Une relecture d'Orwell

SOUS LE SOLEIL DE BIG BROTHER

Précis sur « 1984 » à l'usage des
années 2000

par François Brune *

En 1948, 1984 décrivait un état gouverné par un dictateur paranoïaque qui aurait institué un système de contrôle constant des comportements, imposé, par sa seule volonté, à des individus soumis et paupérisés. La présence de Big Brother, le dictateur virtuel imaginé par George Orwell, était présent dans le quotidien des citoyens au moyen d'un œil cathodique qui ne s'éteignait jamais. C'était, alors, une extrapolation des systèmes totalitaires mis en place entre les deux guerres mondiales. Fiction développée à partir d'un passé réprouvé ou anticipation ? La télévision, qui tient lieu de média prépondérant pour le plus grand nombre de nos contemporains, trouve, aujourd'hui, dans ce modèle, l'occasion d'un divertissement (ou une "accroche" d'audience ?) en détournant la fiction dans un genre éponyme où des volontaires s'offrent, en permanence, au regard des téléspectateurs. Un tel programme suggère l'adhésion à une contrainte perverse dans une nouvelle expression du syndrome de Stockholm. Ce n'est toutefois qu'une représentation visible de notre quotidien, épié sans que nous le sachions : « dès qu'on scrute les manifestations souvent anodines de l'actualité, [...] dès qu'on examine les divers processus de normalisation qui nous environnent (de l'étiquetage du citoyen-consommateur au terrorisme du médiatiquement correct) dès qu'on découvre les jeux des pouvoirs qui se jouent de nos vies, on ne doute plus : Orwell est parmi nous, les systèmes de répression ou de rééducation qu'il a imaginés ont bien là, en nous et hors de nous » écrit François Brune. Hors du jeu sadomasochiste, certains régimes dits « démocra-

tiques » peaufinent discrètement des moyens de surveillance des communications dont le système Échelon d'« interception des communications », mis en place par les États-Unis, la Grande-Bretagne et divers pays de l'ex Commonwealth et l'hospitalité, pour les installations d'écoute, de l'Allemagne, du Japon et de la Suisse, donne la dimension mondialisée**.

Sans les images ou les ondes mais, plus efficacement, dans les "puces" de nos diverses cartes d'identification, de tels dispositifs de contrôle sont aujourd'hui omniprésents dans notre quotidien, dans les lieux publics, dans les entreprises, sans souci de frontières. En d'autres cas, la surveillance s'exerce au mépris du respect des libertés individuelles. On apprenait, le 5 octobre dernier, à l'écoute des informations matinales de France-Inter : d'une part, que la surveillance des communications privées se généralise en Pologne et, d'autre part, que le gouvernement « travailliste » de Grande-Bretagne autorise le contrôle de l'usage par les employés, dans les entreprises, des moyens de communication, téléphone ou Internet.

Orwell a inventé le pouvoir virtuel qui s'épanouit aujourd'hui comme la manifestation d'une autorité qu'on ne voit jamais mais qui décide et vérifie l'exécution de ses ordres. L'imaginaire de l'auteur de 1984 confiait à l'« œil » de la télévision l'instrumentation de la surveillance mais en ignorait la pratique à venir : les caméras miniaturisées qu'on peut dissimuler, la mémorisation des données par les enregistrements et l'interconnexion des fichiers. Certains organismes de sondage ont élaboré, au bénéfice des annonceurs, soucieux de vérifier le volume de l'audience, un système de reconnaissance de présence devant le téléviseur. D'autres ont imaginé une « montre capteuse [qui] enregistre à tout moment les habitudes d'écoute des auditeurs... » « Télérama » (n° 2654, 22 novembre 2000) qui donne cette information évoque Big Brother.

Lorsqu'on apprend l'existence d'un « ministère de la vertu et de la suppression des vices » dans l'Afghanistan des talibans, l'analogie avec ce qu'Orwell appelait, par antiphrase, le « ministère de l'amour », vient à l'esprit : « Cette organisation ritualisée de la haine est à première vue l'un des aspects les plus éloignés de nos sociétés "cool", libérales, démocratiques [...] Il semble bien au contraire que des logiques de haine soient directement développées ou engendrées par ce monde en mutation » dans lequel nous entrons... ». écrit François Brune à propos de 1984 (note 1, p. 33).

Aujourd'hui, le néolibéralisme s'impose de manière diffuse et moins autoritaire, dans un consensus que désigne la notion de « pensée unique », expression générique d'une soi-disant "liberté" qui désigne celle des consommateurs invités à se soumettre aux incitations des marchands***. Avec beaucoup plus d'habileté, la télévision, devenu "média" primordial, utilise les

moyens de la séduction pour inciter à l'achat. Les sondages vérifient l'état de l'opinion informée par ces stratégies. Refuser la soumission est, dès lors, une faute punie par le rejet dans la marginalisation qui prive les déviants des paradis artificiels proposés par la consommation intense et immédiate. Le Big Brother de 1984 avait mis en place, dans la fiction, un « Ministère de la vérité » chargé de livrer la vérité officielle. On a déjà donné, dans ces pages, quelques exemples, dont on observe la généralisation, des limitations de l'accès à la réalité de l'événement pour les journalistes, réduits à ingérer l'information délivrée par les services de presse. Jamie Shea, porte-parole de l'OTAN, pendant les opérations du Kosovo, en 1999, a ainsi acquis une douteuse notoriété.

Le Monde diplomatique a confronté, dans son numéro d'octobre dernier l'analyse de deux livres qui ont prophétisé notre actualité : Le meilleur des mondes d'Aldous Huxley et 1984 ****.

La fin du communisme de gouvernement laissait espérer que les contraintes totalitaires brutales seraient abolies. Certes, mais à la place, une forme plus subtile de subversion s'est installée. Elle pourrait conduire au modèle décrit par Huxley : une société pyramidale telle que la concevait Platon dans La République. Au sommet, les décideurs, au-dessous, les gardiens de l'ordre, en bas, les esclaves réduits à une soumission entretenue par une pharmacopée finalisée. Nous ne sommes peut-être plus éloignés d'une telle situation dans une mondialisation où les pouvoirs financiers imposent, par l'intermédiaire des médias qu'ils contrôlent, un modèle de société qui normalise à leur profit les projets, les droits et les lois des politiques nationales.

Les éditions L'Harmattan ont eu la bonne idée de publier "Un Précis sur 1984" à l'usage des années 2000 : Sous le soleil de Big Brother. L'auteur, François Brune, y livre une analyse du roman d'Orwell agrémenté de nombreuses notes qui constituent autant de références à notre présent. Il nous aide à deviner le modèle possible d'un futur proche dont on se méfie pas assez

Jean-Jacques LEDOS

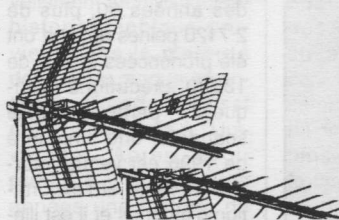
* Éditions L'Harmattan.

** Rapport Paecht, Commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale (séance du 11 octobre 2000).

*** Un harcèlement dans les divers supports de publicité, comme jadis, la diffusion des messages idéologiques dans les rues des pays socialistes. Frédéric Beigbeder évoque, à ce sujet, dans "99F." le modèle totalitaire nazi.

**** "Petits parallèles entre deux utopies complémentaires :

Rebelle à Big Brother (par François Brune), "Pitié pour la condition humaine" (par Ignacio Ramonet).



CHRONIQUE DE LA DÉSINFORMATION

Jean-Jacques Ledos

Retour sur anticipation : L'AN 2000 VU EN 1930.

« La prospective est un art difficile, surtout lorsqu'il s'agit de prévoir l'avenir... » disait un humoriste. On ne se lasse pas de lire les anciennes prévisions lorsque l'horizon désigné est dépassé.

Un chroniqueur décrivait en 1930 la place que l'audiovisuel devrait occuper en l'an 2000 dans la vie quotidienne :

« Dès 1948, la radio et la télévision atteignaient un tel degré de perfection que chacun, le soir en manœuvrant ses condensateurs, pouvait à son gré, sans quitter ses pantoufles, assister aux courses, voir un film, assister aux représentations de n'importe quel théâtre. Mais ce n'était pas assez. La Compagnie des Messageries Transéthériennes eut l'idée d'utiliser ses trains d'ondes pour le transport, non plus seulement des sons et des images, mais des impressions gustatives, tactiles, olfactives, etc. [...] »

...La télémechanique permit à l'ouvrier de faire fonctionner sa machine à distance. Les travailleurs n'avaient plus qu'à se tourner les pouces, ou plus exactement qu'à tourner, de leur lit ou de leur fauteuil, les manettes de leur appareil.

[...]

Toutefois « nourri, chauffé, blanchi à l'onde - c'était encore une nouvelle application de la radio - bercé par la musique, distrait par les spectacles et par les voyages immobiles, un Français de l'an 2000 n'a donc plus aucune raison de se déplacer [...] Toute la vie se déroule en chambre [...] Le menu commandé par téléphone, les plats et vins arrivaient par des canalisations ad hoc - on appelait cela le "tout-à-l'estomac" - sur la table du

consommateur, qui n'avait plus qu'à payer, à la fin de chaque trimestre, l'addition marquée sur son compteur [...] Seulement la rançon du bonheur, l'inconvénient de la vie sédentaire, les uns et les autres sont gras à lard. »

D'après Georges-André Masson : *Voyage en l'an 2000* in *La Parole libre-TSF* 9 février 1930.

AVEUX.

La publicité envahit notre environnement. On devinait depuis un certain temps que sa contribution au fonctionnement des médias - journaux, périodiques, radio, télévision, cinéma - n'était pas un mécénat désintéressé.

Le livre d'un "acteur" repent, Frédéric Beigbeder, "99 F." a révélé quelques stratégies.

Au hasard d'une chronique dans "Le Monde" (*), on a appris que la rédaction doit tenir compte de la stratégie de ces "parrains". Sous le titre "Gourmandises" le "médiateur" du quotidien, Robert Solé, résigné, s'interrogeait en forme d'aveu : « Si la direction de la rédaction devait se prononcer sur chaque image, elle entrerait en conflit avec les annonceurs et finirait par sortir de son rôle... »

Ah bon ! La liberté d'expression des journaux est donc limitée par cette "bienfaisante publicité" que célébrait jadis Hubert Beuve-Méry, le fondateur du "Monde". A vrai dire, on s'en doutait.

(*) 17/18 décembre 2000.

CONCENTRATION

La concentration se poursuit dans l'audiovisuel. Trois groupes se partagent l'essentiel du gâteau : Bouygues, Vivendi (ex-Générale des eaux) et Lagardère.

Sans doute y a-t-il dans cet appétit une compétition et l'exploitation de gisements de profits.

On ne peut s'empêcher de penser que les patrons de ces entreprises n'aient le souci de contrôler le contenu des programmes et surtout de l'information sur les supports dont ils sont propriétaires.

On nous dit que la concurrence favorise la liberté d'expression. Oui, sans doute, mais dans les limites d'une soumission au modèle libéral dans lequel évoluent ces sociétés.

INSTANT DE VÉRITÉ.

En dépit de tous les efforts déployés pour façonner l'information par le non-dit, le montage ou les questions préparées, la télévision ne peut pas toujours empêcher que passent des moments de vérité.

Le 26 janvier dernier, au lendemain de la manifestation rassemblée en France dans une unité syndicale telle qu'on n'en avait pas connue depuis longtemps, l'organisateur involontaire de ce succès, le patron des patrons est venu tenter de renouer le dialogue sans perdre la face.

C'est pourtant l'image qui l'a trahi. Ses propos ont été délivrés, les yeux baissés, sans un regard à la caméra pas davantage qu'au journaliste qui l'interrogeait. La superbe avait disparu.

C'est peu mais ce fut un vrai moment de télévision.

ÉCRIRE

L'INFORMATION

La manipulation de l'information n'est pas récente.

Dans le système radiophonique commercial des États-Unis où l'objectif est de capter le volume d'audience, la radio, elle, a connu dans les années 20 une pratique audacieuse.

Des producteurs, satisfaits du succès de certaines reconstitutions d'événements historiques imaginèrent de réécrire l'actualité au prétexte qu'elle est souvent plus dramatique que l'Histoire.

Une équipe d'acteurs, habiles à imiter les voix, fut rassemblée autour d'un projet d'"informations mises en scènes". Une série intitulée : NewsActing fut ainsi diffusée sur certains réseaux en 1926-1927.

Par la suite, l'idée fut insérée dans un "show" : The March of time dont les concepteurs « reconstituer aussi précisément que le permet le médium radio quelques événements de la semaine. »

L'objectivité en prenait un sacré coup. Elle reste une ambition...théorique.

RÉVISIONNISME

On a beaucoup parlé de la torture pratiquée en Algérie au cours des derniers mois.

On a peu rappelé qu'il s'agissait, pour les Algériens de recouvrer une indépendance perdue lors de la conquête de l'Algérie par les troupes de

Charles X en 1830.

L'histoire enseignée aux jeunes français l'a présentée comme un opération glorieuse pour les troupes françaises. L'histoire réelle, celle d'un acte de piraterie, fondée sur l'exploitation des archives, est peu connue.

Il faut lire, en particulier, "La vérité sur l'expédition d'Algérie" d'Amar Amdani (Balland, 1985), un livre très documenté, enrichi d'une abondante bibliographie, de François Maspéro : "L'honneur de Saint Arnaud" (Plon, 1993) ou encore "Les chevaux du soleil" de Jules Roy.

INTERNET SAMIZDAT

Les médias ont certes rendu compte des forums de Davos et de Porto Alegre. De manière partielle et en évitant de dire ou de montrer ce qui peut offenser leurs propriétaires.

Le site Courriel d'information ATTAC (N°S 200 et suivants) a tenu lieu de journal quotidien diffusé à l'échelle mondiale. La description du "bunker" assiégé de Davos, l'arrestation par la police brésilienne puis le triomphe de José Bové ont été traités en continu.

Le contre-pouvoir à la mondialisation se met progressivement en place. Mondialement !

ÉLOGE DU SILENCE

Leçon de Pierre Dumayet aux bavards de l'audiovisuel d'aujourd'hui :

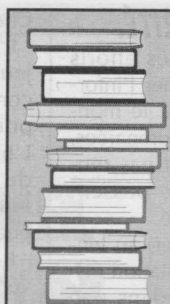
« Généralement, le silence, en audiovisuel n'est pas bien vu. Il est synonyme de panne, de grève, de désordre. Dans le jeu de l'interview, le silence n'est pas souvent invité. J'aimerais bien m'en servir pourtant, car il a des vertus. Quand la personne invitée se tait, c'est qu'elle estime avoir répondu.. Elle attend que le questionneur reprenne la parole. Et si le questionneur ne reprend pas la parole ? Eh bien, au bout d'un certain temps, la personne interviewée se sent (à tort) responsable du silence. C'est alors qu'il lui arrive de dire ce qu'elle avait émis spontanément - et qui souvent est le plus intéressant, plus personnel que ce qui venait d'être dit. De la part de l'interviewer, ce silence n'est pas "à bec et ongles". C'est un silence attentif qui signifie : je ne voudrais pas vous empêcher de nous apprendre ce que vous allez dire si je me tais encore un peu. »



LE LIVRE D'UN HOMME SEUL

par Gao Xingjian traduit du chinois par Noël et Liliane Dutrait

Après l'époustouflante « Montagne de l'âme » (1), à la fois voyage intérieur et évocation de la réalité kafkaïenne de la Chine contemporaine, Gao Xingjian nous offre une nouvelle somme foisonnante de près de cinq cent pages, le « Livre d'un homme seul ». Auteur multiple, traducteur de Prévert, Michaux, Ionesco et Pérec, dramaturge inspiré par Arthaud et Beckett, résolument moderne, il est victime de la censure lors de la campagne lancée en 1983 par Deng Xiaoping « contre la pollution spirituelle ». Ses écrits interdits, il s'exile en France en 1988 comme réfugié politique, un an avant la tragédie de Tian'anmen, et acquiert la nationalité française dix ans plus tard. Le Livre d'un homme seul, livre-miroir avec un L majuscule qui en chinois désigne habituellement la Bible, a pour trame « la véritable histoire de la Révolution culturelle déformée par la version officielle ». Le point de départ, c'est la rencontre de deux existences brisées qui s'étaient perdus de vue et que le hasard, et l'amour du sexe, réunit à nouveau dans la même chambre d'hôtel à Hong-Kong. Lui, le chinois en exil, a été invité pour assister à la représentation d'une de ses pièces, elle, jeune allemande d'origine juive, est en voyage d'affaires. Hantée par son passé, elle ne peut effacer le souvenir d'un viol subi dans sa jeunesse, mais la façon dont elle s'efforce maintenant



Le temps des LIVRES

de l'assumer lui rappelle qu'il lui a fallu aussi du temps pour prendre conscience que ce qu'il avait subi pendant la Révolution culturelle, « c'était un viol, tu étais soumis à la volonté d'autrui, tu devais te plier à leurs enquêtes, tu ne pouvais pas ne pas dire ce que l'on attendait de toi ». Mais « si on peut violer un être humain, femme ou homme, violence physique ou violence politique, on ne peut pas le posséder entièrement, ton esprit t'appartiendra toujours si tu le gardes en toi ». Endoctrinement, surveillance, soupçon, délation, confession, rectification, « la terreur de la révolution culturelle n'a rien à envier au fascisme », à l'image de cette vieille femme ayant une « mauvaise origine de classe », frappée à mort à coups de ceinturon par des lycéen(ne)s de 15-16 ans arborant le brassard des gardes rouges manipulés par Mao dans sa lutte pour reprendre le pouvoir à Liu Shaoqi. Le narrateur, qui ne fait qu'un avec l'auteur, délaisse le « je » au profit du « il » et du « tu », balançant sans arrêt entre passé et présent, et ce n'est qu'avec la plus grande difficulté qu'il finit « par arracher le masque qui le faisait ressembler en permanence à un véritable et respectable personnage positif, capable de jouer le rôle qui lui est « assigné », tout en refusant de « porter un nouveau masque, celui par exemple de dissident », car il sait qu'il n'est « en rien l'incarnation de la justice ». L'exil est une constante dans l'histoire chinoise pour l'intellectuel à 11 esprit libre, qui refuse l'autocensure. Et peu importe s'il ne rentre

pas car son pays est dans sa mémoire ; ce qui compte désormais c'est que son cœur est en paix parce qu'il agit de son plein gré. Pour Gao Xingjian, la liberté ne se donne pas, ne s'achète pas, elle est plutôt ta propre conscience de la vie, le délice de ta vie ; goûte à cette liberté comme à la jouissance que t'apporte l'amour physique avec une belle femme. N'est-ce pas la même chose ? ».

(1) Mêmes traducteurs, même éditeur 1995, Aube-poche 1999

Jean-Jacques Gandini

Ed. de l'Aube Paris
2000 486 p. 158 F



DANSE PAS AVEC LA CHINE!

par Harry Wu

Dans cet ouvrage, Harry Wu revient sur le laogai, le système des camps de travail chinois qui « accueille » 6 à 8 millions de prisonniers en permanence. Mais ceux qui ont déjà lu ses précédents ouvrages (1) n'apprendront rien de bien nouveau. Même s'il continue à enfoncer le clou pour que le mot « laogai », comme cela est acquis maintenant pour « goulag », figure dans les dictionnaires du monde entier, « puisque

l'opinion publique internationale ne s'émue guère plus du laogai en l'an 2000 qu'elle ne s'émouvait des camps de concentration nazis ouverts par Hitler dès son arrivée au pouvoir en 1933 ». L'intérêt réside dans le chapitre consacré au commerce des organes humains.

En effet le vent des réformes économiques engagées par Deng Xiaoping au début des années 80 est venu souffler jusque dans le laogai qui depuis 1983 ne reçoit plus de subventions gouvernementales mais doit désormais s'autofinancer : s'il continue à servir à réformer les prisonniers avec l'obligation de les punir et de les redresser, il doit répondre également aux besoins de l'économie chinoise telle qu'elle a été planifiée par le Parti, y compris sur le plan des exportations (2).

Les fonctionnaires des camps n'ont alors pas tardé à se rendre compte qu'ils pouvaient gagner beaucoup d'argent en vendant les organes des prisonniers exécutés à de riches étrangers ou des cadres de haut niveau. Pratique qui va être rapidement « légalisée » par une directive interministérielle du 9 octobre 1984 intitulée « A propos de l'usage des corps ou des organes des condamnés criminels » prévoyant trois cas de prélèvements possibles : 1/si le corps n'est pas récupéré ou si la famille refuse de le récupérer ; 2/si le prisonnier consent à donner son corps à la médecine ; 3/si la famille donne son accord pour un tel usage du corps ou des organes. Le marché est juteux puisque selon le rapport 2000 d'Amnesty International, « pour l'ensemble

des années 90, plus de 2 7120 peines de mort ont été prononcées et plus de 18000 exécutions pratiquées ». Certes, devant le scandale, une circulaire de 1996 est venue interdire la vente et l'exportation d'organes et il est illégal pour un individu de vendre des organes à un autre individu. Mais dans la pratique, on ne fait pas payer un organe « en soi » : l'hôpital demande un prix global pour l'opérateur et le séjour, un « package » qui inclut bien sûr l'organe. Ainsi à l'hôpital de Chengdu, capitale du Sichuan, c'est la responsable de la cellule du Parti communiste qui joue les intermédiaires : 30000 \$ le rein, paiement en liquide seulement, ni chèque ni carte de crédit, mais la qualité de l'organe est garantie. Officiellement en quelque sorte...

Le socialisme de marché, ce n'est plus la faucille et le marteau, mais le bistouri et le dollar !

1. « Laogai, le goulag chinois » ; « Vents amers » ; « Retour au laogai ».

2. En annexe l'auteur donne la liste de 20 camps du laogai exportant vers l'Occident, dont deux vers la France, situés dans les provinces du Guangdong (téléphones électroniques) et du Zhejiang (thé vert).

J-J. Gandini

Montpellier, Indigène
Éditions, 2000, 142 p.,
89 F



LE KGB CONTRE L'OUEST, 1917-1991
par Christopher Andrew
et Vasili Mitrokhine,

En France, l'histoire de l'espionnage n'a pas bonne presse. Le renou-

vement archivistique et historiographique provient dans la majorité des cas du monde anglo-saxon. En effet elle est même enseignée à l'Université. Après avoir publié il y a quelques années une histoire du KGB dans le monde, Christopher Andrew publie aujourd'hui un fort riche volume écrit en collaboration avec un transfuge ex-soviétique Vassili Mitrokhine.

L'histoire Mitrokhine est en elle-même déjà un ouvrage. Ancien directeur des services de renseignements soviétiques, il rompt intellectuellement avec le communisme, mais conserve sa place dans l'appareil. Dès lors il n'a de cesse de récupérer le maximum de

documents provenant des services secrets, suspects. Il réussit cependant à cacher l'ensemble de sa documentation dans des lieux les plus invraisemblables. Enfin, le miracle de 1991 lui permet de quitter la Russie et de se rendre en Angleterre. C'est de cette source que nombre d'informations sont parvenues ces dernières années en occident. La lecture de son récit donne le vertige. En effet, il semble difficile d'imaginer la masse d'informations recueillis par les services soviétiques à travers le monde.

De même, le nombre d'agents d'officiers traitants ou d'idiots utiles est également éloquent.

Ainsi, le quotidien le

plus sérieux ne comptait pas moins de deux agents parmi ses correspondants.

L'aspect du renseignement n'est pas un unique objet. L'autre aspect est consacré à l'influence du KGB dans le monde communiste comme le montre par exemple l'infiltration des mouvements de dissidence en Russie et dans les pays du bloc communiste... La liste étant loin d'être exhaustive... Malgré un appareil hypersophistiqué, le système de la terreur ne parviendra pas à se maintenir.

S. B

Fayard, 2000.
982 p. 198 F.



**LA MAKHNOVCHT-CHINA,
L'INSURRECTION
RÉVOLUTIONNAIRE
EN UKRAINE
DE 1918 À 1921**
par Archinov

La makhnovchtchina n'est pas l'anarchisme. L'armée makhnoviste

n'est pas une armée anarchiste, elle n'est pas formée par des anarchistes. L'idéal anarchiste de bonheur et d'égalité générale ne peut être atteint à travers l'effort d'une armée, quelle qu'elle soit, même si elle était formée exclusivement par des anarchistes. L'armée révolutionnaire, dans le meilleur des cas, pourrait servir à la destruction du vieux régime abhorré ; pour le travail constructif, l'édification et la création, n'importe quelle armée qui, logiquement ne peut s'appuyer que sur la force et le commandement, serait complètement impuissante et même néfaste.

Pour que la société anarchiste devienne pos-

**Denis Lefebvre
Socialisme
et
franc-maçonnerie**

Le tournant du siècle (1880-1920)



BRUNO LEPRINCE ÉDITEUR

**SOCIALISME ET
FRANC-MAÇONNERIE**

D'une manière générale, la franc-maçonnerie se résume à une société secrète étrange par ses rites mystérieux. Dans la tradition anti-maçonnique, on accuse les francs-maçons d'être à l'origine de toutes les révolutions, d'être anti-cléricaux et d'avoir imposé la laïcité, d'être liés à la haute finance...

Les socialistes se heurtent également à une forte hostilité de la population "bien-pensante", très impressionnée par ceux qui arborent le drapeau rouge, ne fréquentent pas les églises, et se permettent de réclamer la grève quand ils ne sont pas satisfaits de leur sort.

Comme les socialistes et les anarchistes se retrouvent dans certaines valeurs exprimées chez les francs-maçons, il est normal de relever, dans les loges des noms aussi prestigieux que Pierre-Joseph Proudhon, Louis Blanc, Pierre Leroux, Eugène pottier,

Benoît Malon, Sébastien Faure, Jules Vallès, Louis Michel ou Elysée Reclus. La guerre de 1870 divise les francs-maçons. Un courant socialiste refuse la capitulation de Paris. Il est animé entre autres par des maçons comme Benoît Malon, Jules Vallès qui arborent le drapeau rouge et s'empressent d'aller délivrer à la prison de Mazas le frère Gustave Flourens, enfermé depuis les émeutes d'octobre. Il est incontestable que le mouvement de la Commune est fortement marqué par l'esprit des loges parisiennes et que des francs-maçons y jouent un rôle de premier plan (Assi, Beslay, Camélinat, Jean-Baptiste Clément, Paschal Grousset, Jourde, Elie May...). Il est juste également de dire que des frères désavouent la Commune et prennent le parti de Thiers. D'autres se réfugient sous les plis du drapeau tricolore déployé par le maçon Gambetta.

Éliminés ou déportés les hommes de la Commune sont dès lors décimés.

Y a-t-il eu complicité après la Commune, sous la III^{ème} République entre socialistes et francs-maçons ? C'est précisément l'objet du livre que vient de publier Denis Lefebvre aux éditions Bruno Leprince.

La franc-maçonnerie devient alors le refuge de la petite bourgeoisie. Elle structure le parti radical qui devient son instrument au service de sa politique. Bien introduits au sein de la III^{ème} République, les francs-maçons contrôlent et s'inquiètent de la présence de socialistes dans leurs rangs. Ceux-ci risquent, par un travail de sape interne, de faire adopter leur point de vue. Ils créent d'ailleurs des loges d'inspiration socialiste. Parallèlement, ils s'appuient sur une structure quasi clandestine, sorte de franc-maçonnerie ouvrière : La Chevalerie du Travail française, née aux États-Unis en 1869 importée en France en 1893. L'histoire de la Chevalerie du Travail, décrite avec précision par Denis Lefebvre, ne manquera pas de surprendre le lecteur par la nouveauté de l'information,

dont seuls les initiés pouvaient en connaître l'existence.

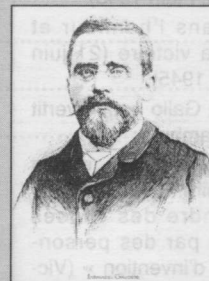
Si les francs-maçons prennent ombrage de la présence des socialistes dans leurs rangs, certains socialistes, dont les guesdistes, ne souhaitent pas voir les militants entrer en maçonnerie, au prétexte de la cohabitation avec des bourgeois et des hauts fonctionnaires dans les loges. Aux congrès de 1906 et 1912, on est à la limite de voter cette interdiction.

En fait, cette interdiction sera adoptée en 1922, au lendemain de la scission de 1920 par la fraction communiste, en application des directives de Moscou.

Là s'arrête la première période de cette passionnante étude. A noter également les caricatures des principaux personnages concernés qui illustrent l'ouvrage.

G. Pelletier

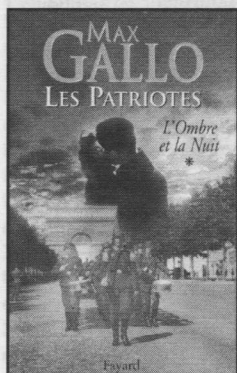
Éditions Bruno
Leprince,
221 pages
120 francs



sible, il est nécessaire que les ouvriers eux-mêmes dans les usines et les entreprises, les paysans eux-mêmes, dans leurs pays et leurs villages, se mettent à la construction de la société antiautoritaire, n'attendant de nulle part des décrets-lois.

Ni les armées anarchistes, ni les héros isolés, ni les groupes, ni la Confédération anarchiste ne créeront une vie libre pour les ouvriers et les paysans. Seuls, les travailleurs eux-mêmes, par des efforts conscients, pourront construire leur bien-être, sans État ni seigneurs. (La Voie de la Liberté, organe de la makhnovchtchina).

Spartacus, 8 impasse Crozatier 75012 Paris. Diffusion Dif'Pop', 283 p., 130 F.



LES PATRIOTES
par Max Gallo

Nous n'avons pas pour habitude de rendre compte de romans, mais signalons toutefois la sortie de cette suite romanesque qui comprendra quatre volumes :

- L'Ombre et la Nuit (1936 - 11 novembre 1940)

- La Flamme ne s'éteindra pas (11 novembre 1940 - août 1942)

- Le prix du sang (août 1942- 21 juin 1943)

- Dans l'honneur et pour la victoire (21 juin 1943 - 1945).

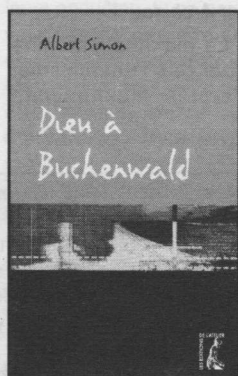
Max Gallo nous avertit en préambule :

Ceci est un « roman d'Histoire » qui essaie de « peindre des choses vraies par des personnages d'invention » (Victor Hugo, 1868). Toute

ressemblance entre ces derniers et des hommes et des femmes ayant vécu ces années majeures, serait fortuite. Et il en irait de même pour les situations évoquées ici. Il s'agit d'un roman ! Mais sa matière est l'Histoire vraie ! Le tableau n'est pas le sujet peint, et l'est pourtant.

Ces romans ont effectivement l'avantage de faire prendre goût à l'histoire. Gageons toutefois que le romancier ne dépassera pas l'histoire.

Fayard Éditeur, 420 p., 139 F.



DIEU À BUCHENWALD
par Albert Simon

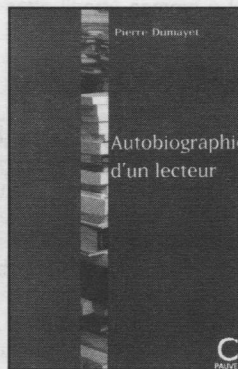
A dix-huit ans, le 29 janvier 1944, Albert Simon débarque à Buchenwald. Déporté pour fait de résistance, ce jociste de la Sarthe va vivre, quinze mois durant, l'enfer du camp avec son cortège d'abominations et la présence permanente de la barbarie nazie. Cinquante-cinq ans plus tard, il raconte dans ces pages sa plongée dans l'abîme et son combat spirituel pour survivre au déchaînement du mal.

Dans ces lieux où Dieu et l'espérance semblent avoir déserté, des réseaux d'entraide se tissent. Au péril de leur vie, des chrétiens se rencontrent, prient ensemble. Avant d'être conduit à Dachau, un prêtre confie des hosties à l'auteur. Il les garde précieusement puis les distribue clandestinement à ceux qui en font la demande, signe ultime que le don l'emporte sur les forces

de mort. A Buchenwald, Albert Simon rencontre également l'organisation communiste qui, pour résister aux maîtres nazis, observe une discipline de fer fondée sur la solidarité. La survie est à ce prix... Sans entamer l'intensité des liens fraternels, le jeune jociste affirme sa différence et ses divergences.

Cet ouvrage est un témoignage de plus à verser au lourd dossier de la déportation dont on se doit d'entretenir la mémoire.

Les éditions de l'Atelier, 12 avenue Sœur Rosalie, 75013 Paris, 192 p., 100 F.



AUTOBIOGRAPHIE D'UN LECTEUR
par Pierre Dumayet *

Les plus anciens télé-spectateurs se souviennent de Lectures pour tous, l'émission littéraire de l'unique chaîne de télévision au cours de laquelle de 1953 à 1968 deux chats-moines (et même trois, puisque Max-Pol Fouchet y allait de son billet final), Pierre Dumayet et Pierre Desgraupes soumettaient à la question, l'œil gourmand mais sur le ton de la confession, les auteurs qu'ils avaient choisis. Ni ironie, ni moquerie, ni provocation dans leurs propos. Seul, un discret mouvement des lèvres révélait l'humour des gens qui ne se prennent pas au sérieux. Plus tard, Dumayet et Desgraupes ont été, avec Pierre Lazareff, alors directeur de France-soir, et Igor Barrère, les animateurs de Cinq colonnes à la Une et de bien d'autres émissions qui honoraient

alors la télévision française.

Pierre Dumayet est un paresseux actif : un lecteur qui prend son temps mais ne connaît pas de pause. Et des livres il en a lus, et relus. Madame Bovary, par exemple, parce que le roman de Flaubert lui révèle toujours quelque chose qu'il n'avait pas encore décelé. L'exercice n'est pas précisément la lecture, plutôt une flânerie. Avancer dans le texte. S'interroger. Revenir.

Au lendemain de la Libération, le poète Jean Lescure présente Dumayet à un certain Pierre Desgraupes. C'est le début d'un parcours sur les ondes de la radio. Il se poursuit, de Paris vous parle, magazine d'actualité quotidien grâce auquel l'air de Paris et d'ailleurs arrive dans nos provinces enclavées, au Club d'essai où des aventuriers poussent la programmation culturelle à ses limites.

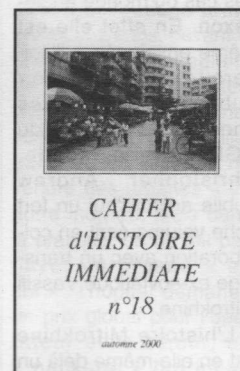
Plus tard, il sera, avec Pierre Lazareff, le directeur de France-soir, et Desgraupes, bien sûr, l'un des producteurs du premier grand magazine de télévision, "Cinq colonnes à la une".

Tout dans l'expression, écrite ou parlée, de Dumayet conduit à comprendre qu'il est intelligent, d'une intelligence d'autant plus performante qu'elle ne s'affiche pas vraiment. Mieux, face à ceux qui ne sont pas aussi intelligents que lui, il semble presque s'excuser. Ce n'est pas sa faute, il a un don inné qu'il entretient par une active paresse. Un mode de vie dont le devine pédagogue. Dans un monde frivole et pressé, il est le prophète dont on découvrira la leçon beaucoup plus tard. Le livre est une affirmation d'indépendance d'esprit sans désir d'autorité. A cette vertu rare, il faut ajouter la qualité littéraire du livre : des phrases courtes, dont l'humour scintille dans le non-dit.

* Pauvert, 120 F.

J.-J. L.

REVUES



CAHIER d'HISTOIRE IMMEDIATE N°18

Au sommaire de ce numéro :

- Le fantôme du « miracle » libanais (1922-1998), par Arnaud Malabre.

- Israël, le conflit israélo-palestinien et la politique française (1988-1993), par Guillaume Fest.

- A propos de médiologie, par Régis Debray.

- De Vichy à la fin de la Guerre froide, la correspondance Tisserant-D'Ormesson (1940-1971), par Sylvaine Guinle-Lorinet.

- La Pologne dans l'Europe centrale, par Leszek Kuk.

- La gauche et le pouvoir en Italie de 1947 à nos jours, par Philippe Foro.

G.R.H.I. Maison de la Recherche, 5 allées Antonio-Machado, 31058 Toulouse cedex.

Au sommaire de ce numéro :

- Le fantôme du « miracle » libanais (1922-1998), par Arnaud Malabre.

- Israël, le conflit israélo-palestinien et la politique française (1988-1993), par Guillaume Fest.

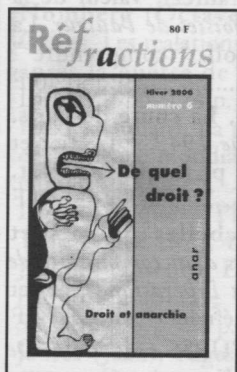
- A propos de médiologie, par Régis Debray.

- De Vichy à la fin de la Guerre froide, la correspondance Tisserant-D'Ormesson (1940-1971), par Sylvaine Guinle-Lorinet.

- La Pologne dans l'Europe centrale, par Leszek Kuk.

- La gauche et le pouvoir en Italie de 1947 à nos jours, par Philippe Foro.

G.R.H.I. Maison de la Recherche, 5 allées Antonio-Machado, 31058 Toulouse cedex.



RÉFRACTIONS N°6: DE QUEL DROIT ?

Nous assistons à une juridicisation croissante de la société qui touche aussi bien le domaine strictement politique que tous les aspects de la vie privée, les normes et les rapports sociaux. Un nouveau droit international s'affirme, battant en brèche les prérogatives traditionnellement souveraines de l'État national.

La complexité de la société moderne est en train de créer un droit positif, lui-même de plus en plus complexe et contradictoire, réservé aux professionnels et aux experts et mis au service de ceux qui les emploient.

Mais, derrière le concept du droit, deux idées - "classique ou moderne" - se profilent: l'une voit dans le droit une valeur de justice ou d'équité, de régulation « juste » entre des parties en conflit, même si ce droit peut être détourné et mis au service d'une société hiérarchique; l'autre y voit une technique de régulation sociale qui ne peut que légitimer la domination de la classe ou de l'élite, et le pouvoir de contrainte de l'État.

Le numéro 6 de Réfractions propose une réflexion sur les bases même de la philosophie politique du droit, des droits, à partir d'une lecture actuelle des positions anarchistes ou libertaires.

Un premier corpus théorique aborde notamment:

- Le droit et la justice dans la critique anarchiste.

- Le couple universalisme/relativisme et l'organisation politique dans la pensée d'Aristote.

- Godwin et la critique radicale du droit.

- L'articulation entre droit et État dans le système politique de Proudhon.

- Une réflexion sur le droit et l'anarchisme: Stirner et Bakounine.

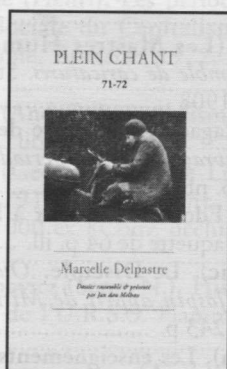
- Peut-on penser comme possible une société sans aucun

droit? Ou bien, dans une perspective libertaire, quelles sont les catégories des règles qui seraient acceptables et même nécessaires?

Ce numéro de Réfractions ne propose donc pas une « doctrine » anarchiste en matière de droit mais plutôt une pluralité de perspectives et de réflexions puisque certains suggèrent qu'un droit libertaire est envisageable alors que d'autres en appellent au dépérissement du droit au profit de la volonté commune afin de « créer une société dans laquelle des êtres humains autonomes pourront collectivement se gouverner dans l'autonomie » (Castoriadis)

Le débat continue!

Les Amis de Réfractions, BP 33, 69571 Dardilly cedex. 160 p., 80 F.



PLEIN CHANT 71-72

Ce dossier sur Marcelle Delpastre, rassemblé et présenté par Jan

dau Melhau, est imprimé avec le soin et la qualité d'un éditeur hors du commun.

Née le 2 décembre 1925 à Germont de Chamberet en Limousin, Marcelle Delpastre y est morte le 6 février 1998 au terme d'un incomparable voyage immobile, laissant une œuvre imposante et variée - majoritairement inédite - dont la part essentielle est l'ordre poétique, ordre qu'elle a conjugué avec bonheur dans tous les modes possibles, de la ballade aux psaumes, du poème dramatique à la prose poétique, et dans ses deux langues occitane et française. Payenne ainsi qu'on l'est en ce pays, cultivant la terre, élevant les vaches, elle a, une plume inspirée, patiente, insistante (presque sans repentir) - labour et rumination - mêlé en un fécond mariage tragique, la célébration insatiable de la beauté du monde et de ses mystères, et la déportation excédée de ses pauvres malheurs humains, n'hésitant pas à précipiter Dieu dans la fournaise d'Hiroshima, n'oubliant jamais, derrière la croix du Christ, la corde de Judas.

Pour le reste - excusez du peu! - étonnante ethnologue de sa propre culture en sa proximité la plus étroite, les nouvelles perverses des années 50, les livres chroniques des années 80, sept gros

volumes de mémoires, quelques chansons nées dans l'odeur des bouses, et le dessin, la peinture, jusqu'à ces merveilleux glands sculptés...

Plein Chant éditeur, Bassac, 16120 Château-neuf-sur-Charente, le numéro 280 p., 120 F.



LES TEMPS MAUDITS N°9

Au sommaire:

Dossier OGM

- Les fausses promesses de l'industrie biotechnologique.

- Les cultures transgéniques envahissent le Sud.

- Le management, une nouvelle forme du taylorisme.

- La gratuité des biens et des services, par Frédéric Blanchet.

- Le sentiment religieux, par Frank Mintz.

Les Temps maudits, BP 72, 33038 Bordeaux cedex, 95 p., 30 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne à Gavroche à partir du n°117

Un an 5 numéros (dont 1 double): 190 F — Étranger: Europe 200 F/autre 220 F

Tarif spécial étudiant: 145 F sur justification.

Nom Prénom

Profession

Adresse

Code postal Ville

Adresser bulletin et titre de paiement à: Éditions Floréal, BP 872 — 27008 Evreux Cedex
CCP 5027 58 E ROUEN

L'amateur de livres



Voici une nouvelle liste d'ouvrages d'occasion disponibles à la vente. Nous remercions les lecteurs qui nous passent des commandes et rappelons que les prix que nous pratiquons sont très raisonnables...

Assurez-vous, de préférence, que les livres sont encore disponibles. Merci !

Alexandrov (Victor), *La fin des Romanov. d'après les précieuses Cassettes de Sokolov*. Alsatia 1968, 224 p. ill. 50 F
 Arvon (Henri), *Bakounine*. Ed. Seghers 1966, 191 p. 40 F
 Aynard (Joseph), *Justice ou charité ? Le drame social et ses témoins de 1825 à 1845*. Plon 1945, 183 p. 60 F
 Bakounine, *La Liberté. Choix de textes*. J.-J. Pauvert 1965, 325 p. 40 F
 Barby (Henry), *L'Epopée Serbe*. Berger-Levrault 1916, 227 p. cart. ill. 40 F

Biard (Roland), *Dictionnaire de l'extrême-gauche de 1945 à nos jours*. Belfond 1978, 412 p. index 70 F
 Blum (Léon), *Le dernier mois*. Ed. Diderot 1946, 90 p. 50 F
 Cambadélis et Osmond, *La France blafarde. Une histoire politique de l'extrême droite*. Plon 1998, 512 p. 70 F
 Chénine (L.), *Les Tribunaux du Peuple en U.R.S.S.*, Moscou 1957, 116 p. (mqe couv.) 30 F
 Citrine (Walter M.), *Le mouvement syndical en Grande-Bretagne*. Féd. Synd. Int. Amsterdam 1926, 128 p. 50 F
 Compagnon (AL.), *Les Classes laborieuses. Leur condition actuelle, leur avenir par la réorganisation du travail*. Michel Lévy 1858, 324 p. 80 F
 (Congrès S.F.I.O.) *XXVe Congrès National 26-27-28-29-30 Mai 1928 à Toulouse*. Librairie Populaire 1928, 83 p. 40 F
 (Comité Central du P.C. de l'URSS), *Histoire du Parti Communiste/Bolchévik/de l'URSS. Fac-similé de l'édition de Moscou*. Ed. Norman, Béthune. 1971, 407 p. 60 F
 Cookridge (E. H.), *L'espion du siècle*, Reinhard Gehlen. Fayard 1973, 493 p. index 60 F
 Daumier. (Les Maîtres Humoristes N°16. *Ensemble de caricatures*. Sté d'Ed. et de Publ. 1908 80 F
 Delale et Ragache, *La France de 68. Le meilleur ouvrage sur cette période*. Seuil 1978, 238 p. nbr. ill. 100 F
 (Depreux), *Edouard Depreux à la Place Beauvau*. Plaque de 64 p. ill. 50 F
 Dupin (Eric), *Le Disciple. Ou les dix leçons que Jospin apprit de Mitterrand*. Plon 1998, 243 p. 40 F
 Duret (Jean), *Les enseignements économiques de Karl Marx*. Etudes Socialistes N° 23, 1948, 40 F
 Duret (Jean), *La théorie marxiste des crises et ses critiques*. Etudes Socialistes N° 25, 1948 40 F
 Duveau (Georges), *Les Prémarxistes*. Etudes Socialistes N° 21, 1948 50 F

Duveau (Georges), *La vie ouvrière en France sous le Second Empire*. Gallimard 1946, 605 p, index 130 F
 L'Ecole Syndicaliste. *Vers la paix par l'intelligence et l'amour*. Bulletin de la section de la Haute-Vienne bulletins de décembre 1935 et février 1936. Les 2@ 80 F
 Ernestan (Ernest Tanrez), *Valeur de la Liberté... Pages choisies de l'auteur*. La Ruche ouvrière Coll. "comprendre" N°4, 191 p. 40 F
 Ehrenbourg (Ilya), *La chute de Paris. Roman, prix Staline 1942*, Ed. Hier et Aujourd'hui, 459 p. (mqe 1er plat, défraîchi) 30 F
 Farge (Yves), *Rebelles Soldats et Citoyens. Souvenirs d'un commissaire de la République à la Libération*. Grasset 1946, 332 p. (lég. défraîchi) 70 F
 Féron (Bernard), *L'URSS sans idole. De Staline à Brejnev et Kossyguine*. Casterman 1966, 229 p. ill. 45 F
 Fischer (Ernst), *Le grand rêve socialiste. Souvenirs et réflexions*. Denoël 1974, 450 p. Joint lettre manuscrite de l'éditeur à Yvon Bourdet. 80 F
 Frank (Pierre), *La quatrième internationale. Contribution à l'histoire du mouvement Trotskyiste*. Maspero 1969, 153 p. 45 F
 Garner (Michel), *Une guerre pas comme les autres. La guerre germano-soviétique*. La Table ronde 1962, 344 p. 60 F
 Goblot (J.-J.), *Pierre Leroux et ses premiers écrits (1824-1830)*. Presses Univ. de Lyon 1977, 107 p. index 80 F
 Guesde (Jules), *Le Collectivisme. Documents socialistes N° 6*. Ed. de la Liberté 1945, 120 p. 40 F
 Halévy (Daniel), *Essais sur le Mouvement ouvrier en France*. Sté Nelle de Libr. et d'Ed. 1901, 300 p. 70 F
 Hamon (Augustin), *Le Mouvement ouvrier en Grande-Bretagne*. Lib. du parti socialiste et de l'Humanité 1919, 78 p. 40 F

LIBRAIRIE FLOREAL

41, rue de la Harpe BP 872 — 27008 EVREUX — Tél. 02.32.33.22.33

Nom : Adresse :
 Je vous commande les livres suivants :

Auteur	Titre	prix
Biard	70	
Delale	100	
Vincent	60	
	230	
	20	
	250	
Port et emballage prix forfaitaire		20,00
Bon de commande et chèque à adresser à Librairie Floréal		Total

- Hamp (Pierre), *Un nouvel honneur. La peine des hommes*. NRF 1922, 283 p. 50 F
- Hamp (Pierre), *Les chercheurs d'or. La peine des hommes*. NRF 1920 Ed. originale, 191 p. (rousseurs) 60 F
- Histoire moderne. *Cours d'histoire ens. secondaire*. Ed. scol. d'Etat Léninegrad 1961, 347 p. cart. ill. 80 F
- Hombert (Octave), *La Galerie des Glaces. Les relations Franco-Allemandes après la guerre de 14-18*. Nelles Ed. Latines 1935, 174 p. 35 F
- Huxley (Julian), *La génétique soviétique et la science mondiale*. Stock 1950, 271 p. index 60 F
- Isorni (Jacques), Philippe Pétain. La Table Ronde 1972, 490 p. index ... 90 F
- Jacquet (Joseph), *Les cheminots dans l'histoire sociale de la France*. Ed. Sociales 1967, 378 p. cart. ill. 80 F
- Jaurès (Jean), *Pages choisies*. Rieder et Cie 1922, 462 p. 80 F
- Julitte (Pierre), *L'Arbre de Goethe*. France-Empire 1984, 322 p. ill. 50 F
- Kautsky (Karl), *Les trois sources du marxisme-L'oeuvre historique de Marx*. Spartacus N°79, 64 p. 30 F
- Laforêt (Pierre), *La prodigieuse aventure de Europe 1*. Pierre Horay 1960, 177 p. ill. 45 F
- Lasserre (Georges), *Socialiser dans la liberté. La vocation de l'Europe*. Albin Michel 1949, 315p 60 F
- Lepotier (Contre-Amiral), *Raids sur mer. Saint Nazaire-Dieppe*. France-Empire 1953, 301 p. ill. 50 F
- London (Artur), *L'Aveu. Dans l'engrenage du procès de Prague*. Gallimard 1968, 457 p. 50 F
- Löwenthal (Richard), *Khrouchchev et la désagrégation du bloc communiste*. Calmann-Lévy 1964, 340 p. 60 F
- (Luxembourg (Rosa)), *La vie héroïque de Rosa Luxembourg-La Révolution russe*. Spartacus N°5, 99 p. 40 F
- Marabini (Jean), *L'Étincelle. Lénine, organisateur de la Révolution russe*. Arthaud 1962, 415 p. index, ill. 70 F
- Marcou (Lilly), *Ilya Ehrenbourg*. Plon 1992, 378 p. ill. index 70 F
- Marcy (Jean-Benoît), *J'ai été Carmélite. Reportage vécu*...Ed. de la Librairie populaire 1935, 284 p. 60 F
- Marx & Engels, *Critiques des programmes socialistes de Gotha et d'Erfurt*. Spartacus N°4, 99 p. 40 F
- Mauran (Hervé), *Un maquis de républicains espagnols en Cévennes. Espagnols rouges*...Lacour 1995, 255 p. index, ill. 70 F
- Mawrizki (Serge), *L'Industrie lourde en Union Soviétique. Système de direction et de planification*. Droz 1961, 157 p. 70 F
- Michaud (René), *J'avais vingt ans. Un jeune ouvrier au début du siècle*. Ed. Syndicalistes 1967, 289 p. 60 F
- Miquel (Pierre), *Les Aristos*. Albin Michel 2000, 264 p. 60 F
- Mises (Ludwig), *Le Socialisme. Etude économique et sociologique*. Libr. de Médicis 1952, 625 p. index 80 F
- Moch (Jules), *Le Front Populaire, grande espérance*. Lib. Acad. Perrin 1971, 407 p. cart. index, ill. 80 F
- Moret (Frédérique), *Journal d'une mauvaise française*. La Table Ronde 1973, 267 p. 50 F
- Nettlau (Max), *Histoire de l'Anarchie*. Ed. du Cercle 1971, 290 p. 60 F
- Pagès (Alain), *J'Accuse, ..13 janvier 1898. Une journée dans l'histoire*. Perrin 1998, 293 p. index 60 F
- Pauchou et Masfrand, *Oradour-sur-Glane vision d'épouvante. Ouvrage officiel 1978*. Charles-Lavauzelle, Limoges, 190 p. 50 F
- Perrève (Paul), *La Burle. Un médecin de campagne en Haute-Ardèche*. J.-C. Lattès 1981, 222 p. 45 F
- Peyronnet (Albert), *Le Ministère du Travail 1906-1923*. Berger-Levrault 1924, 240 p. 70 F
- Pierson (Marc-Antoine), *Histoire du Socialisme en Belgique*. Institut Emile Vandervelde 1953, E.O. non coupé, 252 p. ill. 100 F
- Pirenne (Henri), *Les périodes de l'Histoire Sociale du Capitalisme*. Librairie du Peuple, Bruxelles 1922, plaquette de 24 p. 40 F
- Philip (André), *Le socialisme trahi*. Plon Tribune libre N°1, 241 p. 80 F
- Pioch (Georges), *Jaurès*. Libr. d'Action d'Art 1918, 47 p. front. de Domin, tiré à 1000 ex. (Couv. déchirée et défraîchie) 50 F
- Prokopovicz (Serge N.), *Histoire économique de l'U.R.S.S.* Flammarion 1952, 627 p. 100 F
- Prudhommeaux (André et Dori), *Spartacus et la Commune de Berlin 1918-1919*. Spartacus N°15, 1949, 127 p. 60 F
- Rémond (André), *Etudes sur la circulation marchande en France aux XVIIIe et XIXe siècles. I-Les prix des transports marchands de la Révolution au Premier Empire*. Marcel Rivière 1956, 112 p. 50 F
- Ribard (André), *Introduction à la vie publique*. Libr. Robin 287 p. 50 F
- Rolland (Pierre), *Contre-Guérilla. La guerre au Cambodge*. Ed. Louvois 1956, 223 p. ill. 70 F
- Sérant (Paul), *Les vaincus de la Libération. L'Épuration en Europe occidentale à la fin de la Seconde Guerre mondiale*. R.Laffont 1964, 422 p. 60 F
- Soukhanov (Nicolas N.), *La Révolution Russe 1917*. Cercle du nouveau livre d'Histoire 1965, Relié toile 462 p. ill. index 100 F
- (Struthof) *Camp de concentration Natzwiller Struthof*. Comité National du Struthof 1982, 93 p. ill. 50 F
- Tarsis (Valery), *Salle 7. Le livre qui a coûté la nationalité soviétique à son auteur*. Plon 1966, 190 p. 45 F
- Tessier (Gaston), *Un progrès social, La Journée de Huit Heures*. Ed. SPES 1923, 93 p. 70 F
- Thoreau (Henry David), *La désobéissance civile*. J.-J. Pauvert 1968, 163 p. 30 F
- Vinatel (Guy), *L'U.R.S.S. concentrationnaire. Travail forcé, esclavage en Russie soviétique*. Spartacus N°14, 1949, 128 p. 60 F
- Winning (August), *Du Proletariat à "L'Etat Ouvrier". par le promoteur du National-socialisme dans le mouvement ouvrier*. Plon 1943, 238 p. 80 F
- Zak (Ludmila), *Des Français dans la Révolution d'Octobre*. Ed. Sociale 1976, 394 p. 50 F
- Zinoviev (Alexandre), *Perestroïka et Contre-perestroïka*. Olivier Orban 1991, 247 p. 50 F
- Zoretti (Ludovic), *L'Education nationale et le Mouvement Ouvrier en France*. Librairie Populaire, Caen 1923, 77 p. 70 F
- La Bonne Collection (petite brochure anarchiste des années 30) :
- N°1 Faure (Sébastien), *Douze preuves de l'Inexistence de Dieu*.
- N°8 Armand (E.), *Qu'est-ce qu'un anarchiste ?*
- N°13 Spencer, *Le droit d'ignorer l'Etat*.
- N°33 Rhillon, *De Briey à la Rhur (Les capitalistes en Guerre 1903-1923)*
- N°44 Lux, *Parasitisme social - Les morts glorieux*.
- N°45 Ghaughi (René), *Les Trois Complices (Les Tueurs-Les Faiseurs de pluie - L'Homme qui juge)*.
- N°71 Pelletier (Doctoresse), *L'Amour et la Maternité*.
- N°131 Faure (Sébastien), *Propos d'Éducateur*.
- N°132 Faure (Sébastien), *La Liberté*.
- N°154 Kropotkine (Pierre), *L'Organisation de la vindicte appelée "Justice"*.
- N°157 Ali Boron, *L'Initiative sexuelle des Enfants par leurs Parents*.
- Chaque brochure : 30 F
- Edition du Parti Socialiste S.F.I.O. (Librairie populaire) :
- Jaurès (Jean), *Bernstein et l'Évolution de la Méthode socialiste*. 1926
- Dispan de Florian (Louis), *Pour devenir Socialiste*. 1926
- Compère-Morel, *Le Socialisme et la Terre*. 1928
- Le Programme d'action immédiate du Parti Socialiste voté au Congrès National extraordinaire de Paris (décembre 1927). 1928
- Programme agricole. 1931
- Paul Faure, *Les Marchands de Canons contre la Paix*. Discours du 11 février 1932.
- Adler (Frédéric), *Au cas où la guerre éclaterait néanmoins...* 1933
- Chaque brochure : 30 F

L'UNION DE LILLE

ET LE PROLÉTARIAT

AIR : Le danseur rigolo

PREMIER COUPLET

On vot dins l' siècle où nous sommes
Bien des inégalités
Et on dit qu' pou les hommes
Les mêm's droits sont proclamés
Quand pous sés amus'ments l' riche
Jett' l'argent, l'or à plein' main
L'ouveurier n'a point d' quémiche
Grelotte d' frod et a faim

REFRAIN

Citoyens honnêtes
Nos positions sont bien nettes
Kou parti s'ra fort
Si nous avons l'accord
Ouveurriers confiance
N' perdons jamais l'espérance
D'obtenir satisfaction
Par l'Union

DEUXIÈME COUPLET

Pour parer à chés misères
Des citoyens corageux
S'un rant alors comm' des frères
Pour soulager l' malheureux
Ch'êtôt des hommes d' conduite
Qui s'mirent sans retard in action
Infin d' monter tout d' suite
Eunn' grand' coopération

TROISIÈME COUPLET

Pour faire honneur à nou ville
J' ont dt que leu société
S'appell'ra « L'Union de Lille »
Jamais nom fut meux trouvé
Puis plens d'ardeur et plein d' zèle
Ils ont pu in moins d'un an
Faire eunn' Bouling'rie modèle
Comme ch'euli' du « Vooruit de Gand »

QUATRIÈME COUPLET

Aussitôt que l' bouling'rie
Eut fonctionné à souhait
I' monterent eunne épïc'rie
Incore un acte bien fait
I' n' s'arrêtr'ont point in route
Chés bons administrateurs
Vindant d' tout au prix qu' cha coûte
Pou l' joie des consommateurs

CINQUIÈME COUPLET

Et comme leu's frères de Belgique
I' veul'nt s'occuper d'action :
Pour que l' pouvoir politique
Leu' donne l'émancipation
Pour adouch'in leu' souffrance
Et ne pus êt' si malheureux
L'Union de Lille a fait alliance
Avé l' grand parti des gueux

SIXIÈME COUPLET

Ch' parti-là tiendra s' promesse
Car par ses cotisations
Il a aujourd'hui eunn' presse
Pour tous ses revendications,
Ouveurriers, v'nez y sans crainte
« Un journal vaillant et fort »
Soutiendra vos d'sirs v's plaintes
L'organ' du « Réveil du Nord »

SEPTIÈME COUPLET

D'puis nous Coopérative
Marche d' progrès in progrès
Car cheull' alliance l' fait vive
Et li assure du succès
Quand vient l' momint du partache
Les sociétaires sont joyeux
Et on veut pus d'un ménache
C' jour là bien contint, heureux

HUITIÈME COUPLET

D'êts unis, v'la l'avantage
Un jour, on verra la fin,
Du dur travail, l'esclavage,
Si on sait suivre l' drot q'min
Car nous avons l'espérance
Même in dépit des jaloux
Avec de l' persévérance
Donner l' bien-être à teurtous

DERNIER REFRAIN

Ouveurriers confiance
N' perdons jamais l'espérance
Nos maux vont finir
Par un meilleur av'nir
Plus d' l'arm's ni d' misères
Si nous savons vivr' in frères
On aura satisfaction
Par l'Union

HUIT HEURES, MAISON DU PEUPLE, --- 21, RUE DE RÉTHUNE
dans les Salons du 1^{er} Etage

GRAND BAL MASQUÉ

ENTRÉE : 80 centimes